

**WETTEN, DECRETEN, ORDONNANTIES EN VERORDENINGEN  
LOIS, DECRETS, ORDONNANCES ET REGLEMENTS**

**GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN  
GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION  
GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN**

**BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST — REGION DE BRUXELLES-CAPITALE**

**COMMISSION COMMUNAUTAIRE FRANÇAISE  
DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE**

F. 2006 — 4584

[C — 2006/31523]

**21 SEPTEMBRE 2006. — Arrêté n° 2006/554 du Collège de la Commission communautaire française  
relatif à l'agrément et aux subventions des centres de jour et des centres d'hébergement pour personnes handicapées**

Le Collège,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, notamment l'article 83, § 3, modifié par la loi spéciale du 16 juillet 1993;

Vu le décret II de la Communauté française du 19 juillet 1993 attribuant l'exercice de certaines compétences de la Communauté française à la Région wallonne et à la Commission communautaire française, notamment l'article 4, 1°;

Vu le décret III de la Commission communautaire française du 22 juillet 1993 attribuant l'exercice de certaines compétences de la Communauté française à la Région wallonne et à la Commission communautaire française, notamment l'article 4, 1°,

Vu le décret de la Commission communautaire française du 4 mars 1999 relatif à l'intégration sociale et professionnelle des personnes handicapées, tel que modifié, notamment les articles 36, 37, 38, 64 et 70;

Vu l'avis de la Section « Personnes handicapées » du Conseil consultatif bruxellois francophone de l'Aide aux personnes et de la Santé, donné le 8 juin 2006;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 3 juillet 2006;

Vu l'accord du membre du Collège chargé du budget, donné le 13 juillet 2006;

Vu l'avis n° 40.916/2/V du Conseil d'Etat donné le 10 août 2006, en application de l'article 84, alinéa 1<sup>er</sup>, 1°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition de la Membre du Collège chargée de la Politique des personnes handicapées,

Arrête :

*CHAPITRE 1<sup>er</sup>. — Dispositions générales*

**Article 1<sup>er</sup>.** L'arrêté règle une matière visée à l'article 128 de la Constitution en vertu des articles 138 et 178 de celle-ci.

*Section 1<sup>re</sup>. — Définitions*

**Art. 2.** Pour l'application de l'arrêté, il faut entendre par :

« décret » : décret de la Commission communautaire française du 4 mars 1999 relatif à l'intégration sociale et professionnelle des personnes handicapées, tel que modifié;

« centre » : centre de jour ou centre d'hébergement;

« administration » : le Service bruxellois francophone des personnes handicapées », créé par le décret de la Commission communautaire française du 18 décembre 1998,

« équipe pluridisciplinaire » : l'organe mis en place par l'article 10 du décret,

« membre du Collège » : le Membre du Collège de la Commission communautaire française chargé de la Politique des personnes handicapées;

- « E.T.P. » : équivalent temps plein, tel que fixé par l'article 32, § 1<sup>er</sup>, du présent arrêté;

- « arrêté du Collège du 18 octobre 2001 » : arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 18 octobre 2001 relatif à l'application du décret de la Commission communautaire française du 12 juillet 2001 modifiant diverses législations relatives aux subventions accordées dans le secteur de la santé et de l'aide aux personnes et relatif à la modification de divers arrêtés d'application concernant les secteurs de l'aide aux personnes, de la santé, des personnes handicapées et de l'insertion socioprofessionnelle.

**Art. 3.** § 1<sup>er</sup>. Un centre de jour est constitué conformément aux dispositions de l'article 60 du décret pour remplir les missions définies à l'article 61 du décret. Il est destiné soit aux adultes, soit aux enfants non scolarisés.

Il assure durant toute l'année la prise en charge des personnes handicapées accueillies. Il est ouvert au moins huit heures par jour en assurant au moins six heures d'activités éducatives et rééducatives avec les personnes accueillies, y compris le repas de midi. Le centre de jour est fermé les week-ends et les jours fériés, sauf exception prévue par le projet collectif visé à l'article 5, point 10 du présent arrêté. De plus, le projet collectif peut définir des périodes de fermeture, pour autant qu'une autre solution d'accueil soit offerte par le centre de jour aux personnes accueillies qui en font la demande.

§ 2. Un centre d'hébergement est constitué conformément aux dispositions de l'article 65 du décret pour remplir les missions définies aux articles 66 et 67 du décret. Le centre d'hébergement assure durant toute l'année la prise en charge des personnes handicapées qui sont hébergées. Il assure également :

1. la fourniture d'un repas le matin et le soir;
2. la fourniture d'un repas du midi quand la personne hébergée est présente en journée;
3. le cas échéant, l'entretien des vêtements conformément aux dispositions adoptées par le membre du Collège,
4. la fourniture et l'entretien du linge de maison.

Nonobstant les week-end et jours fériés, le centre d'hébergement assure cette prise en charge au minimum les jours ouvrables au plus tard à partir de 17 heures et jusqu'à 9 heures du matin au moins. De plus, le projet collectif visé à l'article 5, point 10 du présent arrêté peut définir des périodes de fermeture, pour autant qu'une autre solution d'hébergement soit offerte par le centre d'hébergement aux personnes hébergées qui en font la demande.

§ 3. La capacité agréée de base d'un centre de jour est le nombre hebdomadaire moyen maximum de personnes handicapées qu'il lui est permis d'accueillir.

La capacité agréée de base d'un centre d'hébergement est le nombre maximum de personnes handicapées qu'il lui est permis d'héberger simultanément.

Néanmoins, la capacité agréée de base d'un centre peut être dépassée de maximum 10 pour autant que les dispositions des articles 21 à 31 du présent arrêté soient respectées.

§ 4. En dehors de la capacité agréée de base, un centre peut demander à réserver un certain nombre de places à l'accueil ou à l'hébergement de personnes handicapées pour une prise en charge de court séjour ou de répit pour autant que les dispositions des articles 21 à 31 du présent arrêté soient respectées.

Conformément à l'article 67 paragraphe 3 du décret, un projet doit être établi par le centre et soumis à l'avis du Conseil consultatif.

Une prise en charge de court séjour ou de répit a pour objet l'hébergement ou l'accueil momentané d'une personne handicapée pour une durée maximale de 90 nuits ou de 90 jours par année civile, en une ou plusieurs périodes.

§ 5. La capacité maximale d'un centre est la capacité maximale établie dans le seul respect des normes architecturales visées aux articles 21 à 31 du présent arrêté et sur base du rapport du service régional d'incendie visé au point 8. de l'article 6 du présent arrêté qui a notamment pour objet de déterminer la capacité maximale que le bâtiment du centre peut accueillir ou héberger.

§ 6. Au sein de sa capacité agréée de base, un centre d'hébergement peut demander à réserver une partie de sa capacité à l'hébergement de personnes handicapées qui nécessitent une prise en charge de crise.

Conformément à l'article 67 paragraphe 3 du décret, un projet doit être établi par le centre et soumis à l'avis du Conseil consultatif.

La prise en charge de crise est nécessitée par une aggravation d'une déficience principale ou associée d'une personne handicapée, liée directement ou indirectement à l'état psycho-social ou à l'état de santé de cette personne. Elle est immédiate et sa durée ne peut être supérieure à 120 jours par an.

§ 7. Au sein de sa capacité agréée de base, un centre de jour pour adultes peut demander à réserver une partie de sa capacité à l'accueil de personnes handicapées pour une prise en charge légère, à savoir une prise en charge visant un niveau optimal d'autonomie et d'intégration de la personne handicapée. Elle mobilise prioritairement les réseaux sociaux et les services existants non spécifiques aux personnes handicapées.

§ 8. Au sein de sa capacité agréée de base, un centre d'hébergement peut demander à réserver une partie de sa capacité à l'hébergement de personnes handicapées pour une prise en charge légère, à savoir une prise en charge visant un niveau optimal d'autonomie de la personne handicapée qui sera appelée à gérer elle-même sa vie quotidienne et ses temps libres moyennant un accompagnement psychosocial et éducatif centré sur l'intégration sociale et les apprentissages. Cette prise en charge plus légère se réalise au sein de « lieux de vie autonomes » Elle mobilise prioritairement les réseaux sociaux et les services existants non spécifiques aux personnes handicapées.

Un lieu de vie autonome est une maison, un appartement ou un logement communautaire dont le centre est propriétaire ou locataire et au sein duquel de une à six personnes handicapées âgées d'au moins seize ans développent un projet de vie autonome dans un cadre adapté.

§ 9. Avec l'accord de l'administration et dans le respect des normes architecturales visées aux articles 21 à 31 du présent arrêté, l'équipe pluridisciplinaire peut permettre l'accueil dans un centre de jour d'une personne handicapée hébergée dans un centre d'hébergement dont il partage l'infrastructure, au delà de la capacité agréée de base, mais au sein de la capacité maximale d'accueil.

Cette mesure est justifiée par la modification de l'activité de la personne handicapée pendant la journée.

L'accord couvre la seule personne susvisée qui devient prioritaire lorsqu'une place se libère dans la capacité agréée du centre de jour.

§ 10. Il faut entendre par personne handicapée accueillie ou hébergée, la personne handicapée qui est prise en charge par un centre de jour ou un centre d'hébergement sur la base d'une décision d'intervention favorable de l'équipe pluridisciplinaire et dans le respect des modalités que cette décision précise.

Sont assimilées à une prise en charge les périodes d'absence suivantes :

toute absence de maximum 6 semaines consécutives pour laquelle un justificatif de l'absence est tenu dans le dossier individuel;

toute absence de plus de 6 semaines consécutives pour laquelle un justificatif de l'absence est en outre transmis par le centre à l'Administration;

toute absence de plus de 3 mois consécutifs pour laquelle un rapport médical ou d'hospitalisation est transmis par le centre à l'Administration et pour autant que l'équipe pluridisciplinaire ait confirmé la continuité de l'intervention en faveur de la personne handicapée accueillie ou hébergée.

**Art. 4.** § 1<sup>er</sup>. La somme des capacités agréées de base des centres de jour arrêtée au 1<sup>er</sup> janvier 2004 constitue la capacité agréée de base maximale totale. Elle comprend également les capacités accordées par décision de principe ayant trait à l'achat, la construction ou l'aménagement de bâtiments.

§ 2. La somme des capacités agréées de base des centres d'hébergement arrêtée au 1<sup>er</sup> janvier 2004 constitue la capacité agréée de base maximale totale. Elle comprend également les capacités accordées par décision de principe ayant trait à l'achat, la construction ou l'aménagement de bâtiments.

§ 3. Toute modification des capacités agréées de base maximales fait l'objet d'une décision du Collège sur avis de la section « personnes handicapées » du Conseil consultatif.

Par dérogation, quand, conformément à l'article 12, paragraphe 2 du présent arrêté, un centre convertit une partie de sa capacité agréée de base initiale en la somme de prises en charge légères et de prises en charge ordinaires, sa nouvelle capacité de base corrige automatiquement la capacité agréée de base maximale totale.

## CHAPITRE II. — Agrément

### Section I<sup>re</sup>. — Les conditions et la procédure

**Art. 5.** Pour être agréé, un centre de jour ou un centre d'hébergement doit satisfaire aux conditions suivantes :

1. installer son siège d'activités sur le territoire de la Région de Bruxelles-Capitale;
2. se conformer aux obligations résultant des dispositions légales et réglementaires qui lui incombent,
3. s'engager à ne pas conditionner l'admission dans le centre à une contrepartie en espèces ou en nature de la personne handicapée, de son représentant légal ou de sa famille;
4. disposer de locaux respectant les normes architecturales prévues aux articles 21 à 31 du présent arrêté et assurer l'accessibilité des bâtiments en tenant compte des personnes accueillies ou hébergées;
5. satisfaire aux normes d'encadrement prévues à la section 3 du présent chapitre;
6. assurer l'accueil ou l'hébergement d'au moins 15 personnes handicapées équivalent temps plein par centre agréé; néanmoins, le nombre minimum de personnes handicapées équivalent temps plein est fixé à 20, si la même ASBL comprend deux centres. Dans ce cas, la capacité minimale de chacun des deux centres ne peut être inférieure à 10;
7. constituer un Conseil des usagers tel que prévu à l'article 17 du présent arrêté;
8. constituer un dossier individuel pour chaque personne handicapée accueillie ou hébergée, tel que prévu à l'article 20 du présent arrêté;
9. conclure avec chaque personne handicapée accueillie ou hébergée une convention de prestation personnalisée, conformément aux dispositions de l'article 19 du présent arrêté;
10. établir, en concertation avec le personnel en place, un projet collectif conçu sur la base de l'annexe 1<sup>re</sup> du présent arrêté et comprenant le modèle de la convention de prestations personnalisée, conformément aux dispositions de l'article 19 du présent arrêté.

Le projet collectif distinguera chaque fois qu'il y a lieu les dispositions spécifiques en rapport avec des places réservées pour les prises en charge de court séjour et de répit ainsi que pour les prises en charge légères et les prises en charge de crise;

11. dans les limites de l'article 67, alinéa 2 du décret, assurer dans un esprit pluridisciplinaire l'encadrement psychologique, éducatif, rééducatif et social qui tient compte de son projet collectif;

12. établir un règlement d'ordre intérieur conformément aux dispositions de l'article 18 du présent arrêté. Le Conseil des usagers doit émettre un avis sur ce règlement ainsi que sur toute modification de celui-ci;

13. transmettre à l'administration dans les 5 jours les avis d'entrée et de sortie des personnes handicapées accueillies ou hébergées selon les modèles fixés par celle-ci et informer l'administration des sorties prévues dans un délai connu;

14. tenir à disposition de l'administration un registre des présences des personnes handicapées accueillies ou hébergées selon le modèle défini par celle-ci

15. assurer la formation continuée du personnel en fonction de ses activités;

16. transmettre annuellement à l'administration pour le 30 juin de l'année suivante un rapport d'activités portant sur :

- les éléments statistiques relatifs aux personnes handicapées accueillies ou hébergées sur base des paramètres déterminés par l'administration;
- la mise en oeuvre du projet collectif et des activités,
- les réalisations en terme d'intégration sociale et professionnelle des personnes handicapées accueillies ou hébergées;
- l'évaluation des conventions de collaboration prévues à l'article 6, point 16 du présent arrêté;
- les formations suivies par le personnel;
- les avis du Conseil des usagers prévus au présent article;

17. se soumettre aux évaluations, visites et contrôles coordonnés par l'administration et fournir à celle-ci tout document justificatif requis pour l'exercice de son contrôle,

18. tenir une comptabilité par année civile suivant le modèle fixé par l'administration, tel que prévu à l'article 16 du présent arrêté;

19. informer dans les quinze jours l'administration, de toute modification relative aux conditions d'agrément et de subventionnement du centre, notamment, de toute modification relative au personnel.

Pour chaque membre du personnel engagé pendant la période d'agrément, le centre transmet à l'administration la copie de son contrat de travail, toute preuve qu'il remplit les conditions réglementaires relatives à sa fonction et à son ancienneté. Avant l'engagement, le centre exige de recevoir un certificat de bonnes vie et moeurs dont la date de délivrance ne peut être antérieure de plus de trois mois à la date de prise de fonction. Ce document figure dans le dossier individuel de chaque membre du personnel.

**Art. 6.** La demande d'agrément d'un centre doit être introduite par lettre recommandée auprès de l'administration selon le modèle qu'elle établit à cet effet. L'agrément en qualité de centre de jour et de centre d'hébergement fait l'objet de demandes distinctes. L'administration accuse réception de la demande dans les dix jours.

La demande doit comporter les documents et renseignements suivants :

1. une copie des statuts de l'asbl tels que publiés au *Moniteur belge*, accompagnés de leurs éventuelles modifications, ainsi que la liste des membres du Conseil d'administration;
2. la dénomination du centre, les adresses de son siège social et de ses sièges d'activités;
3. les spécificités des personnes et leur tranche d'âge, les capacités d'accueil ou d'hébergement telles que visées à l'article 10 du présent arrêté, pour lesquelles le centre demande un agrément;
4. la description des activités actuelles ou en projet, le projet collectif et la date de prise de cours de l'agrément sollicité;
5. le modèle de convention de prestation personnalisée;
6. le nom du responsable chargé de la gestion journalière et mandaté par le pouvoir organisateur pour représenter le centre;
7. une copie des plans des différents niveaux des bâtiments occupés mentionnant la destination et la superficie nette des locaux; ces plans sont établis par un architecte ou un géomètre expert;
8. le rapport du service régional d'incendie datant de moins de trois ans prenant en compte tant la capacité agréée demandée que la capacité maximale d'accueil ou d'hébergement sollicitée;
9. la liste du personnel du centre avec sa qualification, sa fonction, son volume hebdomadaire de prestations, ou à défaut le plan d'engagement du personnel;
10. pour chacun des membres de ce personnel, la copie de son contrat de travail, et toute preuve qu'il remplit les conditions réglementaires relatives à sa fonction et à son ancienneté;
11. une copie du contrat en matière d'assurance et de responsabilité civile pour les membres de ce personnel, y compris pour les personnes bénévoles, ainsi que pour les personnes handicapées accueillies ou hébergées;
12. la liste des personnes handicapées accueillies ou hébergées et des candidatures, précisant leur nombre et leur âge;
13. la liste de l'équipement spécifique;
14. le règlement de travail;
15. le règlement d'ordre intérieur;
16. les conventions conclues avec des tiers pour la réalisation du projet collectif.

**Art. 7.** Si la demande du centre n'est pas complète, l'administration en informe le demandeur qui dispose d'un délai de trois mois pour compléter sa demande. A défaut, la demande est considérée comme nulle et non avenue.

**Art. 8.** Lorsque la demande est complète, l'administration instruit la demande d'agrément et organise une visite pour vérifier si le centre répond aux conditions d'agrément.

L'administration transmet la demande au membre du Collège. Elle y joint une proposition d'agrément. Le membre du Collège soumet la proposition à la section « personnes handicapées » du Conseil consultatif. Il précise le délai prévu pour l'avis.

Dans les trente jours suivant la remise de cet avis, l'administration le transmet au membre du Collège, accompagné d'une proposition de décision.

La décision est prise par le Collège et notifiée par l'administration au demandeur.

**Art. 9.** Le Collège accorde l'agrément pour une durée de cinq ans qui ne peut prendre effet à une date antérieure à la date de réception de la demande.

Cette durée est renouvelable conformément aux dispositions de l'article 11 du présent arrêté. Par dérogation, le Collège peut exceptionnellement accorder un agrément pour une durée inférieure quand il souhaite que le respect des conditions d'agrément soit vérifié par l'administration dans un délai plus court.

**Art. 10.** § 1<sup>er</sup>. La décision d'agrément d'un centre précise les spécificités des personnes accueillies ou hébergées, leur âge, la capacité agréée de base, la capacité maximale du centre telle que prévue à l'article 3, paragraphe 5 du présent arrêté et, s'il y a lieu :

- la partie de la capacité agréée de base réservée à la prise en charge légère,
  - la partie de la capacité agréée de base d'un centre d'hébergement réservée à l'hébergement de personnes en situation de crise ou à l'accueil en journée de personnes vieillissantes,
  - le nombre de places d'accueil ou d'hébergement en dehors de la capacité agréée de base prévues pour la prise en charge de court séjour ou de répit,
- en référence au projet collectif.

§ 2. Le cas échéant, la décision d'agrément d'un centre agréé pour la première fois planifie différentes capacités agréées de base intermédiaires afin de permettre au centre d'organiser progressivement la prise en charge des personnes handicapées accueillies ou hébergées.

§ 3. Si la moyenne semestrielle établie de janvier à juin et de septembre à décembre et exprimée en équivalents temps plein du nombre de personnes handicapées accueillies ou hébergées, hors capacité agréée réservée à l'hébergement de crise ou de court séjour ou de répit, est inférieure de deux unités à la capacité agréée de base pour un centre dont cette dernière ne dépasse pas 50 unités ou de 4 unités quand cette capacité agréée de base est dépassée, le Collège peut, sur proposition de l'administration, diminuer la capacité agréée.

Si au cours d'une année, le taux d'occupation annuel moyen des places de court séjour ou de répit n'atteint pas 60 %, le Collège peut, sur proposition de l'administration, diminuer ce nombre de places.

**Art. 11.** La demande de renouvellement d'agrément d'un centre est introduite auprès de l'administration au plus tard six mois avant l'expiration de la période couverte par la décision d'agrément précédente.

Le centre demeure agréé jusqu'à ce que le Collège ait statué sur la demande de renouvellement.

Les documents figurant au dossier initial ne doivent pas être joints à la demande de renouvellement pour autant qu'ils soient demeurés conformes à la situation d'origine. L'administration instruit la demande de renouvellement d'agrément et organise une visite pour vérifier si le centre continue à répondre aux conditions d'agrément.

**Art. 12.** § 1<sup>er</sup>. La demande de modification d'agrément est introduite par un centre auprès de l'administration. Cette demande précise et motive l'objet de la modification. L'administration informe le centre des éléments nécessaires à l'instruction de la demande. Celle-ci est instruite selon les règles applicables à la demande d'agrément.

§ 2. Quand des prises en charge légères, telles que prévues à l'article 3, paragraphe 7 du présent arrêté, sont créées ait sein d'un centre par la modification de prises en charge existantes agréées, cette modification de prises en charge ne peut entraîner une augmentation globale de la subvention accordée pour la somme de toutes les prises en charge du centre.

La procédure de demande, d'instruction et de prise de décision d'une telle modification de prises en charge est celle relative à la modification de l'agrément d'un centre, telle que prévue au paragraphe 1<sup>er</sup> du présent article.

**Art. 13.** Le centre qui ne remplit plus une des conditions d'agrément en est averti par l'administration qui l'invite à se mettre en ordre.

**Art. 14.** Lorsque cette condition n'est toujours pas respectée dans un délai de deux mois, l'administration adresse au centre, par lettre recommandée, une mise en demeure motivée.

Si après un délai d'un mois, l'administration constate que les conditions d'agrément ne sont toujours pas remplies, elle transmet au membre du Collège une proposition d'ouverture de la procédure de suspension ou de retrait d'agrément. Cette proposition tient compte de la situation du personnel et des personnes handicapées.

Si le membre du Collège approuve cette proposition, l'administration la notifie au centre par lettre recommandée et informe le conseil des usagers. Le centre dispose de trente jours pour introduire un mémoire et se faire entendre, à sa demande, auprès de l'administration qui fixe le jour et l'heure d'audition.

L'administration transmet dans les trente jours qui suivent l'audition une proposition de maintien, de suspension ou de retrait d'agrément à la section « personnes handicapées » du Conseil consultatif qui donne son avis dans les trois mois de sa saisine.

L'administration soumet dans les trente jours suivant l'avis de la section « personnes handicapées » du Conseil consultatif cette proposition accompagnée de cet avis au membre du Collège. Le Collège statue dans les deux mois de la réception de cet avis.

La décision du Collège est notifiée par l'administration par lettre recommandée.

**Art. 15.** La décision de suspension ou de retrait d'agrément entraîne l'arrêt des subventions au centre à la date fixée par le Collège. En outre, en cas de retrait, la récupération de la partie non amortie des subventions éventuellement accordées en matière d'infrastructure est opérée. L'administration communique immédiatement la décision de suspension ou de retrait d'agrément au personnel du centre et à leurs représentants syndicaux.

Le centre communique immédiatement la décision de retrait d'agrément aux personnes handicapées accueillies ou hébergées ou à leurs représentants légaux. En cas de carence du centre, l'administration accomplit cette obligation.

**Art. 16.** Chaque centre agréé doit établir sa comptabilité conformément aux plans, comptes et bilans adoptés par le Collège.

L'exercice comptable correspond à l'année civile. Une comptabilité analytique par agrément et le bilan de l'ASBL sont transmis à l'administration au plus tard le 30 juin de l'année suivant l'exercice comptable, accompagnés des rapports d'un réviseur d'entreprise.

**Art. 17.** Le conseil des usagers d'un centre est constitué des personnes handicapées accueillies ou hébergées ou, le cas échéant, de leurs représentants légaux. Chaque personne handicapée peut se faire accompagner par une personne de confiance choisie par elle. Un représentant de la direction et un membre du personnel y assistent. Ce dernier en assure le secrétariat. Le directeur du centre doit en assurer le fonctionnement régulier, et ce, au moins deux fois l'an.

Le conseil des usagers a pour mission de formuler toutes suggestions relatives à la qualité de vie et à l'organisation pratique, selon le cas, de l'accueil ou de l'hébergement des personnes handicapées. A cet effet, le directeur du centre lui transmet les informations utiles à l'exercice de sa mission.

Ce conseil fixe son mode de fonctionnement et élit un président en son sein. Les procès-verbaux des réunions sont consignés dans un registre prévu à cet effet et accessibles à tous les membres du conseil des usagers, aux membres du personnel du centre et aux représentants de l'administration.

**Art. 18.** Le règlement d'ordre intérieur définit les droits et devoirs respectifs de la personne handicapée et du centre.

Il mentionne :

1. les droits et devoirs de la personne handicapée;
2. les droits et devoirs du centre;
3. dans le respect du projet collectif, du projet individuel de la personne et des décisions judiciaires, l'engagement du centre de laisser à la personne handicapée la liberté de fréquenter le centre de jour à temps partiel et de décider d'être présent selon son choix pendant les périodes de week-end et de vacances en centre d'hébergement;
4. l'engagement du centre de répondre aux demandes individualisées d'information émanant des personnes handicapées ou de leurs représentants légaux;
5. la description du centre et de son fonctionnement;
6. l'existence du Conseil des usagers, le nom de son président et la manière de le contacter;
7. Les mesures qui sont mises en oeuvre lorsqu'une personne handicapée contrevient aux règles de vie et de fonctionnement;
8. les modalités d'introduction des réclamations et leur mode de traitement;

9. sauf cas de force majeure, l'obligation de concertation préalable entre le centre et la personne handicapée ou son représentant légal en ce qui concerne la résiliation de la convention de prise en charge lorsqu'elle est prévue avant l'expiration du terme initialement fixé dans celle-ci;

10. l'existence d'une possibilité de médiation par l'administration, en cas de désaccord persistant entre les parties ne permettant plus l'exécution de la convention personnalisée;

11. les noms du directeur ou du sous-directeur et du président du conseil d'administration, ainsi que le siège social de l'ASBL;

12. les coordonnées de l'administration.

**Art. 19.** La convention personnalisée signée entre le centre et la personne handicapée comprend au moins les dispositions suivantes :

1. l'identité des parties; le cas échéant, l'identité de la personne handicapée est accompagnée de celle de son représentant légal;

2. la date d'accueil, la durée de la convention et, le cas échéant, la fréquentation à temps partiel; dans le cas d'une prise en charge de court séjour ou de répit, la convention de base signée par les parties sera complétée au fur et à mesure en y indiquant les périodes de prises en charge au cours de l'année;

3. le projet de prise en charge qui comprend notamment les modalités d'évaluations annuelles, les objectifs et les moyens mis en oeuvre pour y parvenir;

4. le montant de la contribution financière visée à la section 7 du chapitre 3 du présent arrêté, ainsi que, le cas échéant, le montant minimum qui doit être laissé à disposition de la personne handicapée adulte;

5. l'identité de la personne physique ou morale qui répond du paiement;

6. l'identification des suppléments réclamés en vertu des articles 65 et 66 du présent arrêté et les modalités de fixation de ces suppléments;

7. le type de solution d'accueil ou d'hébergement pendant les périodes de fermeture du centre telles que prévues dans le projet collectif;

8. le mode et la périodicité suivant lesquels cette convention est évaluée, peut être modifiée ou complétée;

9. les mesures qui s'imposent en raison de l'évolution de la situation physique ou mentale de la personne handicapée, sauf cas de force majeure ou d'extrême urgence auxquels cas la concertation doit se tenir dans les trois jours ouvrables après la prise de ces mesures;

10. les modalités de résiliation de la convention par chacune des parties, telles que prévues à l'article 18, point 9 du présent arrêté;

11. les modalités de réorientation de la personne handicapée en cas de résiliation de la convention;

12. dans les cas d'une prise en charge légère dans un lieu de vie autonome ou d'une prise en charge de court séjour ou de répit, cette modalité spécifique de prise en charge et les éléments du service lié à cette prise en charge particulière, octroyé à la personne handicapée par dérogation aux dispositions de l'article 3, paragraphe 2 du présent arrêté.

Dans le cas d'une prise en charge de court séjour ou de répit, les points 3, 7, 8, 9 et 11 ne doivent pas être insérés.

Un exemplaire de la convention est remis à chacune des parties. Un exemplaire du projet collectif et un exemplaire du règlement d'ordre intérieur sont annexés à la convention.

**Art. 20.** Au sein d'un centre, le dossier individuel de la personne handicapée comprend :

1. un volet médical;

2. un volet psychologique;

3. un volet socio-éducatif comprenant :

a) l'anamnèse;

b) l'analyse des besoins;

c) le projet de prise en charge qui comprend notamment les évaluations annuelles, les objectifs et les moyens mis en oeuvre pour y parvenir.

4. la convention personnalisée et ses modifications. Le centre veille à la mise à jour régulière de ces données. Lorsqu'un centre de jour et un centre d'hébergement relèvent de la même a.s.b.l. et se trouvent sur un même site, un seul dossier individuel peut être tenu en y distinguant les objectifs spécifiques de chaque centre.

5. les résultats obtenus à la grille d'évaluation fixé par le Collège et permettant de déterminer ses besoins spécifiques d'encadrement, sauf pour les personnes en prise en charge légère dans un lieu de vie autonome ou en situation de court séjour ou de répit ou en situation de crise ou en convention prioritaire, telle que définie au chapitre V du présent arrêté.

6. un volet relatif aux contributions financières.

Pour les personnes en situation de court séjour ou de répit, les points 1., 2. et 3. peuvent être remplacés par un résumé des données strictement indispensables au suivi de la personne handicapée.

#### Section 2. — Les normes architecturales

**Art. 21.** § 1<sup>er</sup>. Sans que les implantations des centres agréés au 1<sup>er</sup> janvier 2007 ne soient remises en cause, l'implantation du centre tient compte des besoins spécifiques des personnes accueillies ou hébergées et d'une répartition géographique judicieuse par rapport aux centres pour personnes handicapées.

§ 2. Les places hors capacité agréée de base réservées à des prises en charge de court séjour ou de répit et à des conventions prioritaires telles que définies au chapitre V du présent arrêté sont prises en considération et additionnées à la capacité agréée de base de chaque centre en vue du respect des normes architecturales reprises au sein de la présente section.

§ 3. Quand la capacité maximale d'un centre est supérieure à sa capacité agréée de base, c'est la capacité maximale qui est prise en considération en vue du respect des normes architecturales reprises au sein de la présente section.

**Art. 22.** Les mesures nécessaires sont prises par le centre pour prévenir et combattre l'incendie, ainsi que pour assurer l'évacuation des occupants en cas de sinistre.

Les plans de projets de construction et la description des matériaux utilisés sont soumis à l'avis du service régional d'incendie.

**Art. 23.** Les bâtiments du centre sont régulièrement entretenus et toute humidité ou infiltration est combattue.

Le chauffage permet d'atteindre par tous les temps dans les locaux de séjour et d'activités, une température d'au moins 20 °C. et dans les chambres, une température d'au moins 16 °C. L'aération et un éclairage naturel suffisants des locaux de séjour et d'activité sont assurés. L'eau potable du réseau de distribution est facilement accessible partout dans le centre.

**Art. 24.** L'équipement du centre est adapté aux besoins des personnes handicapées et l'espace vital aux contraintes spécifiques imposées par le handicap.

**Art. 25.** Les installations sanitaires sont aisément accessibles dans le centre. La ventilation efficace de ces locaux est assurée.

§ 2. Le centre de jour dispose d'au moins :

a) une salle d'eau adaptée disposant d'une baignoire ou d'une douche et comprenant un espace d'habillage;

b) un WC pour sept personnes handicapées;

c) des WC adaptés à leur taille pour les enfants âgés de moins de trois ans;

d) un lavabo à eau courante pour six personnes handicapées; les lavabos sont répartis dans l'ensemble du centre de jour.

§ 3. Le centre d'hébergement dispose d'au moins :

a) une salle d'eau adaptée disposant d'une baignoire ou d'une douche pour 5 personnes handicapées et comprenant un espace d'habillage;

b) un WC pour cinq personnes handicapées;

c) des WC adaptés à leur taille pour les enfants âgés de moins de trois ans;

d) un lavabo à eau courante dans chaque chambre dans la mesure où son installation n'entre pas en contradiction avec le projet collectif du centre d'hébergement.

§ 4. En outre, chaque centre dispose d'au moins un WC destiné au personnel et aux visiteurs.

§ 5. Si le centre de jour est organisé conjointement à un centre d'hébergement dans la même infrastructure, les installations sanitaires du centre d'hébergement sont prises en considération pour le respect des normes du centre de jour.

**Art. 26.** Le centre dispose de l'équipement ménager suffisant. La cuisine est organisée de façon à ne pas incommoder par ses odeurs; elle ne peut communiquer avec les locaux d'infirmerie.

Si le centre dispose d'une buanderie ou d'une lingerie, ce local est organisé de façon à ne pas incommoder par ses odeurs et vapeurs et de manière à respecter les circuits propres et sales, elle ne peut communiquer avec des locaux d'infirmerie et de cuisine.

**Art. 27.** Le centre dispose en nombre suffisant de locaux destinés :

- à la gestion du centre, au service social, à la rééducation, à la consultation psychologique, à l'infirmerie et aux examens médicaux;

- et, selon les cas, aux visites, au personnel de nuit.

Si un centre de jour et un centre d'hébergement sont organisés dans la même infrastructure, les locaux affectés à la gestion, au service social, à la consultation psychologique, à l'infirmerie et à la rééducation peuvent leur être communs.

**Art. 28.** § 1<sup>er</sup>. Dans un centre de jour, la surface des locaux d'activités éducatives et rééducatives est de 4 m<sup>2</sup> minimum par personne handicapée.

La surface des locaux de séjour (salon, salle à manger, salle de jeux) ne peut être inférieure à 2 m<sup>2</sup> par personne handicapée.

La surface totale ne peut être inférieure à 8 m<sup>2</sup> par personne handicapée.

§ 2. Si le centre de jour est organisé conjointement à un centre d'hébergement dans la même infrastructure, les surfaces des locaux de séjour du centre d'hébergement sont prises en considération pour le respect de ces normes.

**Art. 29.** § 1<sup>er</sup>. Dans un centre d'hébergement, les chambres sont pourvues de fenêtres donnant sur l'extérieur. Un éclairage de nuit est prévu dans les lieux de dégagement.

Un maximum de 4 enfants ou de 2 adultes par chambre collective ne peut être dépassé. Dans les chambres collectives, la surface minimale est de 6 m<sup>2</sup> par personne. La surface minimale d'une chambre individuelle est de 8 m<sup>2</sup>.

Sans préjudice des dispositions de l'article 24, chaque personne dispose d'un lit, d'une table de chevet, d'une chaise et d'une armoire.

Chaque couple dispose soit d'un lit pour deux personnes d'au moins 140 cm, soit de deux lits individuels, de deux tables de chevet et d'une armoire.

§ 2. La surface des locaux de séjour (cuisine, salon, salle à manger) ne peut être inférieure à 4 m<sup>2</sup> par personne handicapée.

§ 3. Les dispositions des articles 25, paragraphes 3 et 4 et 29, paragraphe 2 du présent arrêté ne s'appliquent pas aux lieux de vie autonome du centre d'hébergement.

Les lieux de vie autonome sont situés en dehors des lieux d'hébergement destinés aux personnes handicapées pour lesquelles une prise en charge légère n'est pas mise en place, ainsi que de tout autre local destiné au centre d'hébergement.

Les locaux des lieux de vie autonome et les places réservées à une prise en charge légère en leur sein n'entrent pas en considération dans les calculs de nombre et de surface repris à l'article 29 du présent arrêté.

Par dérogation à l'article 29 du présent arrêté, les chambres des lieux de vie autonome ne peuvent accueillir qu'une personne ou un couple. Ceux-ci peuvent être accompagnés de leurs enfants en vue du maintien des liens familiaux.

Les lieux de vie autonome doivent répondre aux conditions définies par l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 9 novembre 1993 concernant les normes de qualité et de sécurité pour la location de logements meublés.

**Art. 30.** Les centres veillent à prendre des dispositions pour préserver la santé des personnes handicapées et du personnel vis-à-vis du tabagisme passif.

**Art. 31.** Quand des activités sont organisées hors de l'infrastructure du centre de jour, celui-ci veille à ce que le lieu des activités soit adapté au handicap des personnes bénéficiaires.

*Section 3. — Les normes d'encadrement*

**Art. 32.** § 1<sup>er</sup>. Les normes d'encadrement des centres sont calculées sur base d'un équivalent temps plein dont le temps de travail hebdomadaire est fixé à 37 heures.

Toutefois pour le personnel médical en fonction avant le 1<sup>er</sup> janvier 2003, le temps de travail hebdomadaire est fixé à 24 heures.

§ 2. La vérification de la satisfaction aux normes d'encadrement s'opère à tout moment de l'année.

Pour opérer cette vérification, il n'est pas tenu compte de la réduction du temps de travail accordée individuellement au personnel des centres en vertu des dispositions du titre IV de l'arrêté du Collège du 18 octobre 2001.

§ 3. Les membres du personnel sont répartis entre les cinq catégories suivantes :

l'équipe psychologique, éducative, rééducative et sociale;

le personnel technique;

le personnel médical;

le personnel de direction;

le personnel administratif et comptable.

§ 4. Toute fonction rémunérée dans le centre est incompatible avec un mandat d'administrateur au sein de l'a.s.b.l.

**Art. 33.** Les normes d'encadrement pour le personnel de l'équipe psychologique, éducative, rééducative et sociale tiennent compte :

1) de la capacité agréée de base;

2) des besoins spécifiques d'encadrement de chaque personne handicapée fixée par l'équipe pluridisciplinaire en collaboration et en concertation avec le centre au moyen de la grille d'évaluation reprise à l'annexe 7 du présent arrêté, sauf pour les personnes en prise en charge légère et en situation de court séjour ou de répit.

A chaque personne handicapée, correspond une norme individuelle d'encadrement. Ces normes individuelles sont additionnées pour fixer la norme d'encadrement du centre.

**Art. 34.** § 1<sup>er</sup>. Les normes d'encadrement concernant le personnel relevant de l'équipe psychologique, éducative, rééducative et sociale sont fixées conformément à l'annexe 3 du présent arrêté.

§ 2. Elles comprennent :

a) La norme individuelle de base (NIB)

La norme individuelle de base garantit le fonctionnement viable du centre dans le cadre de ses missions par la concrétisation des projets individuels des personnes handicapées prévus dans les conventions personnalisées prévues à l'article 19 du présent arrêté. En centre d'hébergement, elle inclut une éventuelle permanence de jour et l'accueil en journée pendant les congés.

La norme individuelle de base est multipliée par la capacité agréée de base du centre. Elle est distincte pour les places réservées aux prises en charge légères. L'octroi de cette norme spécifique exclut l'octroi de toute autre norme reprise sous les points b) à g) du présent paragraphe.

La norme individuelle de base pour les places réservées aux prises en charge légères n'inclut pas l'obligation d'une présence en permanence d'un membre de l'équipe éducative sur place.

b) La norme individuelle supplémentaire (NIS)

La norme individuelle supplémentaire est accordée à un centre d'hébergement pour les enfants qui ne sont pas accueillis en journée par un centre de jour ou un centre de jour pour enfants scolarisés ou un centre de réadaptation fonctionnelle.

Elle est attribuée lorsque la convention personnalisée précise les prestations paramédicales accordées.

c) La norme individuelle vacances (NIV)

La norme individuelle vacances est accordée à un centre d'hébergement en fonction du taux de présence des personnes handicapées pendant les week-ends, les vacances et les jours fériés légaux calculé sur l'antépénultième année.

Selon que le résultat du rapport entre la somme des journées de présence réelle des personnes handicapées pendant ces périodes et la capacité agréée déduction faite de sa partie réservée à des prises en charge légère et multipliée par 180 en centre d'hébergement pour enfants ou par 138 en centre d'hébergement pour adultes, atteint un taux soit compris entre 20 et 29 % soit compris entre 30 et 49 %, soit compris entre 50 et 69 %, soit égal ou supérieur à 70 %, le centre d'hébergement bénéficie, pour l'année en cours, d'une majoration telle que fixée à l'annexe 3 du présent arrêté.

Pour l'application de cet alinéa, le week-end s'étend du vendredi à 19 heures au lundi à 7 heures et le jour férié s'étend de la veille à 19 heures au lendemain à 7 heures. Un jour d'absence représente toute absence de 24 heures consécutives.

Un centre d'hébergement non agréé l'année antérieure bénéficie d'une majoration de ses normes selon un taux compris entre 20 et 29 %.

d) La norme individuelle vieillissement (NIVL)



Dans les centres d'hébergement pour adultes, la norme individuelle vieillissement est éventuellement attribuée aux personnes souffrant d'un vieillissement précoce, de vieillesse ou étant pensionnées ou prépensionnées. L'évaluation individuelle dont question à l'annexe 7 du présent arrêté confirme cet état.

Elle est attribuée lorsque la convention personnalisée de ces personnes prévoit leur prise en charge de jour en centre d'hébergement.

Cette norme est attribuée par dixième au prorata du nombre de demi jours de présence au centre d'hébergement.

e) La norme individuelle complémentaire (NIC)

La norme individuelle complémentaire est accordée pour les seules personnes accueillies ou hébergées au prorata de la fréquentation prévue dans la convention personnalisée et est établie en fonction des résultats obtenus par chaque personne handicapée à la grille d'évaluation jointe en annexe 7 du présent arrêté.

Si la personne handicapée obtient un résultat supérieur à 66 points sur 100, elle est reprise en catégorie A et aucune norme individuelle complémentaire n'est accordée.

Si la personne handicapée obtient un résultat compris de 48 à 66 points, elle est reprise en catégorie B et sa norme individuelle complémentaire est égale à 30 % de la norme individuelle complémentaire maximale calculée sur la somme de ses normes individuelle de base (NIB), individuelle supplémentaire (NIS) et individuelle vacances (NIV).

Si la personne handicapée obtient un résultat inférieur à 48 points, elle est reprise en catégorie C et sa norme individuelle complémentaire est égale à 100 % de la norme individuelle complémentaire maximale calculée sur la somme de ses normes individuelle de base (NIB), individuelle supplémentaire (NIS) et individuelle vacances (NIV).

Par dérogation, la norme individuelle complémentaire pour une personne handicapée en situation de crise équivaut à celle d'une personne handicapée reprise en catégorie C telle que définie à l'annexe 7 du présent arrêté.

f) La norme individuelle motrice (NIM)

Dans les centres pour adultes, la norme individuelle motrice est accordée en faveur des personnes handicapées dont le résultat à la rubrique D de la grille d'évaluation jointe en annexe 7 du présent arrêté est inférieur à 10 points.

g) La norme individuelle complémentaires de besoins vitaux (NIBV)

Pour une personne handicapée prise en charge dans un centre d'hébergement, une norme individuelle complémentaire de besoins vitaux peut lui être attribuée lorsque celle-ci rencontre quotidiennement une situation particulière à caractère médical pour laquelle l'absence d'intervention rapide en matière de prestations paramédicales ou de soins infirmiers est de nature à entraîner un risque majeur pour sa santé.

h) La norme individuelle de court séjour ou de répit (NIR)

En fonction du nombre de places réservées à l'accueil ou à l'hébergement de court séjour ou de répit, la norme d'encadrement ainsi calculée est complétée proportionnellement sur base du rapport entre la somme de la capacité agréée de base et du nombre de places supplémentaires réservée à ce type de prises en charge et la capacité agréée.

Si au cours d'une année, le taux d'occupation annuel moyen de ces places n'atteint pas 80 %, la nouvelle norme d'encadrement de l'année suivante établie pour ces places au sein du centre concerné est calculée au prorata de ce taux d'occupation, sans pour autant que cette disposition ne se cumule avec l'application de l'article 10, § 3, alinéa 2 du présent arrêté.

§ 3. Si le résultat de la somme des normes individuelles de base (NIB) d'un centre de jour est inférieure à 4,25 ETP, ce dernier chiffre est attribué au centre de jour, sauf si l'a.s.b.l. dont dépend ce centre de jour comprend au moins un centre de jour et un centre d'hébergement.

Pour un centre d'hébergement constitué au sein d'une asbl qui comprend également un centre de jour, si le résultat de la somme des normes individuelles de base (NIB), individuelles supplémentaires (NIS), individuelles vacances (NIV), individuelles vieillissement (NIVL), individuelles complémentaires (NIC), individuelles motrices (NIM), et individuelles besoins vitaux (NIBV) d'un centre d'hébergement est inférieure à 9 ETP, la norme attribuée équivaut à la somme de 8 ETP et des normes individuelles complémentaires (NIC) et individuelles motrices (NIM).

Pour un centre d'hébergement constitué au sein d'une asbl qui ne comprend pas de centre de jour :

soit, si le résultat de la somme des normes individuelles de base (NIB), individuelles supplémentaires (NIS), individuelles vacances (NIV), individuelles vieillissement (NIVL), individuelles complémentaires (NIC), individuelles motrices (NIS), et individuelles besoins vitaux (NIBV) d'un centre d'hébergement est inférieure à 9 ETP, et si la somme de 8 ETP et des normes individuelles complémentaires (NIC) et individuelles motrices (NIM) est également inférieure à 9 ETP, la norme attribuée est portée à 9 ETP;

- soit, si le résultat de la somme des normes individuelles de base (NIB), individuelles supplémentaires (NIS), individuelles vacances (NIV), individuelles vieillissement (NIVL), individuelles complémentaires (NIC), individuelles motrices (NIM) et individuelles besoins vitaux (NIBV) d'un centre d'hébergement est inférieure à 9 ETP, et si la somme de 8 ETP et des normes individuelles complémentaires (NIC) et individuelles motrices (NIM) est égale ou supérieure à 9 ETP, la norme attribuée équivaut à cette dernière somme.

Pour un centre d'hébergement dont la capacité agréée est inférieure à 15 unités, les chiffres 8 et 9 repris au deux alinéas précédents sont remplacés respectivement par 7 et 8.

**Art. 35.** Au sein de la norme du personnel de l'équipe psychologique, éducative, rééducative et sociale, la proportion d'emplois équivalents temps plein réservée pour des travailleurs titulaires d'un titre de licencié et correspondant à des fonctions pouvant nécessiter ce titre ne peut dépasser 8 %.

Sur proposition de l'administration, compte tenu du projet collectif du centre et de la spécificité des personnes handicapées accueillies ou hébergées, le membre du Collège peut octroyer une dérogation exceptionnelle à ce pourcentage.

**Art. 36.** La norme du personnel de l'équipe psychologique, éducative, rééducative et sociale prend en compte au maximum 0,067 ETP de la fonction éducateur chef de groupe par ETP.

**Art. 37.** § 1<sup>er</sup>. Les normes d'encadrement pour le personnel technique tiennent compte de la capacité agréée de base et des besoins spécifiques d'encadrement de chaque personne handicapée tels que précisés à l'article 33 du présent article.

§ 2. Les normes d'encadrement concernant le personnel relevant de l'équipe technique sont fixées conformément à l'annexe 4 du présent arrêté.

§ 3. Elles comprennent :

a) La norme individuelle de base technique (NIBT)

Si au sein d'une même a.s.b.l. sont agréés au moins un centre de jour et un centre d'hébergement, la norme individuelle de base technique en centre de jour est diminuée de 3/8<sup>e</sup> pour chaque personne handicapée fréquentant à la fois un centre de jour et un centre d'hébergement.

La norme individuelle de base est multipliée par la capacité agréée de base du centre. Elle est distincte pour les places réservées aux prises en charge légères. L'octroi de cette norme spécifique exclut l'octroi de toute autre norme reprise sous les points b) et c) du présent paragraphe.

b) La norme individuelle vacances technique (NIV T)

La norme individuelle vacances technique est accordée à un centre d'hébergement en fonction du taux de présence des personnes handicapées pendant les week-ends, les vacances et les jours fériés légaux calculé sur l'antépénultième année.

Selon que le résultat du rapport entre la somme des journées de présence réelle des personnes handicapées pendant ces périodes et la capacité agréée déduction faite de sa partie réservée à des prises en charge légère et multipliée par 180 en centre d'hébergement pour enfants ou par 138 en centre d'hébergement pour adultes, atteint un taux soit compris entre 20 et 29 % soit compris entre 30 et 49 %, soit compris entre 50 et 69 %, soit égal ou supérieur à 70 %, le centre d'hébergement bénéficie, pour l'année en cours, d'une majoration telle que fixée à l'annexe 3 du présent arrêté.

Pour l'application de cet alinéa, le week-end s'étend du vendredi à 19 heures au lundi à 7 heures et le jour férié s'étend de la veille à 19 heures au lendemain à 7 heures. Un jour d'absence représente toute absence de 24 heures consécutives.

Un centre d'hébergement non agréé l'année antérieure peut bénéficier d'une majoration de ses normes selon un taux compris entre 20 et 29 %.

c) La norme individuelle complémentaire technique (NIC T)

La norme individuelle complémentaire est accordée pour les seules personnes accueillies ou hébergées au prorata de la fréquentation prévue dans la convention personnalisée et est établie en fonction des résultats obtenus par chaque personne handicapée à la grille d'évaluation jointe en annexe 7 du présent arrêté.

Seules les personnes handicapées relevant de la catégorie C en bénéficient.

Par dérogation, la norme individuelle complémentaire pour une personne handicapée en situation de crise équivaut à celle d'une personne handicapée reprise en catégorie C.

d) La norme individuelle de court séjour ou de répit (NIR T)

En fonction du nombre de places réservées à l'accueil ou à l'hébergement de court séjour ou de répit, la norme d'encadrement ainsi calculée est complétée proportionnellement sur base du rapport entre la somme de la capacité agréée de base et du nombre de places supplémentaires réservées à ce type de prises en charge et la capacité agréée de base.

Si au cours d'une année, le taux d'occupation annuel moyen de ces places n'atteint pas 80 %, la nouvelle norme d'encadrement de l'année suivante établie pour ces places au sein du centre concerné est réduite au prorata de ce taux d'occupation, sans pour autant que cette disposition ne se cumule avec l'application de l'article 10, § 3, alinéa 2 du présent arrêté.

§ 4. Au sein d'une même ASBL, la répartition des emplois du personnel technique entre centre de jour et centre d'hébergement est fixée par l'ASBL et tient compte de leurs besoins respectifs.

**Art. 38.** § 1<sup>er</sup>. Les normes d'encadrement pour le personnel médical tiennent compte de la capacité agréée et des besoins spécifiques d'encadrement de chaque personne handicapée tels que précisés à l'article 33 du présent article.

§ 2. Les normes d'encadrement du personnel médical sont fixées conformément à l'annexe 5 du présent arrêté.

Elles comprennent en centre de jour

a) La norme individuelle de base médicale (NIB M)

Toutes les personnes accueillies bénéficient de la même norme individuelle de base médicale.

La norme individuelle de base est multipliée par la capacité agréée de base du centre.

b) La norme individuelle complémentaire médicale (NIC M)

La norme individuelle complémentaire médicale est accordée pour les seules personnes accueillies au prorata de la fréquentation prévue dans la convention personnalisée et est établie en fonction des résultats obtenus par chaque personne handicapée accueillie au moyen de la grille d'évaluation jointe en annexe 7 du présent arrêté.

Seules les personnes handicapées relevant de la catégorie C en bénéficient. Elles comprennent en centre d'hébergement

La norme individuelle supplémentaire médicale (NIS M)

Elle est accordée pour les seules personnes qui ne sont pas accueillies en journée

- pour les adultes : par un centre de jour ou un centre de réadaptation fonctionnelle,

- pour les enfants : par un centre de jour ou un centre de jour pour enfants scolarisés ou un centre de réadaptation fonctionnelle.

**Art. 39.** § 1<sup>er</sup>. Une nouvelle évaluation des besoins spécifiques d'encadrement d'une personne handicapée est réalisée tous les trois ans pour les enfants et tous les cinq ans pour les adultes.

Elle peut aussi être menée soit à l'initiative de l'équipe pluridisciplinaire, soit à la demande du centre quand la situation de la personne handicapée s'est soudainement modifiée.

La décision de l'équipe pluridisciplinaire est enregistrée à partir du mois qui suit celle-ci.

§ 2. Les résultats des grilles d'évaluations des personnes handicapées validés par l'équipe pluridisciplinaire font l'objet d'un enregistrement deux fois par an. Si à la date de ces enregistrements, il apparaît que des évaluations n'ont pas encore pu être validées pour certaines personnes handicapées, la somme des résultats existants est convertie proportionnellement au nombre de personnes accueillies ou hébergées dans le centre.

La modification des besoins spécifiques d'encadrement des personnes handicapées d'un centre est établie sur base du résultat présentant les besoins d'encadrement les plus favorables au centre. Dans les limites du budget disponible, elle entraîne la révision des normes d'encadrement concernées du centre à partir du 1<sup>er</sup> janvier suivant. A cette fin, un coefficient réducteur peut être appliqué sur les augmentations de norme.

Si la norme d'encadrement est revue à la hausse, elle prend cours le premier jour du mois qui suit la notification, par l'administration, de la décision de révision.

Si la norme d'encadrement est revue à la baisse, elle prend cours :

- soit le premier jour qui suit la fin de préavis du travailleur concerné, celui-ci étant donné au cours du mois qui suit celui de la notification de la décision de révision par l'administration;
- soit le jour où prend cours l'avenant au contrat de travail du travailleur concerné, celui-ci étant communiqué au cours du mois qui suit celui de la notification de la décision de révision par l'administration;
- soit, à défaut, immédiatement.

§ 3. Si dans un centre, la révision des normes d'encadrement entraîne une diminution du volume de l'emploi, le centre est tenu d'objectiver de manière paritaire les licenciements éventuellement prévus et d'en informer l'administration. Avec l'accord du membre du personnel concerné, l'administration transmet ses coordonnées aux centres dont les nouvelles normes d'encadrement entraînent l'augmentation du volume de l'emploi. Ces centres s'engagent à examiner prioritairement la candidature de ces membres du personnel.

**Art. 40.** § 1<sup>er</sup>. Les normes d'encadrement relatives à la direction, l'équipe administrative et comptable des centres sont fixées conformément à l'annexe 6 du présent arrêté.

§ 2. Seul le premier emploi E.T.P. de la norme de direction est reconnu comme directeur, les autres emplois sont reconnus comme sous-directeurs.

§ 3. Au sein d'une même ASBL, la répartition des emplois du personnel de direction et du personnel administratif et comptable entre centre de jour et centre d'hébergement est fixée par l'ASBL et tient compte de leurs besoins respectifs.

Néanmoins, au moins 1/2 équivalent temps plein de direction doit être affecté à chacun d'eux si les centres se trouvent sur des sites différents.

Lorsque la direction délègue un membre du personnel pour la remplacer, celui-ci doit être titulaire d'un diplôme de l'enseignement supérieur.

**Art. 41.** Si, en application de l'article 10, § 3, du présent arrêté, le Collège diminue la capacité agréée d'un centre, les normes d'encadrement modifiées prendront effet :

- soit le premier jour qui suit celui de la fin du préavis du (des) travailleur(s) concerné(s), celui-ci étant donné dans le mois qui suit la date de prise d'effet de la modification d'agrément fixée spécifiquement par le Collège;
- soit le jour où prend cours l'avenant au contrat de travail du (des) travailleur(s) concerné(s), celui-ci étant communiqué dans le mois qui suit la date de prise d'effet de la modification d'agrément fixée spécifiquement par le Collège;
- soit, à défaut, immédiatement.

### CHAPITRE III. — *Subventionnement*

#### *Section 1<sup>re</sup> — Dispositions générales*

**Art. 42.** Une subvention annuelle est octroyée aux centres. Elle comprend :

- 1) une subvention pour frais généraux;
- 2) une subvention pour frais personnalisés;
- 3) une subvention pour le transport collectif des personnes handicapées uniquement en centre de jour;
- 4) une subvention pour la prise en charge du personnel visé à la section 3 du chapitre 2 du présent arrêté.

Ces subventions ne peuvent être utilisées pour couvrir d'autres charges que celles pour lesquelles elles sont destinées, hormis les dispositions prévues à l'article 51 du présent arrêté.

**Art. 43.** Les subventions accordées par les pouvoirs publics ou par des organisations que les pouvoirs publics subventionnent sont déduites de la subvention annuelle dans la mesure où ces subventions sont allouées pour des dépenses couvertes par la subvention accordée en application du présent chapitre, à l'exception des montants octroyés dans le cadre du congé-éducation et des interventions en vue de compenser la perte de rendement du travailleur.

**Art. 44.** La subvention annuelle est versée aux centres sous forme d'avances mensuelles au plus tard le dernier jour ouvrable du mois qui précède celui pour lequel elle est octroyée et est soldée sur base des dispositions prévues au présent chapitre.

L'avance mensuelle tient compte de l'agrément accordé, des normes d'encadrement auxquelles peut prétendre le centre et de l'évolution du personnel engagé en terme de nombre, de qualification, de barème et d'ancienneté.

**Art. 45.** § 1<sup>er</sup>. Un dossier justificatif pour le calcul de la subvention annuelle est introduit par le centre auprès de l'administration pour le 30 juin qui suit l'année civile pour laquelle la subvention est demandée.

Sauf cas de force majeure dûment motivé par le centre, le dépassement de cette date autorise l'administration à ne pas respecter le délai fixé pour l'adoption de la décision dont mention au paragraphe 3.

§ 2. Le dossier est établi conformément au modèle fixé par l'administration et comprend au minimum les pièces justificatives suivantes :

Concernant la subvention pour frais généraux et la subvention pour frais personnalisés - le grand livre des charges et des produits;

- la balance générale;
- les tableaux d'amortissement des actifs immobilisés et des dons et subsides en capital;
- le nombre de personnes accueillies ou hébergées sur une base moyenne annuelle.

Concernant le transport collectif;

- les factures accompagnées de pièces justificatives qui précisent de manière globale les dates des transports effectués, le nombre de personnes handicapées transportées, leurs noms, leurs adresses et le nombre de kilomètres parcourus.

Concernant la subvention pour frais de personnel;

- les comptes individuels de tous les travailleurs ventilés par agrément et par fonction; à défaut, les comptes individuels accompagnés du tableau récapitulatif des rémunérations reprenant l'ensemble des travailleurs ventilés par agrément et par fonction;

- l'attestation C 450bis émanant de l'O.N.S.S.;
- le relevé 325 émanant du ministère des finances;
- tout document concernant les vacances des travailleurs manuels;
- le décompte définitif de l'assurance-loi;
- l'attestation émanant de la compagnie d'assurance sur laquelle figure :
  - a) le montant et la nature des rémunérations déclarées,
  - b) les rémunérations et les suppléments fixes et variables qui sont pris en considération pour le calcul de la prime,
  - c) les pourcentages appliqués : risque professionnel, chemin du travail;
  - d) les taxes payées sur la prime,
  - e) pour chaque accident de travail ayant donné lieu à une indemnisation, une photocopie de la déclaration transmise par le centre,
  - f) le décompte des indemnités versées en cas de dédommagement à la suite d'un accident de travail.
- le décompte définitif de la médecine du travail;
- le décompte définitif des frais pour la mission de conseil en prévention;
- la liste des bénéficiaires de vêtements de travail, la fonction occupée par ceux-ci, ainsi que les, factures reprenant la nature et le nombre de vêtements distribués;
- la liste des bénéficiaires du congé-éducation reprenant le nombre d'heures;
- la liste des bénéficiaires d'interventions en vue de compenser leur perte de rendement,
- la liste des bénéficiaires de l'indemnité complémentaire de pré-pension accompagnée du compte individuel de chaque intéressé;
- le relevé des présences réelles des personnes handicapées accueillies ou hébergées, y compris pendant les week-end, les vacances et les jours fériés légaux.

Concernant les contributions financières des personnes handicapées les pièces justificatives déterminées par l'administration.

§ 3. Si le nombre de personnes accueillies ou hébergées sur une base moyenne annuelle dépasse la capacité agréée de base, les contributions financières déduites de la subvention accordée au centre en vertu des articles 64 et 70 du décret sont réduites proportionnellement à la capacité agréée de base.

§ 4. Après vérification du dossier justificatif, l'administration établit la différence entre la somme des avances visées à l'article 44 et le montant de la subvention annuelle. Elle soumet une proposition de décision au centre qui dispose d'un délai de 6 semaines pour communiquer ses observations. L'administration transmet alors le résultat du calcul définitif dans un délai de 6 semaines.

**Art. 46.** Lorsque l'administration constate que, pour une année considérée, les avances mensuelles versées à un centre sont supérieures à la subvention annuelle due, elle récupère le trop perçu par compensation avec les avances mensuelles à verser pour l'année en cours.

Si cette situation est engendrée par le non-respect par le centre des dispositions du point 19 de l'article 5 du présent arrêté, le trop perçu est augmenté des intérêts au taux d'intervention supérieur de la Banque nationale en vigueur cette année. Les intérêts moratoires sont dus de plein droit à compter de la date de communication au centre de l'établissement du compte de la subvention.

Cette récupération peut exceptionnellement, à la demande du centre, faire l'objet de termes et délais. L'administration établit alors un plan d'apurement du trop perçu et le soumet, pour accord, au membre du Collège.

**Art. 47.** Lorsque l'administration constate que le trop perçu obtenu par le centre procède de renseignements sciemment erronés fournis par lui ou d'erreurs graves de gestion, elle transmet au membre du Collège une proposition d'ouverture de la procédure de retrait d'agrément. Il est statué sur cette proposition conformément à l'article 14 du présent arrêté.

*Section 2. — Subvention pour frais généraux*

**Art. 48.** § 1<sup>er</sup>. La subvention annuelle pour frais généraux octroyée aux centres est destinée à couvrir les frais généraux, d'occupation d'immeubles, d'amortissement d'immeubles dont le centre est propriétaire ou emphytéote, d'amortissement du mobilier et du matériel médical et non médical.

§ 2. Le montant maximum par an équivaut pour les centres de jour à € 1.314 multipliés par la capacité agréée de base.

Le montant maximum par an équivaut pour les centres d'hébergement à € 3.248 multipliés par la capacité agréée de base.

Dans le cas prévu à l'article 10, § 2 du présent arrêté, la capacité agréée prise en considération pour fixer ce montant maximum est la capacité agréée de base visée au terme de la planification inscrite dans la décision d'agrément adoptée par le Collège.

§ 3. Par dérogation à l'alinéa 2 du paragraphe précédent, pour les places réservées au sein de la capacité agréée de base d'un centre à des prises en charge légères, pour les places de court séjour et de répit et pour les places au delà de la capacité agréée de base, la subvention annuelle pour frais généraux octroyée équivaut au forçat de séjour défini à la section 7 du présent chapitre.

**Art. 49.** § 1<sup>er</sup>. La subvention est augmentée des frais de comptabilité à condition que la norme comptable prise en compte pour la subvention en frais de personnel ne soit pas entièrement utilisée.

Dans ce cas, le montant de la subvention complémentaire est limité au montant correspondant à la norme non utilisée multipliée par un salaire annuel moyen basé sur une ancienneté de dix ans du barème de comptable, charges patronales comprises, compte tenu de 1 924 heures de travail par an.

§ 2. La subvention est augmentée des frais de secrétariat social ou des frais de prestataires de service en matière de gestion des rémunérations et salaires reconnus par l'Office National de Sécurité Sociale et à condition que la norme de l'équipe administrative prise en compte pour la subvention en frais de personnel ne soit pas entièrement utilisée.

Dans ce cas, le montant de la subvention est limité au montant correspondant à la norme non utilisée multipliée par un salaire annuel moyen basé sur une ancienneté de dix ans du barème de comptable, charges patronales comprises, compte tenu de 1 924 heures de travail par an.

*Section 3. — Subvention pour frais personnalisés*

**Art. 50.** § 1<sup>er</sup>. La subvention annuelle pour frais personnalisés octroyée aux centres est destinée à couvrir les frais suivants :

- soins;
- éducation, rééducation et activités spécifiques;
- alimentation;
- lingerie et habillement;
- transport accompagné ou non des personnes handicapées.

§ 2. Le montant maximum par an équivaut pour les centres de jour à € 1.041 multipliés par la capacité agréée de base, hors prises en charge légères.

Pour les centres de jour qui accueillent des enfants, un montant complémentaire maximum par an de € 645 est octroyé pour chacun d'eux. Le montant maximum par an équivaut pour les centres d'hébergement à € 1.140 multipliés par la capacité agréée, hors prises en charge légères.

Pour les centres d'hébergement dont les personnes handicapées ne sont pas inscrites en centre de jour, un montant complémentaire maximum par an de € 768 est octroyé pour chacune d'elles.

Par dérogation aux dispositions du présent paragraphe, pour les personnes handicapées en situation de court séjour ou de répit, la subvention forfaitaire accordée s'établit à € 5 par demi-jour de prise en charge et à € 15 par nuit de prise en charge.

§ 3. La subvention est augmentée des frais de blanchisserie, à condition que la norme du personnel technique prise en compte pour la subvention en frais de personnel ne soit pas entièrement utilisée.

Dans ce cas, le montant de la subvention est limité au montant correspondant à la norme non utilisée multipliée par un salaire annuel moyen basé sur une ancienneté de 10 ans du barème d'ouvrier, charges patronales comprises, compte tenu de 1 924 heures de travail par an.

§ 4. La subvention est augmentée des frais de préparation de repas, à condition que la norme du personnel technique prise en compte pour la subvention en frais de personnel ne soit pas entièrement utilisée.

Dans ce cas, le montant de la subvention est limité au montant correspondant à la norme non utilisée multipliée par un salaire annuel moyen basé sur une ancienneté de 10 ans du barème d'ouvrier, charges patronales comprises, compte tenu de 1 924 heures de travail par an.

§ 5. La subvention est augmentée des frais d'activités médicales, à l'exclusion de toute prestation figurant à la nomenclature des prestations de santé établie sur base de la législation relative à l'assurance obligatoire des soins de santé, à condition que la norme du personnel médical prise en compte pour la subvention en frais de personnel ne soit pas entièrement utilisée.

Dans ce cas, la subvention couvre ces activités médicales dans les limites de cette norme non utilisée et selon les montants horaires maxima ci-dessous

- € 30,85 pour le médecin généraliste;
- € 40,92 pour le médecin spécialiste.

§ 6. Le montant maximum de la subvention ainsi calculée est réduit de 4 % ou de 2 % selon que le rapport entre le nombre de personnes handicapées accueillies ou hébergées sur une base moyenne annuelle et la capacité agréée n'atteint pas respectivement 90 % ou 95 %.

§ 7. Pour les centres d'hébergement, selon que le résultat du rapport, calculé sur l'antépénultième année, entre la somme des journées de présence réelle des personnes handicapées pendant les week-ends, les vacances et les jours fériés légaux et la capacité agréée déduction faite de sa partie réservée à des prises en charge légère et multipliée par 180 en centre d'hébergement pour enfants ou par 138 en centre d'hébergement pour adultes, atteint un taux, soit compris entre 20 % et 29 %, soit compris entre 30 % et 49 %, soit compris entre 50 % et 69 %, soit égal ou supérieur à 70 %, ils peuvent bénéficier, pour l'année en cours, d'une majoration s'établissant respectivement à 15 %, 25 %, 30 % ou à 40 % de la subvention calculée en vertu de cet article. Un centre d'hébergement non agréé l'année antérieure peut bénéficier d'une majoration de 15 % de sa subvention.

Pour l'application de cet alinéa, le week-end s'étend du vendredi à 19 heures au lundi à 7 heures et le jour férié s'étend de la veille à 19 heures au lendemain à 7 heures. Un jour d'absence représente toute absence de 24 heures consécutives.

#### Section 4. — Dispositions communes aux sections 2 et 3

**Art. 51.** § 1<sup>er</sup>. Les frais admissibles pouvant justifier les subventions sont précisés à l'annexe 2 du présent arrêté.

§ 2. Les frais admissibles au niveau des subventions pour frais personnalisés et pour frais généraux peuvent justifier l'une ou l'autre subvention, pour autant que 25 % de la somme de ces subventions justifie des frais personnalisés.

**Art. 52.** Si en application de l'article 10, alinéa 2 du présent arrêté, le Collège diminue la capacité agréée de base d'un centre, les montants maxima des subventions sont adaptés à la date de modification de l'agrément fixée par le Collège.

#### Section 5. — Subvention en matière de frais de transport

**Art. 53.** Une subvention annuelle en matière de frais de transport collectif, fixée à maximum € 1,09 (H.T.V.A.) par kilomètre ou à maximum € 3,07 (H.T.V.A.) par kilomètre pour un véhicule adapté est octroyée aux centres de jour.

#### Section 6. — Subvention pour la prise en charge du personnel

**Art. 54.** Toute subvention pour frais de personnel couvre des frais de cette nature sans qu'ils puissent être supérieurs aux normes d'encadrement prévues à la section 3 du chapitre II du présent arrêté, à aucun moment et quelle que soit la circonstance.

**Art. 55.** La subvention pour frais de personnel de l'équipe agréée est calculée sur base des barèmes fixés à l'annexe I NM de l'arrêté NM et comprend les charges patronales et autres avantages fixés à l'annexe V NM de l'arrêté NM sur base de l'ancienneté fixés à l'annexe IV NM de l'arrêté NM. Les échelles barémiques correspondant à chaque fonction sont déterminées, à l'annexe II NM de l'arrêté NM. Les fonctions subventionnées et les conditions d'accès spécifiques à ces fonctions sont déterminées à l'annexe III NM de l'arrêté NM.

Cette subvention est augmentée d'un pour cent maximum pour couvrir les frais justifiés de formation et de supervision du personnel subventionné.

**Art. 56.** En cas de non-respect par un centre du délai prévu à l'article 5, point 19, alinéa 1<sup>er</sup> du présent arrêté, un rappel à l'ordre est adressé conformément à l'article 13 du présent arrêté.

**Art. 57.** § 1<sup>er</sup>. En ce qui concerne le personnel médical, la subvention prend en compte :

- les activités des médecins ayant conclu une convention de collaboration avec une a.s.b.l. dont dépend au moins un centre;

les activités des médecins engagés sous contrat de travail avant le 1<sup>er</sup> janvier 2003.

Le personnel médical qui entre en fonction à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2003 est subventionné sur base d'un E.T.P. dont le temps de travail hebdomadaire est fixé à 37 heures.

§ 2. En ce qui concerne les éventuels licenciements consécutifs à l'application des dispositions de l'article 39 du présent arrêté, la subvention prend en compte leur coût sans dépasser une durée de six mois, sauf dérogation accordée par le Membre du Collège et justifiée par le respect de la législation sociale en matière de durée dit prévus.

#### Section 7. — Contribution financière

**Art. 58.** La contribution financière de la personne handicapée accueillie ou hébergée représente sa participation à sa prise en charge éducative et rééducative ainsi qu'au fonctionnement global du centre.

Le centre en perçoit son montant auprès de la personne handicapée dans le respect des taux, des réductions et des modalités prévues à la présente section.

**Art. 59.** § 1<sup>er</sup>. Le centre de jour perçoit auprès de la personne handicapée une contribution financière mensuelle fixée comme suit :

- pour sa prise en charge par le centre

a) lorsqu'elle est âgée de moins de 21 ans : € 84;

b) lorsqu'elle est âgée de 21 ans et plus : € 164.

- pour les frais de transports

s'il y a lieu, un forfait, pour les personnes à partir de 21 ans seulement, fixé comme suit :

a) à l'intérieur de la Région de Bruxelles-Capitale : € 42;

b) à l'extérieur de la Région de Bruxelles-Capitale : € 60.

§ 2. En fonction de la présence hebdomadaire indiquée dans la convention personnalisée, la contribution financière est réduite par dixième au prorata des demi-jours d'absence prévus.

**Art. 60.** § 1<sup>er</sup>. Les montants prévus à l'article 59 sont diminués pour tenir compte du nombre de jours d'absence ouvrables du mois suivants :

- a) les jours d'absences justifiés par le bénéficiaire ou ses parents à raison d'un maximum de 12 jours ouvrables par an,
  - b) les jours d'absences justifiés par un certificat médical,
  - c) les jours d'absences justifiés par un certificat d'hospitalisation,
  - d) les jours d'absences justifiés par une décision judiciaire de placement,
  - e) les jours d'absences justifiés tels qu'énumérés aux articles 29 et 30 de la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail, telle que modifiée, avec un maximum de 10 jours ouvrables,
  - f) les jours d'absences pour les vacances à raison de 24 jours ouvrables par an pour les adultes non scolarisés et à raison des vacances scolaires pour les autres,
  - g) les jours d'absence justifiés par un événement collectif entraînant l'impossibilité de se rendre au centre moyennant l'accord de l'administration,
  - h) les jours d'absences dans le mois au cours duquel la convention de prestations personnalisée débute ou s'achève,
  - i) les jours de fermeture du centre résultant du report d'un jour férié légal;
  - j) les journées pédagogiques prévues dans le projet collectif du centre,
- selon la formule suivante :  $A - 90 \% \text{ de } \frac{A \times B}{C}$

où

A = la contribution financière prévue à l'article 59,

B = le nombre de jours d'absence ouvrables du mois tels que précisés au présent article,

C = le nombre de jours ouvrables du mois considéré.

§ 2. La personne handicapée âgée de moins de 21 ans obtient sur le montant calculé au § 1<sup>er</sup> une réduction de 50 % pendant une année donnée si le revenu imposable globalement du ménage diminué des quotités exemptées et augmenté d'un éventuel revenu imposable distinctement figurant dans l'avertissement-extrait de rôle de sa famille relatif à l'antépénultième année est inférieur à € 9.000. La personne handicapée n'a pas droit à une réduction si le titulaire des revenus pris en considération est propriétaire de biens immobiliers autres que ceux occupés comme habitation personnelle ou de tout autre bien immobilier utilisé à des fins professionnelles.

§ 3. La personne handicapée de 21 ans et plus bénéficie sur le montant obtenu au § 1<sup>er</sup> d'une réduction de 50 % si ses revenus mensuels, après déduction d'une éventuelle pension alimentaire, des frais médicaux, paramédicaux et pharmaceutiques justifiés par une prescription médicale et repris à la nomenclature fédérale des soins de santé pour autant qu'ils se rapportent à des prestations effectuées pendant une période de présence effective de la personne handicapée au sein du centre, des frais d'administrateurs de biens et des loyers ou remboursements de prêts hypothécaires sont inférieurs à € 750.

§ 4. Par dérogation aux articles 59 et 60, paragraphes 1<sup>er</sup> à 3 du présent arrêté, la contribution financière des personnes handicapées en situation de court séjour ou de répit s'établit à € 5 par demi-jour de prise en charge.

**Art. 61.** Le centre d'hébergement perçoit auprès de la personne handicapée une contribution financière fixée comme suit :

§ 1<sup>er</sup>. Pour une personne handicapée qui bénéficie exclusivement d'allocations familiales ou de prestations familiales garanties, la contribution financière est due par mois de prise en charge et correspond aux 2/3 des allocations perçues majorées des suppléments d'âge et éventuellement du chef de l'existence d'un handicap. Est assimilée la personne handicapée qui, par son statut, ouvrirait le droit aux allocations familiales, mais n'en bénéficie pas.

S'il s'agit d'un orphelin, de l'enfant d'un travailleur invalide, de l'enfant d'un pensionné ou de l'enfant d'un chômeur de plus de 6 mois, la contribution financière est la même que celle qui serait la sienne s'il n'appartenait pas à l'une de ces catégories.

§ 2. Pour une personne handicapée non scolarisée à partir de 21 ans, la contribution financière est fixée à € 800 par mois de prise en charge. Sont assimilées la personne handicapée de moins de 21 ans qui, par son statut, n'ouvre pas le droit au bénéfice d'allocations familiales, ainsi que la personne handicapée de 21 ans et plus, scolarisée, qui bénéficie d'un revenu complémentaire.

**Art. 62.** § 1<sup>er</sup>. Les montants prévus à l'article 61 sont diminués pour tenir compte du nombre de jours d'absence du mois suivants :

- a) les jours d'absences justifiés par le bénéficiaire ou ses parents à raison d'un maximum de 12 jours par an,
- b) les jours d'absences justifiés par un certificat médical,
- c) les jours d'absences justifiés par un certificat d'hospitalisation,
- d) les jours d'absences justifiés par une décision judiciaire de placement,
- e) les jours d'absences justifiés tels qu'énumérés aux articles 29 et 30 de la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail, telle que modifiée, avec un maximum de 10 jours,
- f) les jours d'absence justifiés par un événement collectif entraînant l'impossibilité de se rendre au centre moyennant l'accord de l'administration,
- g) les jours d'absences dans le mois au cours duquel la convention de prestations personnalisée débute ou s'achève,
- h) les jours d'absence pendant les week-ends et les jours fériés, le week-end s'étendant du vendredi à 19 heures au lundi à 7 heures et le jour férié s'étendant de la veille à 19 heures au lendemain à 7 heures,

i) les jours d'absence durant les périodes de vacances scolaires pour la personne handicapée âgée de moins de 21 ans ou âgée de plus de 21 ans et scolarisée,

j) les jours d'absence pour vacances de la personne handicapée à partir de 21 ans et non scolarisée à raison de maximum 24 jours ouvrables par an,

k) les jours de fermeture du centre résultant du report d'un jour férié légal,

selon la formule suivante :  $A - 90 \% \text{ de } \frac{(A \times B)}{C}$

où

A = la contribution financière prévue à l'article 61,

B = le nombre de jours d'absence du mois tels que précisés au présent article,

C = le nombre de jours du mois considéré.

On entend par jour d'absence, toute absence de 24 heures consécutives.

§ 2. La personne handicapée bénéficiaire d'allocations familiales obtient sur le montant calculé au § 1<sup>er</sup> une réduction de 50 % pendant une année donnée si le revenu imposable globalement du ménage diminué des quotités exemptées et augmenté d'un éventuel revenu imposable distinctement figurant dans l'avertissement-extrait de rôle de sa famille relatif à l'antépénultième année est inférieur à € 9.000. La personne handicapée n'a pas droit à une réduction si le titulaire des revenus pris en considération est propriétaire de biens immobiliers autres que ceux occupés comme habitation personnelle ou de tout autre bien immobilier utilisé à des fins professionnelles.

§ 3. Pour la personne handicapée non scolarisée à partir de 21 ans, le montant calculé au § 1<sup>er</sup> est réduit au montant résultant de la différence entre les revenus mensuels et la somme d'une éventuelle pension alimentaire, des frais médicaux, paramédicaux et pharmaceutiques justifiés par une prescription médicale et repris à la nomenclature fédérale des soins de santé pour autant qu'il se rapportent à des prestations effectuées pendant une période de présence effective de la personne handicapée au sein du centre, des frais d'administrateurs de biens et des contributions financières dues en raison de son inscription dans un autre centre ou service agréé et subventionné par un pouvoir public dans le cadre de l'aide aux personnes handicapées.

Une somme minimale de € 146 par mois reste à la disposition de la personne handicapée. Pour les travailleurs, cette somme est portée à un tiers du salaire mensuel net sans pouvoir être inférieur à € 191.

§ 4. Par dérogation aux articles 61 et 62, paragraphes 1<sup>er</sup> à 3 du présent arrêté, la contribution financière des personnes handicapées en prise en charge légère dans un lieu de vie autonome correspond à un forfait de séjour comprenant le loyer et les charges afférentes à l'immeuble, à son aménagement et à son équipement dont le montant est déterminé par le centre et communiqué à l'administration, auquel s'ajoutent, s'il y a lieu, des frais personnalisés conformément à la convention personnalisée.

Ce forfait de séjour ne peut être supérieur à 150 % du coût réel pris en charge par le centre. Il ne peut représenter plus de la moitié des revenus de la personne handicapée.

§ 5. Par dérogation aux articles 61 et 62, paragraphes 1<sup>er</sup> à 3 du présent arrêté, la contribution financière des personnes handicapées en situation de court séjour ou de répit s'établit à € 5 par demi-jour de prise en charge et à € 15 par nuit de prise en charge. Ces montants sont respectivement diminués de € 1 et de € 3 pour les personnes handicapées de moins de 21 ans.

**Art. 63.** Pour la personne handicapée accueillie à la fois dans un centre de jour et dans un centre d'hébergement agréés par la Commission communautaire française ou par un autre pouvoir public, le forfait en centre de jour agréé par la Commission communautaire française est fixé à € 0.

**Art. 64.** § 1<sup>er</sup>. Pour une personne handicapée visée aux articles 60, § 2 et 62, § 2 du présent arrêté, la réception par sa famille d'un nouvel avertissement-extrait de rôle entraîne sa communication immédiate au centre aux fins de révision éventuelle de la contribution financière pour une année civile entière.

§ 2. A titre exceptionnel, pour les personnes handicapées visées aux articles 60, § 2 et 62, § 2 du présent arrêté, s'il est constaté que la contribution financière d'une personne handicapée ne pourra être payée suite à une modification de la situation fiscale telle que les revenus disponibles de la famille ouvrent manifestement le droit à une réduction de la contribution financière, celle-ci lui est accordée. Cette réduction n'est plus accordée dès l'extinction du motif ayant justifié son octroi.

§ 3. En cas de versement d'arriérés de revenus, la contribution financière d'une personne handicapée sera corrigée avec effet rétroactif sur la période concernée et au prorata de sa présence dans le centre.

§ 4. Les centres adressent mensuellement à la personne handicapée ou à son représentant légal le décompte de sa contribution financière correspondant à la prise en charge et aux absences au cours du mois précédent.

En outre, pour les personnes handicapées non scolarisées à partir de 21 ans qui fréquentent un centre d'hébergement, selon les situations individuelles, ce décompte intègre :

a) chaque mois : les revenus perçus, la pension alimentaire due, les loyers, les remboursements hypothécaires, les autres contributions financières de la personne hébergée, l'argent de poche,

b) une fois par trimestre : les frais médicaux, paramédicaux et pharmaceutiques;

c) une fois par an : les frais d'administrateurs de biens, conformément aux dispositions des articles 60, § 3 et 62, § 3 du présent arrêté.

§ 5. Les éléments justificatifs des décomptes des contributions financières sont consignés au centre dans le dossier individuel de chaque personne handicapée.



**Art. 65.** § 1<sup>er</sup>. Aucun supplément à la contribution financière ne peut être exigé pour couvrir les frais de personnel, de fonctionnement et d'accueil ou d'activités des personnes bénéficiaires.

§ 2. Dans un centre d'hébergement, peuvent être exigés en supplément de la contribution financière et dans la mesure où ils ne font pas l'objet d'une intervention légale ou réglementaire :

- a) la partie du coût qui reste à charge de la personne dans les frais de soins de santé et de prothèse;
- b) les frais spécifiques liés à l'incontinence;
- c) les frais d'aides techniques;
- d) la part des frais pharmaceutiques non couverts par une intervention prévue par la Commission communautaire française et déduction faite des interventions de l'organisme assureur;
- e) les frais d'achat de vêtement et de chaussures y compris la réparation;
- f) les accessoires de toilette;
- g) les frais extérieurs de toilette et de soins.

§ 3. Dans un centre de jour, peuvent être exigés en supplément de la contribution financière et dans la mesure où ils ne font pas l'objet d'une intervention légale ou réglementaire :

- a) la partie du coût qui reste à charge de la personne dans les frais de soins de santé et de prothèse;
- b) les frais spécifiques liés à l'incontinence;
- c) les frais d'aides techniques;
- d) la part des frais pharmaceutiques non couverts par une intervention prévue par la Commission communautaire française et déduction faite des interventions de l'organisme assureur.

**Art. 66.** Dans un centre, peuvent être exigés en supplément de la contribution financière conformément aux modalités prévues dans la convention de prestations personnalisée, les frais exposés en vue d'assurer à la personne accueillie ou hébergée, à sa demande, un confort ou des possibilités d'épanouissement et de loisirs qui n'entrent pas dans leur projet collectif.

#### CHAPITRE IV. — *La gestion des biens de la personne handicapée en centre d'hébergement*

**Art. 67.** Toute somme d'argent dont dispose la personne handicapée, pour ses dépenses courantes et éventuellement pour couvrir les frais prévus aux articles 65, § 2 et 66 du présent arrêté, doit figurer sur une fiche comptable individuelle dont le modèle est fixé par l'Administration.

Le cas échéant, une attestation d'ouverture d'un compte individuel auprès d'un organisme bancaire est jointe à cette fiche comptable. Toute opération effectuée dans le cadre de la gestion des dépenses visées à l'alinéa 1<sup>er</sup> est portée sur la fiche comptable, dans les huit jours. A la demande de la personne handicapée ou de son représentant légal, un relevé de la comptabilité personnelle lui est fourni dans les huit jours.

Le décompte annuel est transmis automatiquement à la personne handicapée ou à son représentant légal au terme de l'année civile et au départ de la personne handicapée.

**Art. 68.** Il est interdit à toute personne exerçant directement ou indirectement un mandat ou une activité dans un centre

- d'administrer les biens des personnes handicapées, sauf dans le respect des dispositions énoncées aux articles 65 et 66 du présent arrêté et sans préjudice des législations relatives à la protection des biens des personnes handicapées;
- d'opérer la confusion du patrimoine.

**Art. 69.** La fiche comptable individuelle ainsi que les documents relatifs aux comptes individuels ouverts par le centre conformément à l'article 67 sont tenus à la disposition de l'Administration qui peut les contrôler à tout moment.

**Art. 70.** Le fonctionnaire de l'Administration chargé du contrôle ne peut être parent ou allié jusqu'au quatrième degré inclusivement d'un administrateur, d'un membre du personnel de ces centres ou d'une personne handicapée accueillie dans un de ces centres.

#### CHAPITRE V. — *Conventions prioritaires*

**Art. 71.** Dans le cadre des places ouvertes en dehors de la capacité agréée de base d'un centre mais au sein de la capacité maximale d'un centre, la prise en charge de personnes handicapées dont les besoins sont jugés prioritaires par l'équipe pluridisciplinaire fait l'objet d'un financement forfaitaire spécifique accordé au centre et précisé dans une convention dite « prioritaire » dont le modèle est fixé en annexe 8 du présent arrêté.

La convention prioritaire est signée entre le centre et la Commission communautaire française. Son existence ne modifie pas l'agrément accordé au centre par le Collège. Elle prend automatiquement fin au départ de la personne handicapée.

**Art. 72.** Pour éventuellement bénéficier d'une convention prioritaire, la demande de la personne handicapée doit répondre aux critères suivants :

- \* l'urgence de l'accueil ou de l'hébergement en raison de l'importance du suivi et des soins que nécessite l'état physique, mental ou psychique de la personne handicapée;
- \* justifier l'un des motifs sociaux suivants :
  - le principal soutien familial n'est plus en mesure d'assurer sa mission;
  - la situation actuelle présente un danger pour l'intégrité de la personne handicapée ou de tiers;
  - la personne handicapée a subi plusieurs exclusions ou de refus de prise en charge.

En cas de refus du bénéfice de cette convention prioritaire, la demande de réexamen est introduite par la personne handicapée ou son représentant légal par lettre recommandée auprès de l'administration dans le mois de la notification de la décision contestée.

La demande de réexamen indique précisément la décision contestée et les éléments sur base desquels le réexamen est sollicité. L'administration accuse réception de la demande de réexamen dans les dix jours ouvrables, en précisant, s'il échet les éléments manquants et en invitant le requérant à compléter dans un délai d'un mois.

Dans les dix jours ouvrables, la demande est soumise pour décision à une Commission de réexamen qui est composée :

1° de deux membres de l'équipe pluridisciplinaire qui a pris la décision contestée;

2° de quatre membres de la section « personnes handicapées » du Conseil consultatif bruxellois francophone pour l'aide aux personnes et de la santé désignés par elle;

3° d'un président désigné par le membre du Collège.

Le règlement d'ordre intérieur de la Commission est arrêté par le membre du Collège.

A sa demande, la personne handicapée, son représentant légal ou toute personne qu'elle désigne à cet effet, est entendue par la Commission de réexamen.

La Commission de réexamen statue dans les soixante jours de la saisine à la majorité des membres présents. En cas de partage des voix, celle du président est prépondérante.

La décision de la Commission est notifiée à la personne handicapée par l'administration.

**Art. 73.** Les dispositions des articles 17 à 20 du présent arrêté s'appliquent à la personne handicapée prise en charge dans le cadre d'une convention prioritaire.

**Art. 74.** Le financement forfaitaire accordé à un centre dans le cadre d'une convention prioritaire a pour objet de couvrir les frais supplémentaires de toute nature liés à la prise en charge de la personne handicapée dont les coordonnées sont insérées dans la convention prioritaire.

Sur une base annuelle, ce financement équivaut à maximum le coût moyen d'une place dans le centre concerné, tel que déterminé en vertu de l'article 45, § 3 du présent arrêté pour la dernière année clôturée.

La contribution financière de la personne handicapée est déterminée en vertu des dispositions de la section 7 du chapitre 3 du présent arrêté.

**Art. 75.** Les conventions prioritaires sont à charge d'une allocation de base spécifique distincte de celle des centres d'hébergement et des centres de jour au sein du budget du Service bruxellois francophone des personnes handicapées.

#### CHAPITRE VI. — *Dispositions abrogatoires*

**Art. 76.** L'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 25 avril 2002 relatif à l'agrément et aux subventions des centres de jour et des centres d'hébergement pour personnes handicapées, tel que modifié, est abrogé.

**Art. 77.** L'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 28 novembre 2002 relatif aux normes d'encadrement dans les centres de jour et les centres d'hébergement pour personnes handicapées, tel que modifié, est abrogé, à l'exception de ses articles 11 à 13.

#### CHAPITRE VII. — *Dispositions transitoires*

**Art. 78.** Les normes architecturales existantes au 31 décembre 2003 demeurent d'application pour chaque centre aussi longtemps que, suite à sa demande de subvention à l'infrastructure, une décision favorable n'a pu être prise en sa faveur en vue de se conformer aux dispositions prévues aux articles 21 à 30 du présent arrêté.

**Art. 79.** Par dérogation à l'article 39, § 2, du présent arrêté, les normes d'encadrement applicables du 1<sup>er</sup> janvier 2007 au 31 décembre 2007 pour le personnel de l'équipe psychologique, éducative, rééducative et sociale, pour le personnel de l'équipe technique et pour le personnel médical sont fixées à l'annexe 9 du présent arrêté.

**Art. 80.** Par dérogation à l'article 6, point 8 du présent arrêté, un nouveau rapport du service régional d'incendie répondant à cette disposition n'est exigé que si le centre introduit une modification ou une prolongation d'agrément.

#### CHAPITRE VIII. — *Dispositions modificatives*

**Art. 81.** Au paragraphe 3 de l'article 14 de l'arrêté du Collège du 25 février 2000 relatif aux dispositions individuelles d'intégration sociale et professionnelle des personnes handicapées, tel que modifié, après les mots « centre de jour pour enfants scolarisés », les mots suivants sont insérés :

« à l'exception d'une demande concernant une situation de court séjour ou de répit en centre de jour ou en centre d'hébergement ».

**Art. 82.** L'alinéa 2 de l'article 73 du même arrêté est complété par les mots suivants : « sauf s'il s'agit d'une demande concernant une situation de court séjour ou de répit en centre de jour ou en centre d'hébergement ».

**Art. 83.** L'alinéa 2 de l'article 78 du même arrêté est complété par les mots suivants :

« sauf s'il s'agit d'une demande concernant une situation de court séjour ou de répit en centre de jour ou en centre d'hébergement ».

**Art. 84.** Le paragraphe 2 de l'article 38 de l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 18 juillet 2002 relatif à l'agrément et aux subventions des centres de jour pour enfants scolarisés, tel que modifié, est remplacé par les dispositions suivantes :

« Le montant maximum par an équivaut pour les centres à € 1.820 multipliés par la capacité agréée. Dans les centres qui accueillent des enfants qui ne sont pas pris en charge dans un centre d'hébergement, un montant complémentaire maximum de € 254 par an est octroyé pour chacun d'eux ».

CHAPITRE IX. — *Dispositions finales*

**Art. 85.** Les montants repris aux articles 48, 50, 53, 59, 60, 61 et 62 sont révisables et liés à l'indice-santé de référence de décembre 2001.

A partir du 1<sup>er</sup> janvier 2003, ils sont adaptés annuellement chaque 1<sup>er</sup> janvier compte tenu de l'indice des prix à la consommation visé au chapitre II de l'arrêté royal du 24 décembre 1993 portant exécution de la loi du 6 janvier 1989 de sauvegarde de la compétitivité du pays, ciaprès dénommé indice-santé, suivant la formule :

Montant de base x indice-santé de décembre de l'année antérieure

Indice-santé de décembre 2001

**Art. 86.** Le présent arrêté entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2007.

**Art. 87.** Le membre du Collège chargé de la politique des personnes handicapées est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 21 septembre 2006.

Par le Collège de la Commission communautaire française :

Le Président du Collège,

B. CEREXHE

La Membre du Collège en charge de la Politique d'Aide aux Personnes handicapées,

Mme E. HUYTEBROECK

---

Annexe 1<sup>re</sup> de l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française relatif à l'agrément et aux subventions des centres de jour et des centres d'hébergement agréés par la Commission communautaire française

## ELEMENTS DU PROJET COLLECTIF DES CENTRES DE JOUR ET DES CENTRES D'HEBERGEMENT

1. Objectifs généraux du centre

2. Caractéristiques du projet

2.1. Présentation générale du centre

- Type d'agrément du centre

- Entités connexes au centre (présence d'une école, d'une crèche, etc.)

- Finalités du projet collectif

- Options philosophiques du centre

- Cadre éthique de l'action (charte)

- Références théoriques

2.2. Populations accueillies

Caractéristiques (relatives au handicap, médicales, sociale, géographiques, nombre, sexe, âge)

Niveau d'autonomie

2.3. Organisation générale

2.3.1. Admission

- Critères et procédure d'admission

- Critères et mesures de réorientation ou d'exclusion

2.3.2. Prise en charge

Coordination interdisciplinaire de la prise en charge (existence d'un référent assurant le suivi du projet, etc.).

- Collaboration, concertation, coordination et évaluation au sein du centre :

entre et avec les personnes handicapées : mode de concertation prévu, rythme, gestion des réunions,

avec la famille : mode de collaboration, objectifs, rythme, intervenants assurant les contacts, partenariat avec les familles (soutien, guidance ou médiation familiale),

entre travailleurs : différents types de réunions, rythme, objet, intervenant

avec l'extérieur : partenaires, intervenants assurant les contacts

Détermination et organisation des prises en charge paramédicales : critères, logique, procédure, évaluation.

Modalités de répartition des personnes handicapées dans les groupes ou les unités de vie (critères, logique, procédure de révision de la répartition).

#### 2.4. Elaboration du projet individuel et évaluation

Modalités d'évaluation des compétences et des besoins de chaque personne handicapée compte tenu de son projet de vie

Définition des objectifs, élaboration et adaptation d'une convention personnalisée

- Modalités d'évaluation des stratégies choisies et des outils utilisés
- Modalités d'élaboration du projet individuel (suivi des actions, partenaires, responsabilités, délais, place réservée concrètement à la personne et à sa famille, intervenants impliqués prioritairement)

#### 2.5. Facteurs de confort

- Période de fermeture éventuelle (date(s), permanence, solution d'accueil alternative)
- Organisation de l'accueil de la personne handicapée et de sa famille (Accueil téléphonique, accueil sur place, nombre et organisation des repas, qualité et quantité des repas, variété des menus, Valeur diététique et respect des régimes, services annexes, mode de transport, etc.)

#### 2.6. Réseau relationnel

- Partenaires concernés par l'action du centre
- Commanditaires, prescripteurs, organisations similaires
- Attentes, modes de communications réciproques, etc.
- Mode d'organisation des relations personnelles des personnes handicapées avec leur entourage
- Lieux où les personnes accueillies exercent leur autonomie (divers commerces, services spécialisés travaillant dans la ligne du projet, activités sportives, culturelles, loisirs et vacances)

#### 2.7. Personnel

- Organigramme fonctionnel et hiérarchique
- Définition des rôles des différentes catégories d'intervenants
- Répartition des fonctions entre les membres de l'équipe psychologique, éducative, rééducative et sociale
- Formations : objectifs

#### 2.8. Implantation

##### 2.8.1. Situation du centre

- Présence d'un parc, de jardins, d'infrastructures annexes (piscine, gymnase, salles diverses d'activités, etc.)
- Accès aux transports en commun
- Accès à un réseau extérieur d'infrastructures (gymnase, piscine, etc.); à l'inverse, accueil de personnes venues de l'extérieur

##### 2.8.2. Infrastructure du centre

- Cohérence par rapport à la population ciblée et son évolution (locaux pour activités particulières)

#### 2.9. Utilisation d'un matériel spécialisé

- Utilisation de l'outil informatique et objectifs poursuivis Utilisation d'un matériel adapté, collectif ou individuel
- Utilisation de véhicules (bus avec ou sans adaptation, etc.)

Note

Les dispositions en gras sont obligatoires.

Vu pour être annexé à l'arrêté du 21 septembre 2006.

Par le Collège de la Commission communautaire française :

Le Président du Collège,  
B. CEREXHE

La Membre du Collège en charge de la Politique d'Aide aux Personnes handicapées,  
Mme E. HUYTEBROECK

Annexe 2 de l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française relatif à l'agrément  
et aux subventions des Centres de jour et des Centres d'hébergement

DEPENSES ADMISSIBLES POUR LA JUSTIFICATION DE LA SUBVENTION POUR FRAIS GENERAUX  
ET DE LA SUBVENTION POUR FRAIS PERSONALISES DES CENTRES DE JOUR (C.J.)  
ET DES CENTRES D'HEBERGEMENT (C.H.).

	cj	ch
<b>SUBVENTION POUR FRAIS PERSONNALISES</b>		
<b>1. Soins</b>		
Achats de biens pharmaceutique – Spécialités	X	X
Achats de prothèses dentaires		X
Achats de lunettes et autres prothèses de l'œil	X	X
<i>Achats de prothèses orthopédiques, acoustiques et voiturettes</i>	X	X
Achats de matériel disponible	X	X
Achats d'accessoires et de produits de toilette	X	X
Honoraires de médecins et dentistes (hors cadre institutionnel)		X
Honoraires de paramédicaux (hors cadre institutionnel)		X
Services extérieurs de toilette et de soins		X
Séjours dans un établissement hospitalier		X
<b>2. Education, rééducation et activités spécifiques</b>		
Achats de fournitures scolaires		X
Achats de biens et de services pour l'éducation, la rééducation et activités spécifiques	X	X
Achats de matériel didactique (remboursable)	X	X
Achats de matériel didactique (non remboursable)	X	X
Achats de matières premières pour activités artisanales	X	X
<b>3. Transport et déplacements</b>		
Accompagnement des personnes handicapées	X	X
Personnes handicapées non accompagnées	X	X
<b>4. Alimentation</b>		
Frais de restauration de la personne handicapée (indemnités ou frais réels)	X	X
Achats de biens alimentaires	X	X
Achats de services alimentaires	X	X
<b>5. Habillement</b>		
Achat de vêtements	X	X
Achats de petit matériel et petites fournitures pour vêtements	X	X
Achats de chaussures et de produits d'entretien pour chaussures	X	X
Achats de petit matériel et petites fournitures pour chaussures	X	X
Services extérieurs d'entretien et de réparation de vêtements	X	X
Services extérieurs de réparation de chaussures	X	X
<b>6. Vacances (c'est-à-dire séjours résidentiels hors centre)</b>		
Locations (y compris charges locatives)	X	X
Transports	X	X
Loisirs	X	X
Vacances achetées	X	X
<b>7. Lingerie</b>		
Achats de petit matériel et fournitures de literie (draps et housses)	X	X
<b>8. Buanderie</b>		
Achats de produits pour buanderie	X	X
Services extérieurs de buanderie	X	X
<b>9. Informatique</b>		
Entretien et réparations matériel informatique	X	X
Fournitures informatiques	X	X
Internet	X	X
Services informatiques extérieurs (autres que entretiens et réparations)	X	X
<b>10. Entretien et réparation voiturettes pour personnes handicapées</b>	X	X

## SUBVENTION POUR FRAIS GENERAUX

## 1. Soins

Achats de biens pharmaceutiques - produits courants

Achats de petit matériel de soin

## 2. Alimentation

Achats de petit matériel de cuisine

## 3. Lingerie

Achats de linge de maison

Services extérieurs de réparation de literie

## 4. Frais de gestion du personnel

Abonnements aux revues professionnelles et documentation

Frais de recrutement

Secrétariat social

## 5. Loyers et charges locatives

Loyers immeubles

Redevances emphytéotiques

Charges locatives immeubles

Location matériel et équipement

## 6. Energie

Mazout de chauffage

Electricité

Gaz

Eau

## 7. Entretiens et réparations

## 7.1. Terrains et constructions

Nettoyage

Entretien et réparations extérieurs des bâtiments

Entretien et réparations intérieurs des bâtiments

Entretiens jardins

## 7.2. Installations

Entretien et réparations installations techniques

Entretien et réparations installations et équipement de cuisine

Entretien et réparations installations et équipement de buanderie

Entretien et réparations équipement non médical ou paramédical

Entretien et réparations équipement médical et paramédical

Entretien et réparations matériel et outillage d'entretien

Contrôles obligatoires opérés par des tiers

## 7.3. Mobilier et matériel roulant

Entretien et réparations mobilier

Entretien et réparations matériel de bureau

Entretien et réparations matériel informatique

Entretien et réparations matériel roulant

## 8. Assurances

Assurances et responsabilité civile personnes handicapées et personnel

Assurances vol, incendie et dégâts

Assurances voitures et véhicules de l'institution

Assurances omnium missions

Autres assurances

## 9. Transports, déplacements

Carburant pour véhicules de service

Locations véhicules de service

Missions

## 10. Autres frais de gestion générale

Fournitures de bureau

Fournitures informatiques

Téléphone, fax

Frais postaux

Internet

Frais de réunion des conseils et assemblées

Frais de représentation

Services informatiques extérieurs (autres que entretiens et réparations)

Honoraires comptables externes

Honoraires réviseur

Honoraires avocats et notaires

Honoraires conseiller en prévention

Autres honoraires

Publicité, annonces et insertions

Frais d'affiliation à divers organismes (plafonnés à 1.900,00 euros)

## 11. Amortissements

Amortissements sur frais de premier établissement

Dotation aux amortissements sur immobilisations incorporelles

Dotation aux amortissements sur constructions

Dotation aux amortissements sur installations

Dotation aux amortissements sur mobilier et matériel roulant

Dotation aux amortissements sur immobilisations détenues en locations, financements et droits similaires

Dotation aux amortissements sur autres immobilisations corporelles

## 12. Autres charges d'exploitation

Précompte immobilier

Taxe sur le patrimoine des ASBL

Taxe de circulation

Taxe et redevances radio-T.V.

Taxes locales (immondices, égouts, etc.)

## 13. Charges financières

Charges financières sur dettes de location - financement et assimilés

Charges financières sur dettes à long terme

Intérêts d'emprunts dus aux retards de subventionnement

Charges financières sur dettes à court terme

Frais bancaires

## 14. Charges sur exercices antérieurs

Rattrapage sur exercices antérieurs

Services et biens divers

Rémunérations charges sociales et pensions

Amortissements

Autres charges d'exploitation

Charges financières

Vu pour être annexé à l'arrêté du 21 septembre 2006.

Par le Collège de la Commission communautaire française :

Le Président du Collège,

B. CEREXHE

La Membre du Collège en charge de la Politique d'Aide aux Personnes handicapées,

Mme E. HUYTEBROECK

Annexe 3 de l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française relatif à l'agrément et aux subventions des Centres de jour et des Centres d'hébergement

NORMES D'ENCADREMENT CONCERNANT LE PERSONNEL DE L'EQUIPE PSYCHOLOGIQUE, EDUCATIVE, REEDUCATIVE ET SOCIALE

a) Norme individuelle de base (NIB)

NIB par personne handicapée	En équivalents temps plein	
	Enfants	Adultes
<b>Centre de Jour</b>	0,38	0,25
<i>Prise en charge légère en centre de jour</i>	-	0,15
<b>Centre d'hébergement</b>	scolarisés	Non scolarisés
	0,32	0,39
<i>Prise en charge légère en centre d'hébergement</i>	0,15	

La norme individuelle de base d'une personne en prise en charge de crise dans un centre d'hébergement équivaut à la NIB reprise au tableau ci-dessus multipliée par 1,3.

b) Norme individuelle supplémentaire (NIS)

	En équivalents temps plein
	● Centre d'hébergement enfants
● NIS par personne handicapée (prestations paramédicales)	0,07

c) Norme individuelle vacances (NIV) en centre d'hébergement

Taux d'occupation du centre durant les WE, vacances et jours fériés	NIV par personne handicapée en ETP
20 à 29 %	0,053
30 à 49 %	0,08
50 à 69 %	0,109
70 et +	0,16

d) Norme individuelle vieillissant (NIVL)

Prestations éducatives, psychologiques et sociales en centre d'hébergement pour adultes :

0,22 ETP par personne handicapée pour les 3 premières personnes handicapées qui au sein d'un centre, bénéficient de la norme individuelle vieillissant,

0,17 ETP par personne handicapée à partir de la 4<sup>ème</sup> personne handicapée qui au sein d'un centre, bénéficie de la norme individuelle vieillissant.

e) Norme individuelle complémentaire maximum (NIC)

NIC maximum par	En équivalents temps plein	
	Enfants	Adultes
<b>Centre de Jour</b>	0,86x (NIB)	0,50 x (NIB)
<b>Centre d'hébergement</b>	0,50 x (NIB + NIS + NIV)	0,50 x (NIB + NIV)

f) Norme individuelle motrice (NIM)

0,15 ETP en centre de jour et en centre d'hébergement, par personne handicapée adulte

g) Norme individuelle liée au bien-être et au maintien des besoins vitaux (NI BV) Prestations paramédicales ou soins infirmiers en centre d'hébergement : 0,06 ETP par personne handicapée.

Vu pour être annexé à l'arrêté du 21 septembre 2006.

Par le Collège de la Commission communautaire française :

Le Président du Collège,  
B. CEREXHE

La Membre du Collège en charge de la Politique d'Aide aux Personnes handicapées,  
Mme E. HUYTTEBROECK



Annexe 4 de l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française relatif à l'agrément et aux subventions des Centres de jour et des Centres d'hébergement

NORMES D'ENCADREMENT CONCERNANT LE PERSONNEL DE L'EQUIPE TECHNIQUE

a) Norme individuelle de base technique (NIB T)

<b>NIB T par personne handicapée, en équivalents temps plein</b>			
<b>Centre d'hébergement</b>	<b>☐Prise en charge légère en centre d'hébergement</b>	<b>☐Centre de jour</b>	<b>Prise en charge légère en centre de jour pour adultes</b>
0,13	0,07	0,073	0,036

b) Norme individuelle vacances technique (NIV T)

<b>Taux d'occupation du centre durant les WE, vacances et jours fériés</b>	<b>NIV T par personne handicapée en ETP</b>
<b>20 à 29 %</b>	<b>0,009</b>
<b>30 à 49 %</b>	<b>0,018</b>
<b>50 à 69 %</b>	<b>0,027</b>
<b>70 et +</b>	<b>0,036</b>

c) Norme individuelle complémentaire technique (NIC T) : 0,03 ETP par personne handicapée.

Vu pour être annexé à l'arrêté du 21 septembre 2006.

Par le Collège de la Commission communautaire française :

Le Président du Collège,  
B. CEREXHE

La Membre du Collège en charge de la Politique d'Aide aux Personnes handicapées,  
Mme E. HUYTEBROECK

Annexe 5 de l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française relatif à l'agrément et aux subventions des Centres de jour et des Centres d'hébergement

NORMES D'ENCADREMENT CONCERNANT LE PERSONNEL MEDICAL

a) Norme individuelle de base médicale en centre de jour (NIB M) : 0,00325 ETP par personne handicapée

b) Norme individuelle complémentaire médicale en centre de jour (NIC M) : 0,0065 ETP par personne handicapée

c) Norme individuelle supplémentaire médicale en centre d'hébergement (NIS M) : 0,00325 ETP par personne handicapée

Vu pour être annexé à l'arrêté du 21 septembre 2006.

Par le Collège de la Commission communautaire française :

Le Président du Collège,  
B. CEREXHE

La Membre du Collège en charge de la Politique d'Aide aux Personnes handicapées,  
Mme E. HUYTEBROECK

Annexe 6 de l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française relatif à l'agrément et aux subventions des Centres de jour et des Centres d'hébergement

**NORMES D'ENCADREMENT CONCERNANT LA DIRECTION, L'EQUIPE ADMINISTRATIVE ET COMPTABLE**

Dans le calcul du nombre d'agrément par asbl, il n'est pas tenu compte des agréments accordés en vertu d'autres arrêtés.

a) Normes de direction

Capacité agréée de base	Nombre d'équivalents temps plein			
	Par asbl	1 agrément	2 agréments	plus de 2 agréments
De 15 à 39		1	1	1 ½
De 40 à 59		1	1 ½	2
De 60 à 89		1 ½	2	3
De 90 à 139		2	2 ½	3
De 140 à 199		2 ½	3	3 ½
De 200 à 299		3	3 ½	4

b) Normes de l'équipe administrative et comptable

Capacité agréée de base	Nombre d'équivalents temps plein			
	Par asbl	1 agrément	2 agréments	Plus de 2 agréments
De 15 à 29		1,3	1,4	1,5
De 30 à 39		1,8	2	2,2
De 40 à 59		2	2	2,4
De 60 à 89		2,4	2,6	3
De 90 à 139		3	3,2	3,4
De 140 à 199		4	4,2	4,4
De 200 à 299		5	5,2	5,4

Au sein de ces tableaux, il y a lieu de compter 3 places de prises en charge légères pour compter une unité de capacité agréée de base dans un centre d'hébergement et 2 places de prises en charge légères pour compter une unité de capacité agréée de base dans un centre de jour.

Vu pour être annexé à l'arrêté du 21 septembre 2006.

Par le Collège de la Commission communautaire française :

Le Président du Collège,  
B. CEREXHE

La Membre du Collège en charge de la Politique d'Aide aux Personnes handicapées,  
Mme E. HUYTEBROECK

Annexe 7 de l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française relatif à l'agrément et aux subventions des Centres de jour et des Centres d'hébergement

**GRILLE D'EVALUATION DES PERSONNES HANDICAPEES  
EN CENTRE DE JOUR ET EN CENTRE D'HEBERGEMENT  
PERMETTANT DE DETERMINER LEURS BESOINS SPECIFIQUES D'ENCADREMENT**

A. Habilités adaptatives sociales	20 points
B. Aspects psychologiques	10 points
C. Habilités cognitives et intellectuelles	20 points
D. Habilités motrices et psychomotrices	20 points
E. Vie quotidienne	30 points

*Total 100 points*

Norme besoins vitaux (NI BV) : oui/non

Norme individuelle motrice (NIM) : oui/non

Personne vieillissante : oui/non

Les items de chaque rubrique, les modalités d'évaluation et de pondération sont définis par le Membre du Collège chargé de la Politique des personnes handicapées, après avis de la Section « Personnes handicapées » du Conseil consultatif bruxellois francophone de l'aide aux personnes et de la santé.

Vu pour être annexé à l'arrêté du 21 septembre 2006.

Par le Collège de la Commission communautaire française :

Le Président du Collège,  
B. CEREXHE

La Membre du Collège en charge de la Politique d'Aide aux Personnes handicapées,  
Mme E. HUYTEBROECK

Annexe 8 de l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française relatif à l'agrément et aux subventions des Centres de jour et des Centres d'hébergement

MODELE DE CONVENTION PRIORITAIRE

Convention relative à l'octroi d'une subvention complémentaire justifiée par la prise en charge prioritaire d'une personne handicapée

Entre

La Commission communautaire française

Rue des Palais 42

1030 Bruxelles

représentée par .....  
ci-après dénommée la Commission,

et l'asbl « » pour le centre de jour ou le centre d'hébergement : « »  
sis à Bruxelles,

représenté par .....  
ci-après dénommé le centre;

Vu le chapitre V de l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 21 septembre 2006 relatif à l'agrément et aux subventions des centres de jour et des centres d'hébergement,

Il est convenu ce qui suit :

Art. 1<sup>er</sup>

La Commission accorde au centre à partir du ..... jusqu'au 31 décembre ....., une subvention complémentaire justifiée par la prise en charge prioritaire de la personne handicapée dont les coordonnées suivent

Nom

Adresse : ..... à ..... Bruxelles

N° SH

Elle prend automatiquement fin au départ de la personne handicapée.

Art. 2

Les dispositions des articles 17 à 20 et de la section 7 du chapitre 3 de l'arrêté du Collège du 21 septembre 2006 relatif à l'agrément et aux subventions des centres de jour et des centres d'hébergement s'appliquent à la personne handicapée visée à l'article 2.

Art. 3

Les dispositions des articles 21 à 31 relatifs aux normes architecturales de l'arrêté du Collège du 21 septembre 2006 relatif à l'agrément et aux subventions des centres de jour et des centres d'hébergement s'appliquent au centre.

Art. 4

La subvention s'élève à € ..... sur une base annuelle.

Elle est allouée dans le cadre de l'article budgétaire ..... du budget du Service bruxellois francophone des personnes handicapées pour l'année 20.....

Art. 5

La subvention visée à l'article 2 est liquidée par avances mensuelles au plus tard le dernier jour ouvrable du mois qui précède celui pour lequel elle est octroyée.

Art. 6

Elle est justifiée par des dépenses relatives aux frais généraux, aux frais liés à la personne handicapée et aux frais de personnel se rapportant à la prise en charge prioritaire de la personne handicapée visée à l'article 2.

Art. 7

Un dossier justificatif relatif à ces dépenses doit parvenir à l'administration au plus tard le 30 juin qui suit l'année civile pour laquelle la subvention est accordée. Il intègre la déduction des contributions financières perçues auprès de la personne handicapée visée à l'article 2.

Ce dossier justificatif comprend :

le compte de résultats accompagné du rapport du réviseur, le grand livre des charges et produits,

le(s) compte(s) individuel(s) des travailleurs affectés à cette prise en charge prioritaire.

Art. 8

Les dépenses admises au titre des frais généraux et des frais liés à la personne handicapée sont visées à l'annexe 2 de l'arrêté du Collège du 21 septembre 2006 relatif à l'agrément et aux subventions des centres de jour et des centres d'hébergement.

Les dépenses admises au titre des frais de personnel sont visées à l'article 55 de l'arrêté du Collège du 21 septembre 2006 relatif à l'agrément et aux subventions des centres de jour et des centres d'hébergement.

Art. 9

Si le contrôle du dossier justificatif laisse apparaître un montant justifié inférieur à la subvention octroyée, la différence sera récupérée selon les modalités définies par la Commission.

Fait à Bruxelles, le

Pour la commission communautaire française,

Pour le centre,

(signatures)

Vu pour être annexé à l'arrêté du 21 septembre 2006.

Par le Collège de la Commission communautaire française :

Le Président du Collège,

B. CEREXHE

La Membre du Collège en charge de la Politique d'Aide aux Personnes handicapées,

Mme E. HUYTEBROECK

**Annexe 9 de l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française relatif à l'agrément et aux subventions des centres de jour et des centres d'hébergement**

**Normes d'encadrement transitoires du 01er janvier 2007 au 31 décembre 2007 pour le personnel de l'équipe psychologique, éducative, paramédicale et sociale, pour le personnel de l'équipe technique et pour le personnel médical**

Adultes / Enfants		CENTRES	Personnel technique	Personnel médical	Equipe
	1010	Aubier(CJ)	3,0438	0,3348	14,8563
	1020	Bastide(CJ)	0,5620	0,0423	3,1563
	1030	Braise(CJ)	3,3424	0,3095	13,7100
	1040	Esp et Joie(CJ)	2,8060	0,2756	12,0875
	1050	Facere(CJ)	2,4358	0,2659	15,3500
	1060	Famille(CJ)	1,5163	0,1275	6,5860
	1070	Farra Derby(CJ)	1,2621	0,1495	6,2125
	1080	Farra Forêt(CJ)	1,4980	0,1235	5,5250
	1090	Forestière(CJ)	4,0745	0,2293	15,6040
	1100	Fougères(CJ)	0,8644	0,0878	4,8375
	1110	F Aurore(CJ)	1,3089	0,1159	6,4281
	1120	Grain(CJ)	1,8720	0,1040	7,1450
	1130	M du Trop(CJ)	0,7266	0,0527	3,9396
	1140	Platanes(CJ)	9,3327	0,4899	36,1013
	1150	Pré-texte(CJ)	1,9085	0,1119	7,2000
	1160	Rés Forêt(CJ)	0,8761	0,0659	4,7067
	1170	Sésame(CJ)	1,8563	0,0880	7,0254
	1180	V Richesses(CJ)	1,4600	0,0650	5,3772

	4015	Grandir(CJ)	1,5450	0,1463	10,6020
	4020	Creb Eveil(CJ)	4,9259	0,5363	38,8740
	4030	Creb sol(CJ)	3,7080	0,3510	25,4448

	2010	Aubier(CH)	5,1848	0,0000	16,3283
	2020	Bastide(CH)	3,3800	0,0293	9,9883
	2030	B de Sap(CH)	2,4750	0,0000	9,4199
	2040	Esp et Joie(CH)	3,0760	0,0000	10,2520
	2050	Facere(CH)	5,3487	0,0033	19,1727
	2060	F Derby(CH)	3,1060	0,0033	11,1460
	2070	Fougères(CH)	2,5157	0,0000	9,6047
	2080	F Aurore(CH)	3,7860	0,0065	12,2260
	2090	Freesias(CH)	2,3550	0,0000	8,5835
	2100	Hadep(CH)	4,2320	0,0449	13,2434
	2110	Hama 1(CH)	3,3200	0,0585	11,1971
	2120	Hama 2(CH)	3,3500	0,0358	11,4540
	2130	Hama 3(CH)	3,0480	0,0163	9,7400
	2140	H P Jurdant(CH)	3,3200	0,0293	10,6580
	2150	M du Trop(CH)	3,0266	0,0163	9,0466
	2160	Rés Forêt(CH)	2,4580	0,0000	9,1340
	2170	Les Bolets	1,5700	0,0293	8,0000

	3010	Cailloux(CH)	4,7100	0,0845	16,3147
	3020	C A Fraiteur(CH)	2,9020	0,0000	10,0004
	3030	CETD(CH)	7,3786	0,0000	24,7947
	3040	Chap Bourg(CH)	6,3766	0,1268	23,9313
	3050	C Joyeuse(CH)	15,9984	0,1430	50,5921
	3060	Clé(CH)	3,3800	0,0163	11,7083
	3070	Creb ois bl(CH)	5,0490	0,0000	21,0495
	3080	Inst Decroly(CH)	8,0532	0,0130	25,6026
	3090	Irsa(CH)	13,9974	0,0195	42,2082
	3100	Nid M Briard(CH)	4,1740	0,0845	14,1593
	3110	Passerelle(CH)	2,4300	0,0358	10,0536
	3120	W Memorial(CH)	1,6600	0,0033	8,7670
	3130	Wégélias(CH)	1,8065	0,0000	8,1707
	3040	Chap Bourg(CH)	1,0680	0,0195	5,0940

Vu pour être annexé à l'arrêté du 21 septembre 2006.

Par le Collège de la Commission communautaire française :

Le Président du Collège,  
B. CEREXHE

La Membre du Collège en charge de la Politique d'Aide aux Personnes handicapées,  
Mme E. HUYTEBROECK

## VERTALING

FRANSE GEMEENSCHAPSCOMMISSIE  
VAN HET BRUSSELS-HOOFDSTEDELIJK GEWEST

N. 2006 — 4584

[C — 2006/31523]

**21 SEPTEMBER 2006. — Besluit 2006/554 van het College van de Franse Gemeenschapscommissie betreffende de erkenning van en de subsidies aan dagcentra en verblijfscentra voor gehandicapte personen**

Het College,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, inzonderheid op artikel 83, § 3, gewijzigd door de bijzondere wet van 16 juli 1993;

Gelet op het decreet II van de Franse Gemeenschap van 19 juli 1993 tot toekenning van de uitvoering van sommige bevoegdheden van de Franse Gemeenschap aan het Waals Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie, inzonderheid artikel 4, 1°;

Gelet op het decreet III van de Franse Gemeenschapscommissie van 22 juli 1993 tot toekenning van de uitvoering van sommige bevoegdheden van de Franse Gemeenschap aan het Waals Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie, inzonderheid artikel 4, 1°;

Gelet op het decreet van de Franse Gemeenschapscommissie van 4 maart 1999 betreffende de sociale integratie van gehandicapte personen en hun inschakeling in het arbeidsproces, zoals gewijzigd, inzonderheid artikelen 36, 37, 38, 64 en 70;

Gelet op het advies van de afdeling « Gehandicapte personen » van de Brusselse Franstalige Adviesraad voor Bijstand aan Personen en Gezondheid (Conseil consultatif bruxellois francophone de l'Aide aux personnes et de la Santé), gegeven op 8 juni 2006;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 3 juli 2006;

Gelet op het akkoord van het lid van het College belast met de begroting, gegeven op 13 juli 2006;

Gelet op het advies nr. 40.916/2/V van de Raad van State, gegeven op 10 augustus 2006, in toepassing van artikel 84, lid 1, 1° van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op voordracht van het lid van het College belast met het gehandicaptenbeleid,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — *Algemene bepalingen*

**Artikel 1.** Dit besluit regelt een aangelegenheid bedoeld in artikel 128 van de Grondwet krachtens artikelen 138 en 178 van de Grondwet.

*Afdeling 1. — Definities*

**Art. 2.** Voor de toepassing van dit besluit moet worden verstaan onder :

« decreet » : het decreet van de Franse Gemeenschapscommissie van 4 maart 1999 betreffende de sociale integratie van gehandicapte personen en hun inschakeling in het arbeidsproces, zoals gewijzigd;

« centrum » : dagcentrum of verblijfscentrum;

« Administratie » : de Brusselse Franstalige dienst voor gehandicapte personen (Service bruxellois francophone des Personnes handicapées), opgericht bij decreet van de Franse Gemeenschapscommissie van 18 december 1998;

« multidisciplinair team » : het orgaan ingesteld door artikel 10 van het decreet;

« lid van het College » : het lid van het College van de Franse Gemeenschapscommissie belast met het gehandicaptenbeleid;

- « VTE » : voltijds equivalent zoals bepaald in artikel 32, § 1 van dit besluit;

- « besluit van het College van 18 oktober 2001 » : het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 18 oktober 2001 betreffende de toepassing van het decreet van de Franse Gemeenschapscommissie van 12 juli 2001 tot wijziging van diverse wetten betreffende de subsidies toegekend in de gezondheids- en de welzijnssector en betreffende de wijziging van diverse toepassingsbesluiten betreffende de welzijns-, de gezondheids- en de gehandicaptensector en de sector van de socio-professionele inschakeling.

**Art. 3.** § 1. Een dagcentrum wordt opgericht overeenkomstig de bepalingen van artikel 60 van het decreet om de onder artikel 61 van het decreet omschreven opdrachten te vervullen. Het is bestemd voor hetzij volwassenen, hetzij niet-schoolgaande kinderen.

Het dagcentrum belast zich het hele jaar met de zorg voor de opgevangen gehandicapte personen. Het centrum is minstens acht uur per dag open en verstrekt minstens zes uur educatieve en re-educatieve activiteiten voor de opgevangen personen, het middageten inclusief. Het centrum is tijdens het weekend en op feestdagen gesloten, behoudens uitzonderingen bepaald in het collectief project zoals bedoeld in artikel 5, punt 10 van dit besluit.

§ 2. Een verblijfscentrum wordt opgericht overeenkomstig de bepalingen van artikel 65 van het decreet om de onder artikelen 66 en 67 van het decreet omschreven opdrachten te vervullen.

Het verblijfscentrum belast zich het hele jaar met de zorg van de gehandicapte personen die er verblijven. Het centrum belast zich eveneens met :

1. het verstrekken van een maaltijd 's morgens en 's avonds;

2. het verstrekken van een maaltijd 's middags voor de personen die in het centrum verblijven en er ook overdag aanwezig zijn;

3. in voorkomend geval het onderhoud van de kleding overeenkomstig de door het lid van het College goedgekeurde bepalingen;

4. het verstrekken en het onderhoud van het linnengoed.

Uitgezonderd tijdens het weekend en op feestdagen, belast het verblijfscentrum zich minstens tijdens de werkdagen met deze opdracht en dit vanaf uiterlijk 17 tot minstens 9 uur 's morgens. Bovendien kan het in artikel 5, punt 10 van dit besluit bedoelde collectief project sluitingsperiodes bepalen, voor zover het verblijfscentrum een andere oplossing biedt voor de gehuisveste personen die erom verzoeken.

§ 3. De erkende basiscapaciteit van een dagcentrum is het wekelijks gemiddeld maximaal aantal gehandicapte personen dat het centrum mag opvangen.

De erkende basiscapaciteit van een verblijfscentrum is het maximaal aantal gehandicapte personen dat het centrum gelijktijdig mag herbergen.

Niettemin kan de erkende basiscapaciteit van het centrum met maximaal 10 % worden overschreden mits inachtneming van de bepalingen van artikelen 21 tot 31 van dit besluit.

§ 4. Buiten de erkende basiscapaciteit kan een centrum verzoeken om een bepaald aantal plaatsen te reserveren voor de opvang of het verblijf van gehandicapte personen voor een korte verblijfsopvang of respijtopvang mits inachtneming van de bepalingen van artikelen 21 tot 31 van dit besluit.

Overeenkomstig artikel 67 paragraaf 3 van het decreet moet het centrum een voorstel opstellen en aan het advies van de Adviesraad voorleggen.

Een korte verblijfsopvang of respijtopvang beoogt het tijdelijk verblijf of opvang van een gehandicapte persoon voor een maximale periode van 90 nachten of 90 dagen per kalenderjaar gespreid over één of meerdere periodes.

§ 5. De maximumcapaciteit van een centrum is de vastgestelde maximumcapaciteit met uitsluitende inachtneming van de architecturale normen bedoeld in artikelen 21 tot 31 van dit besluit, en op basis van het verslag van de gewestelijke brandweerdienst bedoeld in artikel 6 punt 8 van dit besluit, dat inzonderheid beoogt de maximumcapaciteit vast te stellen die het gebouw waar het centrum gevestigd is kan opvangen of herbergen.

§ 6. Binnen zijn erkende basiscapaciteit kan een verblijfscentrum verzoeken om een gedeelte van zijn capaciteit te reserveren voor het verblijf van gehandicapte personen waarvoor een crisisopvang vereist is.

Overeenkomstig artikel 67 paragraaf 3 van het decreet moet het centrum een voorstel opstellen en aan het advies van de Adviesraad voorleggen.

De crisisopvang wordt genoodzaakt door een verslechtering van een hoofd- of geassocieerde deficiëntie van een gehandicapte persoon die rechtstreeks met de psychosociale toestand of de gezondheidstoestand van deze persoon verband houdt.

§ 7. Binnen zijn erkende basiscapaciteit kan een dagcentrum voor volwassenen verzoeken om een gedeelte van zijn capaciteit te reserveren voor gehandicapte personen die een lichte opvang vereisen, te weten een opvang die een optimale autonomie en integratie van de gehandicapte persoon beoogt. Deze opvang zet hoofdzakelijk sociale netwerken en bestaande diensten in die zich niet specifiek op gehandicapte personen toespitsen.

§ 8. Binnen zijn erkende basiscapaciteit kan een dagcentrum voor volwassenen verzoeken om een gedeelte van zijn capaciteit te reserveren voor gehandicapte personen die een lichte opvang vereisen. Hieronder wordt verstaan een opvang die een optimale autonomie en integratie van de gehandicapte persoon beoogt waarbij deze laatste met behulp van een psychosociale en educatieve begeleiding toegespitst op sociale integratie en « leren », zijn dagelijks leven en zijn vrije tijd zelf moet leren beheren. Deze lichtere opvang wordt binnen « autonome leefruimten » verleend en zet hoofdzakelijk sociale netwerken en bestaande diensten in die zich niet specifiek op gehandicapte personen toespitsen.

Een autonome leefruimte is een huis, een appartement of een gemeenschappelijke woning waarvan het centrum de eigenaar of huurder is en waar 1 tot 6 gehandicapte personen van minstens 16 jaar in een aangepast kader een autonoom levensproject ontwikkelen.

§ 9. Mits het akkoord van de Administratie en met inachtneming van de architecturale normen bedoeld in artikelen 21 tot 31 van dit besluit, kan het multidisciplinair team de opvang in een dagcentrum toestaan, buiten de erkende basiscapaciteit maar binnen de maximale opvangcapaciteit, van een gehandicapte persoon die in een verblijfscentrum verblijft waarmee het dagcentrum de infrastructuur deelt.

Deze maatregel is gerechtvaardigd door de wijziging van de dagactiviteit van de gehandicapte persoon.

Het akkoord betreft uitsluitend de voornoemde persoon die prioriteit krijgt indien binnen de erkende capaciteit van het dagcentrum een plaats vrijkomt.

§ 10. Onder opgevangen of gehuisveste gehandicapte personen moet worden verstaan de gehandicapte persoon die door een dagcentrum of een verblijfscentrum wordt opgevangen op basis van een gunstige beslissing tot tussenkomst vanwege het multidisciplinair team en met inachtneming van de bepalingen van deze beslissing.

De volgende afwezigheidsperiodes zijn met een opvang gelijkgesteld :

elke afwezigheid van maximaal 6 opeenvolgende weken waarvoor een afwezigheidsattest in het persoonlijk dossier wordt bewaard;

elke afwezigheid van meer dan 6 opeenvolgende weken waarvoor bovendien een afwezigheidsattest door het centrum aan de Administratie wordt overgemaakt;

elke afwezigheid van meer dan 3 opeenvolgende maanden waarvoor een medisch of een hospitalisatieverslag door het centrum aan de Administratie wordt overgemaakt en voor zover het multidisciplinair team de continuïteit van de tussenkomst ten gunste van de opgevangen of gehuisveste gehandicapte persoon heeft bevestigd.

**Art. 4. § 1.** De som van de erkende basiscapaciteiten van de dagcentra vastgesteld per 1 januari 2004, vertegenwoordigt de totaal maximale erkende basiscapaciteit en vertegenwoordigt eveneens de capaciteiten toegekend per principebeslissing die betrekking hebben op de aankoop, de bouw en de inrichting van gebouwen.

§ 2. De som van de erkende basiscapaciteiten van de verblijfscentra vastgesteld per 1 januari 2004, vertegenwoordigt de totaal maximale erkende basiscapaciteit en vertegenwoordigt eveneens de capaciteiten toegekend per principebeslissing die betrekking hebben op de aankoop, de bouw en de inrichting van gebouwen.

§ 3. Elke wijziging van de maximale erkende basiscapaciteiten is het voorwerp van een beslissing van het College op advies van de afdeling « Gehandicapte personen » van de Adviesraad.

In afwijking, wanneer overeenkomstig artikel 12, paragraaf 2 van dit besluit een centrum een gedeelte van zijn oorspronkelijk erkende basiscapaciteit omzet in de som van lichte opvang en gewone opvang, dan corrigeert zijn nieuwe basiscapaciteit automatisch de totaal maximale erkende basiscapaciteit.

## HOOFDSTUK II. — *Erkenning*

### *Afdeling 1. — De voorwaarden en de procedure*

**Art. 5.** Om erkend te worden moet een dagcentrum of een verblijfscentrum aan de volgende voorwaarden voldoen :

1. de zetel van zijn activiteiten op het grondgebied van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest vestigen;

2. zich richten naar de toepasselijke wettelijke en reglementaire bepalingen;
3. zich ertoe verplichten de opname in het centrum niet afhankelijk te maken van een tegenprestatie in contanten of in natura vanwege de gehandicapte persoon, zijn wettelijke vertegenwoordiger of zijn familie;
4. beschikken over lokalen die voldoen aan de architecturale normen bepaald in artikelen 21 tot 31 van dit besluit, en de toegang tot de gebouwen waarborgen rekening houdend met de opgevangen of gehuisveste personen;
5. voldoen aan de begeleidingsnormen bepaald in deel 3 van dit hoofdstuk;
6. de opvang of het verblijf waarborgen van minstens 15 gehandicapte personen in voltijds equivalent per erkend centrum. Indien dezelfde vzw twee centra telt wordt het minimumaantal gehandicapte personen in voltijds equivalent op 20 vastgesteld. In dergelijk geval mag de minimumcapaciteit van elk centra niet minder dan 10 bedragen;
7. een Raad van gebruikers oprichten zoals bepaald in artikel 17 van dit besluit;
8. voor elke opgevangen of gehuisveste gehandicapte persoon een persoonlijk dossier samenstellen zoals bepaald in artikel 20 van dit besluit;
9. met elke opgevangen of gehuisveste gehandicapte persoon een gepersonaliseerde prestatieovereenkomst sluiten overeenkomstig de bepalingen van artikel 19 van dit besluit;
10. in overleg met het plaatselijk personeel een collectief project opstellen waarvan het ontwerp op bijlage I van dit besluit steunt en het model opneemt van de gepersonaliseerde prestatieovereenkomst overeenkomstig de bepalingen van artikel 19 van dit besluit.

Telkens wanneer nodig zal het collectief project de specifieke bepalingen onderscheiden met betrekking tot de plaatsen gereserveerd voor de korte verblijfsopvang en resp topvang evenals voor de lichte opvang en crisisopvang;

11. binnen de beperkingen van artikel 67, lid 2 van het decreet de psychologische, educatieve, re-educatieve en sociale begeleiding in een multidisciplinaire geest waarborgen die rekening houdt met het collectief project;

12. een huishoudelijk reglement opstellen overeenkomstig de bepalingen van artikel 18 van dit besluit. De Raad van gebruikers moet over dit huishoudelijk reglement evenals over elke wijziging ervan een advies uitbrengen;

13. de berichten van opname en ontslag van de opgevangen en gehuisveste gehandicapte personen binnen 5 dagen volgens het door de Administratie bepaald model aan de Administratie overmaken en haar in kennis stellen van de binnen een gekende termijn voorziene ontslagen;

14. een aanwezigheidsregister van de opgevangen en gehuisveste gehandicapte personen volgens het door de Administratie bepaald model ter beschikking van de Administratie houden;

15. zorgen voor de voortgezette opleiding van het personeel in functie van zijn activiteiten;

16. de Administratie jaarlijks op 30 juni van het volgend jaar een activiteitenverslag overmaken betreffende :

- de statistische elementen betreffende de opgevangen of gehuisveste gehandicapte personen op basis van de door de Administratie bepaalde parameters;

- de tenuitvoerlegging van het collectief project en van de activiteiten;

- de verwezenlijkingen op niveau van de sociale integratie en inschakeling in het arbeidsproces van de opgevangen en gehuisveste gehandicapte personen;

- de evaluatie van de samenwerkingsovereenkomsten bepaald in artikel 6 punt 16 van dit besluit;

- de voortgezette opleidingen van het personeel

- de adviezen van de Raad van de gebruikers bepaald in dit artikel;

17. zich onderwerpen aan de door de Administratie gecoördineerde evaluaties, inspecties en controles en haar elk bewijsdocument overmaken vereist voor de uitoefening van haar controle;

18. per kalenderjaar een boekhouding bijhouden volgens het door de Administratie bepaald model zoals bepaald in artikel 16 van dit besluit;

19. de Administratie binnen vijftien dagen in kennis stellen van elke wijziging betreffende de erkennings- en subsidievoorwaarden van het centrum, inzonderheid van elke wijziging met betrekking tot het personeel.

Voor elk tijdens de erkenningsperiode geworven personeelslid maakt het centrum aan de Administratie een kopie van zijn arbeidsovereenkomst over en enig bewijsdocument waaruit blijkt dat het personeelslid qua functie en anciënniteit aan de reglementaire voorwaarden voldoet. Vóór de indienstneming moet het centrum een bewijs van goed zedelijk gedrag eisen waarvan de datum van afgifte in verhouding tot de datum van indiensttreding niet ouder dan drie maanden mag zijn. Dit document wordt in het persoonlijk dossier van elk personeelslid bewaard.

**Art. 6.** De aanvraag tot erkenning van een centrum moet per aangetekende brief aan de Administratie worden gezonden volgens het hiertoe door haar opgesteld model. De erkenning als dagcentrum of als verblijfscentrum worden apart aangevraagd. De administratie bevestigt de ontvangst van de aanvraag binnen tien dagen.

De aanvraag moet de volgende documenten en inlichtingen bevatten :

1. een kopie van de statuten van de vzw zoals in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt samen met hun eventuele wijzigingen, evenals de lijst van de leden van de Raad van bestuur;

2. de naam van het centrum, het adres van zijn maatschappelijke zetel en van zijn activiteitenzetels;

3. de specificiteiten en leeftijds categorieën van de personen, de opvang- of verblijfs capaciteiten zoals bedoeld in artikel 10 van dit besluit, waarvoor het centrum een erkenning aanvraagt;

4. de beschrijving van de huidige of geplande activiteiten, het collectief project en de begindatum van de aangevraagde erkenning;

5. het model van de gepersonaliseerde prestatieovereenkomst;

6. de naam van de verantwoordelijke belast met het dagelijks beheer en door de inrichtende macht gemachtigd om het centrum te vertegenwoordigen;

7. een kopie van de plannen van de verschillende bezette verdiepingen van de gebouwen met vermelding van de bestemming en van de netto-oppervlakte van de lokalen; deze plannen zijn door een architect of een landmeter-expert opgemaakt;

8. het verslag van de gewestelijke brandweerdienst dat minder dan drie jaar oud is en dat zowel met de aangevraagde erkende capaciteit als met de aangevraagde maximale opvang- of verblijfs capaciteit rekening houdt;

9. de personeelslijst van het centrum met voor elk personeelslid zijn kwalificatie, zijn functie, en zijn wekelijks prestatievolume, of bij ontstentenis het personeelswervingsplan;
10. voor elk personeelslid een kopie van zijn arbeidsovereenkomst en elk bewijsdocument waaruit blijkt dat het personeelslid qua functie en anciënniteit aan de reglementaire voorwaarden voldoet;
11. een kopie van het verzekeringscontract en de aansprakelijkheidsverzekering voor deze personeelsleden, met inbegrip van de vrijwilligers, evenals voor de opgevangen of gehuisveste gehandicapte personen;
12. de lijst van de opgevangen of gehuisveste gehandicapte personen en van de kandidaturen, met vermelding van hun aantal en leeftijd;
13. de lijst van de specifieke voorzieningen;
14. het arbeidsreglement;
15. het huishoudelijk reglement;
16. de overeenkomsten met derden voor de uitvoering van het collectief project.

**Art. 7.** Indien de aanvraag van het centrum niet volledig is, brengt de Administratie het centrum hiervan op de hoogte dat over een termijn van drie maanden beschikt om zijn aanvraag te vervolledigen. Bij ontstentenis wordt de aanvraag van nul en gener waarde beschouwd.

**Art. 8.** Wanneer de aanvraag volledig is, onderzoekt de Administratie de aanvraag tot erkenning en organiseert een inspectie om te controleren of het centrum aan de erkenningsvoorwaarden voldoet.

De Administratie maakt de aanvraag met een voorstel tot erkenning aan het lid van het College over. Het lid van het College legt het voorstel aan de afdeling « Gehandicapte personen » van de Adviesraad voor. Hij vermeldt de termijn die voor het advies is voorzien.

Binnen dertig dagen na het uitbrengen van het advies, maakt de Administratie dit advies samen met een voorstel van beslissing aan het lid van het College over.

Het College neemt een beslissing die de Administratie aan de aanvrager betekent.

**Art. 9.** Het College kent de erkenning voor een periode van vijf jaar toe. De datum van inwerkingtreding van de erkenning kan niet vroeger zijn dan de datum van ontvangst van de aanvraag.

Deze periode is verlengbaar overeenkomstig de bepalingen van artikel 11 van dit besluit.

In afwijking kan het College uitzonderlijk een erkenning voor een kortere periode toekennen wanneer het wenst dat de naleving van de erkenningsvoorwaarden door de Administratie binnen een kortere termijn wordt gecontroleerd.

**Art. 10.** § 1. De beslissing tot erkenning van een centrum vermeldt de specificiteiten van de opgevangen of gehuisveste personen, hun leeftijd, de erkende basiscapaciteit, de maximumcapaciteit van het centrum zoals bepaald in artikel 3, paragraaf 5 van dit besluit, en in voorkomend geval :

het gedeelte van de erkende basiscapaciteit gereserveerd voor lichte opvang,

het gedeelte van de erkende basiscapaciteit van een verblijfscentrum gereserveerd voor het verblijf van personen in crisissituatie of voor de opvang overdag van ouder wordende personen,

het aantal opvang- of verblijfsplaatsen buiten de erkende basiscapaciteit gereserveerd voor de korte verblijfsopvang of respijtopvang, met verwijzing naar het collectief project

§ 2. In voorkomend geval kent de beslissing tot erkenning van een centrum dat voor een eerste maal wordt erkend, verschillende intermediaire erkende basiscapaciteiten toe om het centrum toe te laten de opvang van de opgevangen of gehuisveste gehandicapte personen geleidelijk aan te organiseren.

§ 3. Indien het semestrieel gemiddelde vastgesteld van januari tot juni en van september tot december, uitgedrukt in voltijds equivalenten van het aantal opgevangen of gehuisveste personen, buiten de erkende capaciteit gereserveerd voor het verblijf in crisisopvang, korte verblijfsopvang of respijtopvang, twee eenheden minder bedraagt dan de erkende basiscapaciteit voor een centrum waarvan de erkende basiscapaciteit 50 eenheden niet overschrijdt, of vier eenheden wanneer deze erkende basiscapaciteit wordt overschreden, kan het College, op voorstel van de Administratie, de erkende capaciteit verminderen.

Indien tijdens een jaar de gemiddelde jaarlijkse bezettingsgraad van de plaatsen voor korte verblijfsopvang of respijtopvang lager ligt dan 60 %, dan kan het College, op voorstel van de Administratie, dit aantal plaatsen verminderen.

**Art. 11.** De aanvraag tot verlenging van de erkenning van een centrum wordt minstens zes maanden vóór het verstrijken van de geldigheidsperiode van de vorige beslissing tot erkenning bij de Administratie ingediend.

Het centrum blijft erkend zolang het College niet over de verlenging heeft beslist.

De documenten die bij de oorspronkelijke aanvraag werden gevoegd, moeten niet bij de verlengingsaanvraag worden gevoegd voor zover zij nog steeds conform de oorspronkelijke situatie zijn.

De Administratie onderzoekt de aanvraag tot verlenging van de erkenning en organiseert een inspectie om te controleren of het centrum nog steeds aan de erkenningsvoorwaarden voldoet.



**Art. 12.** § 1. De aanvraag tot wijziging van de erkenning van een centrum wordt bij de Administratie ingediend. Deze aanvraag vermeldt en motiveert het voorwerp van de wijziging. De Administratie licht het centrum in over de elementen die vereist zijn voor het onderzoek van de aanvraag. De aanvraag wordt onderzocht volgens de regels die op de aanvraag tot erkenning van toepassing zijn.

2. Wanneer de wijziging van de bestaande erkende opvangcapaciteiten binnen een centrum capaciteit schept voor lichte opvang zoals bepaald in artikel 3, paragraaf 7 van dit besluit, dan kan deze wijziging van de opvangcapaciteiten geen globale verhoging tot gevolg hebben van de toegekende subsidie voor de som van alle opvangcapaciteiten van het centrum.

De procedure voor de aanvraag, het onderzoek en de beslissing van dergelijke wijziging van de opvangcapaciteiten is dezelfde als de procedure voor de wijziging van de erkenning van een centrum zoals bepaald in paragraaf 1 van dit artikel.

**Art. 13.** Het centrum dat niet langer aan de erkenningsvoorwaarden voldoet wordt hiervan door de Administratie in kennis gesteld die het centrum verzoekt zich in orde te stellen.

**Art. 14.** Wanneer het centrum binnen een termijn van twee maanden nog steeds niet aan deze voorwaarde voldoet, zendt de Administratie het centrum, per aangetekende brief, een met redenen omklede ingebrekestelling.

Indien de Administratie na een termijn van een maand vaststelt dat het centrum nog steeds niet aan de erkenningsvoorwaarden voldoet, maakt zij aan het lid van het College een voorstel over tot instelling van de procedure voor de opschorting of intrekking van de erkenning. Dit voorstel houdt rekening met de situatie van het personeel en van de gehandicapte personen.

Indien het lid van het College dit voorstel goedkeurt, stelt de Administratie het centrum hiervan per aangetekende brief in kennis en licht de Raad van de gebruikers in. Het centrum beschikt over dertig dagen om een memorie in te dienen en, op eigen verzoek, door de Administratie te worden gehoord die de dag en het uur van de hoorzitting bepaalt.

Binnen dertig dagen na de hoorzitting maakt de Administratie een voorstel voor het behoud, de opschorting of de intrekking van de erkenning aan de afdeling « Gehandicapte personen » van de Adviesraad over die binnen drie maanden na de aanhangigmaking zijn advies uitbrengt.

Binnen dertig dagen na het advies van de afdeling « Gehandicapte personen » van de Adviesraad, maakt de Administratie dit voorstel samen met dit advies aan het lid van het College over. Het College neemt een beslissing binnen twee maanden na ontvangst van dit advies.

Het centrum wordt door de Administratie per aangetekende brief van de beslissing van het College in kennis gesteld.

**Art. 15.** De beslissing tot opschorting of intrekking van de erkenning heeft de stopzetting van de subsidies aan het centrum op de door het College vastgestelde datum tot gevolg. Ingeval van intrekking van de erkenning wordt bovendien overgegaan tot de terugvordering van het nietafgeschreven gedeelte van de eventueel toegekende infrastructuursubsidies.

De Administratie deelt de beslissing tot intrekking van de erkenning onmiddellijk aan het personeel van het centrum en aan hun vakbondsafgevaardigden mee.

Het centrum deelt de beslissing tot intrekking van de erkenning onmiddellijk aan de opgevangen of gehuisveste gehandicapte personen of aan hun wettelijke vertegenwoordigers mee. Ingeval het centrum nalaat dit te doen neemt de Administratie deze verplichting op zich.

**Art. 16.** Elk erkend centrum moet zijn boekhouding voeren overeenkomstig de door het College aangenomen rekeningstelsels, rekeningen en balansen.

Het boekjaar stemt overeen met het kalenderjaar. Een analytische boekhouding per erkenning en de balans van de vzw worden samen met de verslagen van een bedrijfsrevisor, uiterlijk op 30 juni van het jaar dat op het boekjaar volgt, aan de Administratie overgemaakt.

**Art. 17.** De Raad van gebruikers van een centrum is samengesteld uit de opgevangen of gehuisveste gehandicapte personen of, bij ontstentenis, uit hun wettelijke vertegenwoordigers. Elke gehandicapte persoon kan zich door een vertrouwenspersoon van zijn keuze laten vergezellen. Een afgevaardigde van de directie en een personeelslid wonen de Raad van gebruikers bij. Dit personeelslid verzorgt het secretariaat ervan. De directeur van het centrum zorgt voor de regelmatige werking van de Raad van gebruikers en dit minstens tweemaal per jaar.

De opdracht van de Raad van gebruikers bestaat erin alle voorstellen te formuleren betreffende de levenskwaliteit en de praktische organisatie van, afhankelijk van het centrum, de opvang of het verblijf van de gehandicapte personen. In dit opzicht versprekt de directeur van het centrum de Raad van gebruikers alle nuttige informatie voor de uitvoering zijn opdracht.

De Raad bepaalt zijn manier van werken en kiest een voorzitter onder zijn leden. De notulen van de vergaderingen worden in een hiertoe bestemd register opgenomen dat voor alle leden van de Raad van gebruikers, voor de personeelsleden van het centrum en voor de afgevaardigden van de Administratie toegankelijk is.

**Art. 18.** Het huishoudelijk reglement bepaalt de respectieve rechten en verplichtingen van de gehandicapte persoon en van het centrum.

Het vermeldt :

1. de rechten en verplichtingen van de gehandicapte persoon;
2. de rechten en verplichtingen van het centrum;
3. de verbintenis van het centrum, met inachtneming van het collectief project, van het persoonlijk project van de persoon en van de rechterlijke beslissingen, de gehandicapte persoon de vrijheid te laten om deeltijds in het dagcentrum en, naar eigen keuze, tijdens het weekend en de vakantieperiodes in het verblijfscentrum te verblijven;
4. de verbintenis van het centrum aan de persoonlijke vragen voor informatie vanwege de gehandicapte persoon of vanwege zijn wettelijke vertegenwoordigers tegemoet te komen;
5. de beschrijving van het centrum en van zijn werking;
6. het bestaan van de Raad van gebruikers, de naam van zijn voorzitter en zijn contactgegevens;
7. de maatregelen die worden getroffen indien een gehandicapte persoon de leef- en werkingsregels overtreedt;
8. de modaliteiten voor het indienen van bezwaren en de wijze waarop deze worden behandeld;
9. uitgezonderd in geval van overmacht, de verplichting van voorafgaand overleg tussen het centrum en de gehandicapte persoon of zijn wettelijke vertegenwoordiger betreffende de beëindiging van de opvangovereenkomst wanneer deze beëindiging vóór de afloop van de oorspronkelijk in de overeenkomst bepaalde termijn voorzien is;
10. het bestaan van de mogelijkheid van bemiddeling door de Administratie ingeval van een blijvende onenigheid tussen de partijen die de uitvoering van de gepersonaliseerde overeenkomst niet langer toelaat;
11. de namen van de directeur of onderdirecteur en van de voorzitter van de Raad van bestuur, evenals de maatschappelijke zetel van de vzw;
12. de gegevens van de Administratie.

**Art. 19.** De tussen het centrum en de gehandicapte persoon ondertekende gepersonaliseerde overeenkomst bevat minstens de volgende bepalingen :

1. de identiteit van de partijen; in voorkomend geval wordt de identiteit van de gehandicapte persoon vergezeld van die van zijn wettelijke vertegenwoordiger;
2. de datum van opvang, de duur van de overeenkomst en, in voorkomend geval, de deeltijdse opvangfrequentie. Ingeval van een korte verblijfsopvang of respijtopvang zal de tussen de partijen ondertekende overeenkomst geleidelijk aan worden aangevuld met vermelding van de opvangperiodes tijdens het jaar;
3. het zorgplan dat onder meer de modaliteiten voor de jaarlijkse evaluatie bevat, de doelstellingen en de aangewende middelen om ze te bereiken;
4. het bedrag van de financiële bijdrage bedoeld in hoofdstuk 3, deel 7 van dit besluit evenals, in voorkomend geval, het minimumbedrag dat ter beschikking van de volwassen gehandicapte persoon moet worden gesteld;
5. de identiteit van de natuurlijke of rechtspersoon die verantwoordelijk is voor de betaling;
6. de identificatie van de gevraagde supplementen krachtens artikelen 65 en 66 van dit besluit en de modaliteiten voor het bepalen van deze supplementen;
7. het soort oplossing voor de opvang of het verblijf tijdens de sluitingsperiodes van het centrum zoals bepaald in het collectief project;
8. de wijze en de periodiciteit op basis waarvan deze overeenkomst wordt geëvalueerd en kan worden gewijzigd of aangevuld;
9. de maatregelen die wegens het verloop van de lichamelijke of geestelijke toestand van de gehandicapte persoon moeten worden genomen, uitgezonderd in geval van overmacht of uiterste spoed, in welk geval het overleg binnen drie werkdagen na het nemen van deze maatregelen moet plaatsvinden;
10. de modaliteiten voor de beëindiging van de overeenkomst door elk van de partijen zoals bepaald in artikel 18, punt 9 van dit besluit;
11. de modaliteiten voor de heroriëntatie van de gehandicapte persoon in geval van beëindiging van de overeenkomst;
12. in geval van een lichte opvang in een autonome leefruimte of van een korte verblijfsopvang of respijtopvang, deze specifieke opvangmodaliteit en de dienstelementen die aan deze bijzondere opvang verbonden zijn, toegekend aan de gehandicapte persoon in afwijking van de bepalingen van artikel 3, paragraaf 2 van dit besluit

Ingeval van een korte verblijfsopvang of respijtopvang moeten de punten 3, 7, 8, 9 en 11 niet worden ingevoegd.

Elke partij ontvangt een exemplaar van de overeenkomst waarbij een exemplaar van het collectief project en het huishoudelijk reglement worden gevoegd.

**Art. 20.** Binnen het centrum bevat het persoonlijk dossier van de gehandicapte persoon :

1. een medisch luik,
2. een psychologisch luik,
3. een sociaal-educatief luik :

a) de anamnese

b) de behoefteanalyse

c) het zorgplan dat onder meer de jaarlijkse evaluaties bevat, de doelstellingen en de aangewende middelen om ze te bereiken.

4. de gepersonaliseerde overeenkomst en haar wijzigingen. Het centrum zorgt ervoor dat deze gegevens regelmatig worden geupdatet.

Indien een dagcentrum en een verblijfscentrum onder dezelfde vzw ressorteren en zich op dezelfde site bevinden, kan één enkel persoonlijk dossier worden bijgehouden waarin een onderscheid wordt gemaakt tussen de specifieke doelstellingen van elk centrum.

5. de behaalde resultaten in het door het College vastgestelde evaluatieschema waarmee zijn specifieke begeleidingsbehoeften kunnen worden bepaald, uitgezonderd voor de personen in lichte opvang in een autonome leefruimte, in korte verblijfsopvang of respijtopvang, in crisissituatie of in voorrangsovereenkomst, zoals bepaald in hoofdstuk V van dit besluit.

6. een luik voor de financiële bijdragen.

Voor de personen in korte verblijfsopvang of respijtopvang kunnen de punten 1., 2. en 3. vervangen worden door een samenvatting van de strikt noodzakelijke gegevens voor de begeleiding van de gehandicapte persoon.

#### *Afdeling 2. — De architecturale normen*

**Art. 21.** § 1. Zonder de vestigingen van de op 1 januari 2007 erkende centra in vraag te stellen, houdt het centrum rekening met de specifieke behoeften van de opgevangen of gehuisveste personen en met een oordeelkundige geografische spreiding ten opzichte van de andere centra voor gehandicapte personen.

§ 2. De plaatsen die buiten de erkende basiscapaciteit gereserveerd zijn voor korte verblijfsopvang of respijtopvang en voor voorrangsovereenkomsten zoals bepaald in hoofdstuk V van dit besluit, worden in aanmerking genomen en aan de erkende basiscapaciteit van elk centrum toegevoegd met het oog op de inachtneming van de in dit deel vermelde architecturale normen

§ 3. Wanneer de maximumcapaciteit van een centrum groter is dan de erkende basiscapaciteit, dan wordt de maximumcapaciteit in aanmerking genomen met het oog op de inachtneming van de in dit deel vermelde architecturale normen.

**Art. 22.** Het centrum neemt de nodige maatregelen voor brandpreventie en brandbestrijding, evenals voor de evacuatie van de bewoners in geval van brand.

De bouwplannen en de beschrijving van de aangewende materialen worden aan het advies van de gewestelijke brandweerdienst voorgelegd.

**Art. 23.** De gebouwen van het centrum worden regelmatig onderhouden en alle vochtigheid of waterinsijpeling worden behandeld.

In de woon- en activiteitenruimten moet de verwarming een temperatuur van 20 °C en in de kamers een temperatuur van minstens 16 °C kunnen handhaven.

De woon- en activiteitenruimten moeten voldoende ventilatie en natuurlijke verlichting bieden.

Het drinkbare leidingwater is overal in het centrum gemakkelijk toegankelijk.

**Art. 24.** De voorzieningen van het centrum zijn aan de behoeften van de gehandicapte personen en de leefruimte aan de specifieke vereisten van de handicap aangepast.

**Art. 25.** § 1. De sanitaire installaties van het centrum zijn gemakkelijk toegankelijk en zijn met een doeltreffend ventilatiesysteem uitgerust.

§ 2. Het dagcentrum beschikt over minstens :

a) een aangepaste badkamer met een bad of douche en een kleedruimte;

b) een wc per zeven gehandicapte personen;

c) aangepaste wc's voor kinderen jonger dan drie jaar;

d) een wastafel met stromend water per zes gehandicapte personen verdeeld over het hele dagcentrum.

§ 3. Het verblijfscentrum beschikt over minstens :

- a) een aangepaste badkamer met bad of douche en kleedhoek per vijf gehandicapte personen;
- b) een wc per vijf gehandicapte personen;
- c) aangepaste wc's voor kinderen jonger dan drie jaar;
- d) in elke kamer een wastafel met stromend water voor zover de installatie niet strijdig is met het collectief project van het verblijfscentrum.

§ 4. Bovendien beschikt elk centrum over minstens één wc voor het personeel en de bezoekers.

§ 5. Indien het dagcentrum samen met een verblijfscentrum in dezelfde infrastructuur gevestigd is, worden de sanitaire installaties van het verblijfscentrum in aanmerking genomen voor de naleving van de normen van het dagcentrum.

**Art. 26.** Het centrum beschikt over voldoende huishoudelijke voorzieningen. De keuken wordt zodanig ingericht dat er geen geurhinder wordt veroorzaakt en mag niet aan de infirmerie grenzen.

Indien een centrum over een waslokaal of linnenkamer beschikt wordt dit lokaal zodanig ingericht dat het geen geur- of damphinder veroorzaakt en dat de gewassen en ongewassen circuits van elkaar worden gescheiden. Overigens mag het niet aan de infirmerie of de keuken grenzen.

**Art. 27.** Het centrum beschikt over een voldoende aantal lokalen voor :

- het beheer van het centrum, de sociale dienst, de re-educatie, de psychologische begeleiding, de infirmerie en medische onderzoeken

- en, afhankelijk van het geval, voor de bezoeken en het nachtpersoneel.

Indien een dagcentrum en verblijfscentrum in dezelfde infrastructuur gevestigd zijn, mogen zij de lokalen delen bestemd voor het beheer van het centrum, de sociale dienst, de psychologische begeleiding, de infirmerie en de re-educatie.

**Art. 28.** § 1. In een dagcentrum bedraagt de oppervlakte van de educatieve en re-educatieve activiteitenruimten minstens 4 m<sup>2</sup> per gehandicapte persoon.

De oppervlakte van de woonruimten (zitkamer, eetkamer, speelkamer) mag niet kleiner zijn dan 2 m<sup>2</sup> per gehandicapte persoon.

De totale oppervlakte mag niet minder dan 8 m<sup>2</sup> per gehandicapte persoon bedragen.

2. Indien het dagcentrum samen met een verblijfscentrum in dezelfde infrastructuur gevestigd is, worden de oppervlakten van de woonruimten van het verblijfscentrum in aanmerking genomen voor de naleving van deze normen.

**Art. 29.** § 1. In een verblijfscentrum zijn de kamers uitgerust met ramen met buitenzicht. In de gangen wordt nachtverlichting voorzien.

In de gemeenschappelijke kamers mag een maximum van 4 kinderen of 2 volwassenen niet worden overschreden.

In de gemeenschappelijke kamers bedraagt de minimumoppervlakte 6 m<sup>2</sup> per persoon. De minimumoppervlakte voor een eenpersoonskamer bedraagt 8 m<sup>2</sup>.

Onverminderd de bepalingen van artikel 24, beschikt elke persoon over een bed, een nachtkastje, een stoel en een kast.

Elk koppel beschikt over hetzij een tweepersoonsbed van minstens 140 cm, hetzij over twee eenpersoonsbedden, twee nachttafeltjes en een kast.

2. De oppervlakte van de woonruimten (keuken, zitkamer, eetkamer) mag niet minder dan 4 m<sup>2</sup> per gehandicapte persoon bedragen.

§ 3. De bepalingen van artikel 25, paragrafen 3 en 4, en artikel 29, paragraaf 2 van dit besluit zijn niet toepasselijk op de autonome leefruimten van het verblijfscentrum.

De autonome leefruimten bevinden zich buiten de verblijfsruimten bestemd voor gehandicapte personen waarvoor geen lichte opvang voorzien is, evenals buiten elk ander lokaal van het verblijfscentrum.

De lokalen van de autonome leefruimten en de plaatsen gereserveerd voor een lichte opvang binnen het centrum, worden niet in aanmerking genomen voor de berekeningen van het aantal en de oppervlakte bepaald in artikel 29 van dit besluit.

In afwijking van artikel 29 van dit besluit, mogen in de kamers van de autonome leefruimten slechts één persoon of een koppel verblijven. Met het oog op het behoud van de gezinsband mogen zij van hun kinderen vergezeld zijn.

De autonome leefruimten moeten voldoen aan de bepalingen van het Besluit van 9 november 1993 van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering met betrekking tot de kwaliteits- en veiligheidsnormen voor de verhuring van gemeubelde woningen.

**Art. 30.** De centra zorgen ervoor maatregelen te nemen ter bescherming van de gezondheid van de gehandicapte personen en van het personeel tegen passief roken.

**Art. 31.** Wanneer activiteiten buiten de infrastructuur van het centrum worden georganiseerd moet het centrum erop letten dat de plaats waar deze activiteiten plaatsvinden aangepast is aan de handicap van de personen waarvoor ze bestemd zijn.

## Afdeling 3. — Begeleidingsnormen

**Art. 32.** § 1 De begeleidingsnormen van de centra worden berekend op basis van een voltijds equivalent waarvan de wekelijkse arbeidsduur op 37 uur is vastgesteld.

Voor het medisch personeel echter dat vóór 1 januari 2003 in dienst is getreden, is de wekelijkse arbeidsduur op 24 uur vastgesteld.

§ 2. De controle van de voldoening aan de begeleidingsnormen wordt op enig moment van het jaar uitgevoerd.

Om deze controle uit te voeren wordt geen rekening gehouden met de arbeidsduurvermindering die krachtens de bepalingen van titel IV van het besluit van het College van 18 oktober 2001, individueel aan het personeel van de centra werd toegekend.

§ 3. De personeelsleden worden over de volgende vijf categorieën verdeeld :

het psychologisch, educatief, re-educatief en sociaal team;

het technisch personeel;

het medisch personeel;

het directiepersoneel;

het administratief en boekhoudkundig personeel.

§ 4. Elke loontrekkende functie van het centrum is niet verenigbaar met een bestuurdersmandaat binnen de VZW

**Art. 33.** De begeleidingsnormen voor het personeel van het psychologisch, educatief, re-educatief en sociaal team houden rekening :

1) met de erkende basiscapaciteit;

2) met de specifieke begeleidingsnormen van elke gehandicapte persoon, vastgesteld door het multidisciplinair team in samenwerking en overleg met het centrum aan de hand van het evaluatieschema opgenomen in bijlage 7 van dit besluit, uitgezonderd voor de personen in lichte opvang en in korte verblijfsopvang of respijt opvang.

Met elke gehandicapte persoon stemt een individuele begeleidingsnorm overeen. Deze individuele normen worden opgeteld om de begeleidingsnorm van het centrum te bepalen.

**Art. 34.** § 1. De begeleidingsnormen voor het personeel van het psychologisch, educatief, re-educatief en sociaal team worden overeenkomstig bijlage 3 van dit besluit bepaald.

§ 2. Ze omvatten :

a) De individuele basisnorm (IBN)

De individuele basisnorm waarborgt de leefbare werking van het centrum in het kader van zijn opdrachten, door de concretisering van de persoonlijke projecten van de gehandicapte personen voorzien in de gepersonaliseerde overeenkomsten bedoeld in artikel 19 van dit besluit. In de verblijfscentra omvat de norm eveneens een eventuele permanentie overdag en de opvang overdag tijdens de vakanties.

De individuele basisnorm wordt vermenigvuldigd met de erkende basiscapaciteit van het centrum.

De norm verschilt voor de plaatsen gereserveerd voor lichte opvang. De toekenning van deze specifieke norm sluit de toekenning uit van elke andere norm vermeld in de punten b) tot g) van deze paragraaf.

De individuele basisnorm voor de plaatsen gereserveerd voor lichte opvang omvat niet de verplichting van een doorlopende aanwezigheid ter plaatse van een lid van het educatief team.

b) De supplementaire individuele norm (SIN)

De supplementaire individuele norm wordt toegekend aan een verblijfscentrum voor de kinderen die overdag niet worden opgevangen door een dagcentrum, een dagcentrum voor schoolgaande kinderen of een centrum voor functionele revalidatie.

De norm wordt toegekend wanneer de gepersonaliseerde overeenkomst de toegekende paramedische prestaties vermeldt.

c) De individuele vakantienorm (IVN)

De individuele vakantienorm wordt toegekend aan een verblijfscentrum in functie van de aanwezigheidsgraad van de gehandicapte personen tijdens de weekends, vakanties en wettelijke feestdagen berekend op het voorvoorsteljaar.

Naargelang het resultaat van de verhouding tussen de som van de dagen van effectieve aanwezigheid van de gehandicapte personen tijdens deze periodes en de erkende capaciteit, met aftrek van het gedeelte gereserveerd voor lichte opvang en vermenigvuldigd met 180 voor een verblijfscentrum voor kinderen of met 138 voor een verblijfscentrum voor volwassenen, een percentage bereikt dat begrepen is tussen hetzij 20 en 29 %, hetzij 30 en 49 %, hetzij 50 en 69 %, hetzij gelijk is aan of hoger ligt dan 70 %, dan geniet het centrum voor het lopend jaar een verhoging zoals bepaald in bijlage 3 van dit besluit.

Voor de toepassing van dit lid loopt het weekend van vrijdag 19 tot maandag 7 uur en de feestdag van de avond ervoor 19 uur tot de ochtend erna 7 uur. Een afwezigheidsdag vertegenwoordigt elke afwezigheid van 24 opeenvolgende uren.

Een verblijfscentrum dat het voorafgaande jaar niet was erkend geniet een verhoging van zijn normen volgens een percentage begrepen tussen 20 en 29 %.

d) De individuele verouderingsnorm (IVRN)

In de verblijfscentra voor volwassenen wordt de individuele verouderingsnorm eventueel toegekend aan personen die lijden aan een vroegtijdige veroudering en ouderdomsziekten of aan gepensioneerde personen of personen met brugpensioen. De individuele evaluatie waarvan sprake in bijlage 7 van dit besluit, bevestigt deze toestand. De norm wordt toegekend wanneer de gepersonaliseerde overeenkomst van deze personen hun opvang overdag in een verblijfscentrum voorziet.

Deze norm wordt per tiende toegekend naar rata van het aantal halve dagen aanwezigheid in het verblijfscentrum

e) De complementaire individuele norm (CIN)

De complementaire individuele norm wordt uitsluitend toegekend voor de opgevangen of gehuisveste personen naar rata van de in de gepersonaliseerde overeenkomst voorziene opvangfrequentie en wordt vastgesteld in functie van de door elke gehandicapte persoon behaalde resultaten in het evaluatieschema bijgevoegd in bijlage 7 van dit besluit.

Indien de gehandicapte persoon een resultaat van meer dan 66 punten op 100 behaalt, dan wordt hij in categorie A opgenomen en wordt geen enkele complementaire individuele norm toegekend.

Indien de gehandicapte persoon een resultaat behaalt begrepen tussen 48 en 66 punten, dan wordt hij in categorie B opgenomen en zijn complementaire individuele norm is gelijk aan 30 % van de maximale complementaire individuele norm berekend op de som van zijn individuele basisnorm (IBN), supplementaire individuele norm (SIN) en individuele vakantiernorm (IVN).

Indien de gehandicapte persoon een resultaat van minder dan 48 punten behaalt, dan wordt hij in categorie C opgenomen en zijn complementaire individuele norm is gelijk aan 100 % van de maximale complementaire individuele norm berekend op de som van zijn individuele basisnorm (IBN), supplementaire individuele norm (SIN) en individuele vakantiernorm (IVN).

In afwijking is de complementaire individuele norm van een gehandicapte persoon in crisissituatie gelijk aan die van een gehandicapte persoon opgenomen in categorie C zoals bepaald in bijlage 7 van dit besluit.

f) De individuele motorische norm (IMN)

In de centra voor volwassenen wordt de individuele motorische norm toegekend aan gehandicapte personen waarvan het resultaat in rubriek D van het evaluatieschema in bijlage 7 van dit besluit, lager ligt dan 10 punten.

g) De complementaire individuele norm van vitale behoeften (INVB)

Aan een gehandicapte persoon die in een verblijfscentrum wordt opgevangen kan een complementaire individuele norm van vitale behoeften worden toegekend wanneer deze gehandicapte persoon dagelijks in een bijzondere medische toestand verkeert waarbij de afwezigheid van een snelle paramedische of verpleegkundige zorg een verhoogd risico voor zijn gezondheid inhoudt.

h) De individuele norm van kort verblijf of respijt (INR)

In functie van het aantal plaatsen gereserveerd voor de opvang of het verblijf van gehandicapte personen in korte verblijfsopvang of respijtopvang, wordt de aldus berekende begeleidingsnorm evenredig aangevuld op basis van de verhouding tussen de som van de erkende basiscapaciteit en van het aantal extra plaatsen gereserveerd voor dit soort opvang en de erkende capaciteit.

Indien tijdens een jaar de gemiddelde jaarlijkse bezettingsgraad van deze plaatsen lager ligt dan 80 %, dan wordt de nieuwe begeleidingsnorm van deze plaatsen binnen het betrokken centrum voor het volgend jaar naar rata van deze bezettingsgraad berekend, zonder dat deze bepaling evenwel gelijktijdig met artikel 10, § 3, lid 2 van dit besluit wordt toegepast.

§ 3. Indien het resultaat van de som van de individuele basisnormen (IBN) van een dagcentrum lager ligt dan 4,25 VTE, dan wordt dit laatste cijfer aan het dagcentrum toegekend, behalve indien de vzw waarvan dit centrum afhangt minstens een dagcentrum en een verblijfscentrum telt.

Voor een verblijfscentrum opgericht binnen een vzw die eveneens een dagcentrum telt: indien het resultaat van de som van de individuele basisnormen (IBN), de supplementaire individuele normen (SIN), de individuele vakantiernormen (IVN), de individuele verouderingsnormen (IVRN), de complementaire individuele normen (CIN), de individuele motorische normen (MIN) en de individuele normen van vitale behoeften (INVB) van een verblijfscentrum lager ligt dan 9 VTE, dan is de toegekende norm gelijk aan de som van 8 VTE en van de complementaire individuele normen (CIN) en de individuele motorische normen (IMN)

Voor een verblijfscentrum opgericht binnen een vzw die geen dagcentrum telt:

- hetzij, indien het resultaat van de som van de individuele basisnormen (IBN), de supplementaire individuele normen (SIN), de individuele vakantiernormen (IVN), de individuele verouderingsnormen (IVRN), de complementaire individuele normen (CIN), de individuele motorische normen (IMN) en de individuele normen van vitale behoeften (INVB) van een verblijfscentrum lager ligt dan 9 VTE, en indien de som van 8 VTE en van de complementaire individuele normen (CIN) en de individuele motorische normen (IMN) eveneens lager ligt dan 9 VTE, dan wordt de toegekende norm op 9 VTE gebracht;

- hetzij, indien het resultaat van de som van de individuele basisnormen (IBN), de supplementaire individuele normen (SIN), de individuele vakantiernormen (IVN), de individuele verouderingsnormen (IVRN), de complementaire individuele normen (CIN), de individuele motorische normen (MIN) en de individuele normen van vitale behoeften (INVB) van een verblijfscentrum lager ligt dan 9 VTE, en indien de som van 8 VTE en van de complementaire individuele normen (CIN) en de individuele motorische normen (IMN) gelijk is aan of hoger ligt dan 9 VTE, dan is de toegekende norm gelijk aan 9 VTE.

Voor een verblijfscentrum waarvan de erkende capaciteit lager ligt dan 15 eenheden, worden in de voormelde leden de cijfers 8 en 9 respectievelijk vervangen door 7 en 8.

**Art. 35.** Binnen de personeelsnorm van het psychologisch, educatief, re-educatief en sociaal team, mag de verhouding van de functies in voltijds equivalent gereserveerd voor werknemers die houder zijn van een licentiaatsdiploma en overeenstemmend met functies waarvoor dit diploma vereist is, 8 % niet overschrijden.

Op voorstel van de Administratie, rekening houdend met het collectief project van het centrum en met de specificiteit van de opgevangen of gehuisveste gehandicapte personen, kan het lid van het College voor dit percentage een uitzonderlijke afwijking toekennen.

**Art. 36.** De personeelsnorm van het psychologisch, educatief, re-educatief en sociaal team neemt maximaal 0,067 VTE in aanmerking voor de functie van opvoeder-groepsleider per VTE.

**Art. 37. § 1.** De begeleidingsnormen voor het technisch personeel houden rekening met de erkende basiscapaciteit en met de specifieke begeleidingsnormen van elke gehandicapte persoon zoals bepaald in artikel 33 van dit besluit.

§ 2. De begeleidingsnormen voor het personeel van het technisch team worden overeenkomstig bijlage 4 van dit besluit vastgesteld.

§ 3. Ze omvatten :

a) De technisch individuele basisnorm (T IBN)

Indien binnen eenzelfde vzw minstens een dagcentrum en een verblijfscentrum zijn erkend, dan wordt de technisch individuele basisnorm van het dagcentrum met  $\frac{3}{8}^{\circ}$  verminderd voor elke gehandicapte persoon die zowel in het dagcentrum als het verblijfscentrum wordt opgevangen.

De individuele basisnorm wordt met de erkende basiscapaciteit van het centrum vermenigvuldigd.

De norm verschilt voor de plaatsen gereserveerd voor lichte opvang. De toekenning van deze specifieke norm sluit de toekenning uit van elke andere norm vermeld in de punten b) en c) van deze paragraaf.

b) De technisch individuele vakantienorm (T IVN)

De technisch individuele vakantienorm wordt toegekend aan een verblijfscentrum in functie van de aanwezigheidsgraad van gehandicapte personen tijdens de weekends, vakanties en wettelijke feestdagen berekend op het voorvoorlaatste jaar.

Naargelang het resultaat van de verhouding tussen de som van de dagen van effectieve aanwezigheid van gehandicapte personen tijdens deze periodes en de erkende capaciteit, met aftrek van het gedeelte gereserveerd voor lichte opvang en vermenigvuldigd met 180 voor een verblijfscentrum voor kinderen of met 138 voor een verblijfscentrum voor volwassenen, een percentage bereikt dat begrepen is tussen hetzij 20 en 29 %, hetzij 30 en 49 %, hetzij 50 en 69 %, hetzij gelijk is aan of hoger ligt dan 70 %, dan geniet het centrum voor het lopend jaar een verhoging zoals bepaald in bijlage 3 van dit besluit.

Voor de toepassing van dit lid loopt het weekend van vrijdag 19 tot maandag 7 uur en de feestdag van de avond ervoor 19 uur tot de ochtend erna 7 uur. Een afwezigheidsdag vertegenwoordigt elke afwezigheid van 24 opeenvolgende uren. Een verblijfscentrum dat het voorafgaande jaar niet was erkend kan een verhoging van zijn normen genieten volgens een percentage begrepen tussen 20 en 29 %.

c) De technisch complementaire individuele norm (T CIN)

De technisch complementaire individuele norm wordt uitsluitend toegekend voor de opgevangen of gehuisveste personen naar rata van de in de gepersonaliseerde overeenkomst voorziene opvangfrequentie en wordt vastgesteld in functie van de door elke gehandicapte persoon behaalde resultaten in het evaluatieschema bijgevoegd in bijlage 7 van dit besluit.

Enkel de gehandicapte personen in categorie C genieten deze norm.

In afwijking is de complementaire individuele norm van een gehandicapte persoon in crisissituatie is gelijk aan die van een gehandicapte persoon opgenomen in categorie C.

d) De technisch individuele norm van kort verblijf of respijt (T INR)

In functie van het aantal plaatsen gereserveerd voor de opvang of het verblijf van gehandicapte personen voor een korte verblijfsopvang of respijtopvang, wordt de aldus berekende begeleidingsnorm evenredig aangevuld op basis van de verhouding tussen de som van de erkende basiscapaciteit en van het aantal extra plaatsen gereserveerd voor dit soort opvang en de erkende capaciteit.

Indien tijdens een jaar de gemiddelde jaarlijkse bezettingsgraad van deze plaatsen lager ligt dan 80 %, dan wordt de nieuwe begeleidingsnorm van deze plaatsen binnen het betrokken centrum voor het volgend jaar naar rata van deze bezettingsgraad verminderd, zonder dat deze bepaling evenwel gelijktijdig met artikel 10, § 3, lid 2 van dit besluit wordt toegepast.

§ 4. Binnen eenzelfde vzw wordt de verdeling van de betrekkingen van het technisch personeel tussen het dagcentrum en het verblijfscentrum door de VZW bepaald en houdt rekening met hun specifieke behoeften.

**Art. 38. § 1.** De begeleidingsnormen voor het medisch personeel houden rekening met de erkende capaciteit en met de specifieke begeleidingsnormen van elke gehandicapte persoon zoals bepaald in artikel 33 van dit besluit.

§ 2. De begeleidingsnormen voor het medisch personeel worden overeenkomstig bijlage 5 van dit besluit vastgesteld.

Ze omvatten voor een dagcentrum :

a) De medisch individuele basisnorm (M IBN)

Alle opgevangen personen genieten dezelfde medisch individuele basisnorm.

De individuele basisnorm wordt met de erkende basiscapaciteit van het centrum vermenigvuldigd.

b) De medisch complementaire individuele norm (M CIN)

De medisch complementaire individuele norm wordt uitsluitend toegekend voor de opgevangen of gehuisveste personen naar rata van de in de gepersonaliseerde overeenkomst voorziene opvangfrequentie en wordt vastgesteld in functie van de door elke opgevangen gehandicapte persoon behaalde resultaten in het evaluatieschema bijgevoegd in bijlage 7 van dit besluit.

Enkel de gehandicapte personen in categorie C genieten deze norm.

Ze omvatten voor een verblijfscentrum :

De medisch supplementaire individuele norm (M SIN)

De norm wordt enkel toegekend voor personen die overdag niet worden opgevangen :

- voor volwassenen : door een dagcentrum of een centrum voor functionele revalidatie,

- voor kinderen : door een dagcentrum, een dagcentrum voor schoolgaande kinderen of een centrum voor functionele revalidatie.

**Art. 39.** § 1. Een nieuwe evaluatie van de specifieke begeleidingsbehoeften van een gehandicapte persoon wordt voor de kinderen om de driejaar en voor de volwassenen om de vijfjaar uitgevoerd.

Deze evaluatie kan eveneens worden uitgevoerd, hetzij op initiatief van het multidisciplinair team hetzij op verzoek van het centrum indien de toestand van de gehandicapte persoon plots mocht wijzigen.

De beslissing van het multidisciplinair team wordt geregistreerd vanaf de maand die erop volgt.

§ 2. De resultaten van de evaluatieschema's van de gehandicapte personen, gevalideerd door het multidisciplinair team, worden tweemaal per jaar geregistreerd. Indien op de datum van deze registraties blijkt dat de evaluaties van bepaalde gehandicapte personen nog niet konden worden gevalideerd, dan wordt de som van de bestaande resultaten evenredig omgezet in het aantal door het centrum opgevangen of gehuisveste personen.

De wijziging van de specifieke begeleidingsbehoeften van de gehandicapte personen van een centrum wordt vastgesteld op basis van het resultaat van de voor het centrum meest gunstige begeleidingsbehoeften. Binnen de beperkingen van de beschikbare begroting, heeft ze de herziening tot gevolg van de betrokken begeleidingsnormen van het centrum vanaf 1 januari van het volgend jaar. In dit opzicht kan op de normverhogingen een reductiecoëfficiënt worden toegepast.

Indien de begeleidingsnorm opwaarts wordt herzien, treedt deze in werking op de eerste dag van maand die volgt op de kennisgeving, door de Administratie, van de beslissing tot herziening.

Indien de begeleidingsnorm neerwaarts wordt herzien, treedt deze in werking :

- hetzij op de eerste dag die volgt op de afloop van de opzeggingsperiode van de betrokken werknemer wiens opzegging werd gegeven in de maand die volgt op de maand van de kennisgeving door de Administratie van de beslissing tot herziening;

- hetzij op de dag waarop het aanhangsel bij de arbeidsovereenkomst van de betrokken werknemer in werking treedt dat werd meegedeeld in de loop van de maand die volgt op de maand van de kennisgeving door de Administratie van de beslissing tot herziening;

- hetzij, bij ontstentenis, onmiddellijk.

§ 3. Indien in een centrum de herziening van de begeleidingsnormen een vermindering van het werkgelegenheidsvolume tot gevolg heeft, moet het centrum de eventuele ontslagen paritair objectiveren en de Administratie erover inlichten. Met het akkoord van het betrokken personeelslid geeft de Administratie zijn gegevens door aan de centra waarvan de nieuwe begeleidingsnormen een stijging van het werkgelegenheidsvolume tot gevolg hebben. Deze centra verbinden zich ertoe de kandidatuur van deze personeelsleden prioritair te bestuderen.

**Art. 40.** § 1. De begeleidingsnormen met betrekking tot de directie, het administratief en boekhoudkundig team van de centra worden overeenkomstig bijlage 6 van dit besluit vastgesteld.

§ 2. Enkel de eerste betrekking WE van de directienorm wordt als directeur beschouwd, de andere betrekkingen worden als onderdirecteur beschouwd.

§ 3. Binnen eenzelfde vzw wordt de verdeling van de betrekkingen van de directie en van het administratief en boekhoudkundig personeel tussen het dagcentrum en het verblijfscentrum door de vzw bepaald en houdt rekening met hun specifieke behoeften.

Indien de centra zich op verschillende sites bevinden moet evenwel aan elk centrum minstens een 1/2 voltijds equivalent directie worden toegewezen.

Wanneer de directie een personeelslid delegeert om haar te vervangen, dan moet dit personeelslid houder zijn van een diploma hoger onderwijs.

**Art. 41.** Indien, in toepassing van artikel 10, § 3 van dit besluit, het College de erkende capaciteit van een centrum vermindert, dan treden de gewijzigde begeleidingsnormen in werking :

- hetzij op de eerste dag die volgt op de afloop van de opzeggingsperiode van de betrokken werknemer(s) wiens opzegging werd gegeven in de maand die volgt op de door het College vastgestelde datum van inwerkingtreding van de wijziging van de erkenning;

- hetzij op de dag waarop het aanhangsel bij de arbeidsovereenkomst van de betrokken werknemer(s) in werking treedt dat werd meegedeeld in de maand die volgt op de door het College specifiek vastgestelde datum van inwerkingtreding van de wijziging van de erkenning

- hetzij, bij ontstentenis, onmiddellijk.

### HOOFDSTUK III. — *Subsidiëring*

#### *Afdeling 1. — Algemene bepalingen*

**Art. 42.** Er wordt een jaarlijkse subsidie aan de centra toegekend. Deze omvat :

- 1) een subsidie voor algemene kosten;
- 2) een subsidie voor persoonlijke kosten;
- 3) een subsidie voor het collectief vervoer van de uitsluitend in het dagcentrum verblijvende gehandicapte personen;
- 4) een subsidie voor de opvang van het personeel bedoeld onder deel 3 van hoofdstuk 2 van dit besluit.

Deze subsidies mogen niet worden gebruikt om andere kosten te dekken, dan deze waarvoor ze zijn bestemd, uitgezonderd de bepalingen bepaald in artikel 51 van dit besluit.

**Art. 43.** De subsidies die door de overheid worden toegekend of door organisaties die de overheid subsidieert, worden afgetrokken van de jaarlijkse subsidie voor zover deze subsidies toegekend zijn voor uitgaven die worden gedekt door de overeenkomstig dit hoofdstuk toegekende subsidie, met uitzondering van de in het kader van het vormingsverlof toegekende bedragen en van de tussenkomsten ter compensatie van het rendementsverlies van de werknemer.

**Art. 44.** De jaarlijkse subsidie wordt aan de centra gestort in de vorm van maandelijkse voorschotten, uiterlijk op de laatste werkdag van de maand die voorafgaat aan de maand waarvoor ze wordt toegekend en wordt vereffend op basis van de in dit hoofdstuk voorziene bepalingen.



Het maandelijks voorschot houdt rekening met de toegekende erkenning, met de begeleidingsnormen waarop het centrum aanspraak kan maken en met de evolutie van het personeel in termen van aantal, kwalificatie, barema en anciënniteit.

**Art. 45.** § 1. Voor 30 juni volgend op het kalenderjaar waarvoor de subsidie wordt aangevraagd, dient het centrum bij de Administratie een justificatoir dossier voor de berekening van de jaarlijkse subsidie in.

Behoudens behoorlijk door het centrum gemotiveerde overmacht geeft de overschrijding van deze datum de Administratie de mogelijkheid om de voor de goedkeuring van de beslissing vastgelegde termijn waarvan melding in paragraaf 3 niet na te leven.

§ 2. Het dossier wordt opgemaakt overeenkomstig het door de Administratie vastgelegde model en bevat minstens volgende bewijsstukken :

Wat de subsidie voor algemene kosten en de subsidie voor persoonlijke kosten betreft :

- het grootboek der lasten;
- de algemene balans;
- de afschrijvingstabellen van de vaste activa en de giften en subsidies in kapitaal;
- het aantal personen dat wordt opgevangen of gehuisvest op gemiddelde jaarbasis.

Wat het collectief vervoer betreft :

- de facturen met de bewijsstukken waarin de data waarop de ritten zijn uitgevoerd, het aantal vervoerde gehandicapte personen met naam en adres, en het aantal afgelegde kilometers op globale wijze staan gepreciseerd.

Wat de subsidie voor persoonlijke kosten betreft :

- de individuele rekening van alle werknemers uitgesplitst per erkenning en per functie; bij gebreke daaraan de individuele rekeningen met de samenvattende tabel van de lonen van alle werknemers uitgesplitst per erkenning en per functie;

- het C 450bis-attest van de R.S.Z.;

- overzicht 325 van het ministerie van financiën;

- alle documenten betreffende de vakantie van de handarbeiders;

- de eindafrekening van de wetsverzekering;

- het attest van de verzekeringsmaatschappij met vermelding van :

a) het bedrag en de aard van de aangegeven lonen,

b) de lonen en vast en variabele toeslagen waarmee rekening wordt gehouden bij de berekening van de premie;

c) de toegepaste percentages : beroepsrisico, de weg naar en van het werk;

d) de op de premie betaalde taksen,

e) voor elk arbeidsongeval dat aanleiding heeft gegeven tot een schadevergoeding, een fotokopie van de door het centrum doorgegeven aangifte,

f) de afrekening van de bij schadeloosstelling gestorte vergoedingen na een arbeidsongeval.

- de eindafrekening van de arbeidsgeneeskunde;

- de eindafrekening voor de kosten voor de opdracht van preventieadvies;

- de lijst van de personen die werkkledij kragen, de functie die ze bekleden evenals de facturen met vermelding van de aard van en het aantal uitgedeelde kleren;

- de lijst van de personen die vormingsverlof krijgen met vermelding van het aantal uren;

- de lijst van de personen die tussenkomsten genieten ter compensatie van hun rendementsverlies;

- de lijst van de personen die d aanvullende prepensioensvergoeding genieten met vermelding van de individuele rekening van elke betrokkene;

- de staat van de werkelijke aanwezigheid van de gehandicapte personen die worden opgevangen of gehuisvest, inclusief tijdens het weekend, de vakantie en op wettelijke feestdagen.

Wat de financiële bijdragen van de gehandicapte personen betreft. de door de Administratie bepaalde bewijsstukken.

§ 3. Als het aantal personen dat wordt opgevangen of gehuisvest op gemiddelde jaarbasis de capaciteit van de erkende basis overschrijdt, worden de financiële bijdragen die van de aan het centrum toegekende subsidie worden afgetrokken krachtens artikel 64 en artikel 70 van het decreet, verhoudingsgewijs verminderd tot de erkende basiscapaciteit.

§ 4. Na controle van het justificatoir dossier bepaalt de Administratie het verschil tussen de onder artikel 44 bedoelde voorschotten en het bedrag van de jaarlijkse subsidie. Het legt een voorstel van beslissing voor aan het centrum dat 6 weken de tijd heeft om zijn opmerkingen over te maken. De Administratie maakt dan het resultaat van de eindberekening binnen 6 weken over.

**Art. 46.** Als de Administratie vaststelt dat voor een welbepaald jaar de aan een centrum gestorte voorschotten hoger zijn dan de verschuldigde jaarlijkse subsidie, recupereert het te veel geïnde bedrag via compensatie met de voor het lopend jaar te storten voorschotten.

Als deze toestand het gevolg is van niet-naleving door het centrum van de bepaling van punt 19 van artikel 5 van dit besluit, wordt het teveel geïnde bedrag vermeerderd met de hoogste interventierente van de Nationale Bank die dat jaar geldt. De moratoire interesten zijn van rechtswege verschuldigd vanaf de datum van kennisgeving aan het centrum van het opmaken van de subsidierekening.

Deze terugvordering kan uitzonderlijk, op aanvraag van het centrum, het voorwerp zijn van voorwaarden en termijnen. De Administratie stelt dan een aanzuiveringsplan op van het te veel geïnde bedrag en legt het ter goedkeuring aan het lid van het College voor.

**Art. 47.** Als de Administratie vaststelt dat het door het Centrum te veel geïnde bedrag voortvloeit uit bewust verkeerde informatie of uit zware beheersfouten, maakt ze een voorstel tot opening van de procedure tot intrekking van de erkenning over het aan het lid van het College. Er wordt uitspraak gedaan over dit voorstel overeenkomstig artikel 14 van dit besluit.

*Afdeling 2. — Subsidie voor algemene kosten*

**Art. 48.** § 1. De jaarlijkse aan de centra toegekende subsidie voor algemene kosten dient om de algemene kosten te dekken voor de bezetting van gebouwen, het afschrijven van gebouwen waarvan het centrum eigenaar of erfpachter is, het afschrijven van het meubilair en het medisch en niet medisch materieel.

§ 2. Het maximumbedrag per jaar bedraagt voor de dagcentra € 1.314 vermenigvuldigd met de erkende basiscapaciteit.

Het maximumbedrag per jaar voor de verblijfscentra bedraagt € 3.248 vermenigvuldigd met de erkende basiscapaciteit.

In het in artikel 10, § 2 van dit besluit bepaalde geval is de erkende capaciteit waarmee voor de berekening van dit maximumbedrag rekening wordt gehouden, de erkende basiscapaciteit die wordt beoogd aan het eind van de planning ingeschreven in de door het College goedgekeurde beslissing tot erkenning.

§ 3. In afwijzing van lid 2 van vorige paragraaf; is de jaarlijkse subsidie die wordt toegekend voor de plaatsen in de erkende basiscapaciteit zijn voorbehouden voor lichte opvang, voor de plaatsen voor korte verblijfsopvang en voor respijtopvang buiten de erkende basiscapaciteit, gelijk aan het verblijfsforfait bepaald in deel 7 van dit hoofdstuk.

**Art. 49.** § 1. De subsidie wordt vermeerderd met de kosten van de boekhouding op voorwaarde dat de boekhoudkundige norm waarmee rekening wordt gehouden voor de subsidie voor de personeelskosten, niet volledig is opgebruikt.

In dit geval wordt het bedrag van de aanvullende subsidie beperkt tot het bedrag dat overeenstemt met de niet gebruikte norm vermenigvuldigd met een gemiddeld jaarloon gebaseerd op een anciënniteit van tien jaar van het barema van boekhouder, werkgeversbijdrage inbegrepen, rekening houdend met 1 924 werkuren per jaar.

§ 2. De subsidie wordt vermeerderd met de kosten van het sociaal secretariaat of de kosten van door de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid erkende dienstverleners inzake beheer van de lonen en salarissen en op voorwaarde dat de norm van het administratief team waarmee rekening wordt gehouden voor de subsidie voor personeelskosten niet volledig is opgebruikt.

In dit geval wordt het bedrag van de subsidie beperkt tot het bedrag dat overeenstemt met de niet gebruikte norm vermenigvuldigd met een gemiddeld jaarloon gebaseerd op een anciënniteit van tien jaar van het barema van boekhouder, werkgeversbijdragen inbegrepen, rekening houdend met 1 924 werkuren per jaar.

*Afdeling 3. — Subsidie voor persoonlijke kosten*

**Art. 50.** § 1. De jaarlijkse subsidie die voor persoonlijke kosten aan de centra wordt toegekend, dient om volgende uitgaven te dekken :

- verzorging;
- educatie, re-educatie en specifieke activiteiten;
- voeding;
- linnengoed en kleding;
- al dan niet begeleid vervoer van gehandicapte personen.

§ 2. Het maximumbedrag per jaar bedraagt voor de dagcentra € 1.041 vermenigvuldigd met de erkende basiscapaciteit, behalve lichte opvang.

Voor de dagcentra die kinderen opvangen wordt per jaar een aanvullend bedrag van maximum € 645 toegekend voor elk van deze kinderen.

Het maximumbedrag per jaar bedraagt voor de verblijfscentra € 1.140 vermenigvuldigd met de erkende capaciteit, behalve lichte opvang.

Voor de verblijfscentra waarvan de gehandicapte personen niet in een dagcentrum zijn ingeschreven, wordt per jaar een aanvullend bedrag van maximum € 768 toegekend voor elk van deze personen.

In afwijking van de bepalingen in deze paragraaf bedraagt de forfaitaire subsidie voor de gehandicapte personen in korte of respijtopvang € 5 per halve dag opvang en € 15 per nacht opvang.

§ 3. De subsidie wordt vermeerderd met de wasserijkosten, op voorwaarde dat de norm van het technisch personeel waarmee rekening wordt gehouden voor de subsidie voor personeelskosten, niet volledig is opgebruikt.

In dit geval wordt het bedrag van de aanvullende subsidie beperkt tot het bedrag dat overeenstemt met de niet gebruikte norm vermenigvuldigd met een gemiddeld jaarloon gebaseerd op een anciënniteit van 10 jaar van het barema van arbeider, werkgeversbijdragen inbegrepen, rekening houdend met 1 924 werkuren per jaar.

§ 4. De subsidie wordt vermeerderd met de kosten voor het bereiden van maaltijden, op voorwaarde dat de norm van het technisch personeel waarmee rekening wordt gehouden voor de subsidie voor personeelskosten, niet volledig is opgebruikt.

In dit geval wordt het bedrag van de aanvullende subsidie beperkt tot het bedrag dat overeenstemt met de niet gebruikte norm vermenigvuldigd met een gemiddeld jaarloon gebaseerd op een anciënniteit van 10 jaar van het barema van arbeider, werkgeversbijdragen inbegrepen, rekening houdend met 1924 werkuren per jaar.

§ 5. De subsidie wordt vermeerderd met de kosten voor medische activiteiten, met uitzondering van alle prestaties die voorkomen in de nomenclatuur van de gezondheidsprestaties opgesteld op basis van de wetgeving betreffende de verplichte gezondheidszorgverzekering, op voorwaarde dat de norm van het medisch personeel waarmee rekening wordt gehouden voor de subsidie voor personeelskosten, niet volledig is opgebruikt.

In dit geval dekt de subsidie deze medische activiteiten binnen de grenzen van deze niet gebruikte norm en volgens onderstaande maximumbedragen :

- € 30,85 voor de huisdokter;
- € 40,92 voor de specialist.

§ 6. Het maximumbedrag van de zo berekende subsidie wordt met 4 % of 2 % verminderd al naargelang de verhouding tussen het aantal opgevangen en gehuisveste gehandicapte personen op gemiddelde jaarbasis en de erkende capaciteit respectievelijk geen 90 % of 95 % bereikt.

§ 7. Al naargelang voor de verblijfscentra het resultaat van de verhouding, berekend op het voorlaatste jaar, tussen de som van de dagen dat de gehandicapte personen werkelijk aanwezig waren tijdens de weekends, de vakanties en op de wettelijke feestdagen en de erkende capaciteit na aftrek van het gedeelte dat is voorbehouden voor lichte opvang en vermenigvuldigd met 180 in verblijfscentra voor kinderen of met 138 in verblijfscentra voor volwassenen, een percentage bereikt tussen 20 % en 29 %, tussen 30 % en 49 %, tussen 50 % en 69 %, hetzij gelijk of groter is dan 70 %, kunnen zij voor het lopend jaar een verhoging genieten die respectievelijk op 15 %, 25 %, 30 % of 40 % van de krachtens dit artikel berekende subsidie komt te liggen. Een verblijfscentrum dat het vorige jaar niet erkend was, kan een verhoging van 15 % op zijn subsidie genieten.

Voor de toepassing van dit lid loopt het weekend van vrijdag 19 uur tot maandag 7 uur en loopt een feestdag van 19 uur de vorige dag tot 's anderendaags 7 uur. Onder afwezigheidsdag verstaat men elke afwezigheid van 24 opeenvolgende uren.

#### *Afdeling 4. — Gemeenschappelijke bepalingen voor deel 2 en 3*

**Art. 51.** § 1. De aanvaardbare kosten die de subsidies kunnen rechtvaardigen, worden vermeld in bijlage 2 van dit besluit.

§ 2. De aanvaardbare kosten wat de subsidies voor persoonlijke kosten en voor algemene kosten betreft, kunnen een of « andere subsidie rechtvaardigen, voor zover 25 % van het bedrag van deze subsidies persoonlijke kosten rechtvaardigen.

**Art. 52.** Als het College overeenkomstig artikel 10, lid 2 van dit besluit de erkende basiscapaciteit van een centrum vermindert, worden de maximumbedragen van de subsidies aangepast op de datum van de door het College bepaalde wijziging van de erkenning.

#### *Afdeling 5. — Subsidie inzake vervoerskosten*

**Art. 53.** Er wordt een jaarlijkse subsidie inzake collectieve vervoerskosten, vastgesteld op maximum € 1,09 (excl. BTW) per kilometer of maximum € 3,07 (excl. BTW) per kilometer voor een aangepast voertuig aan de dagcentra toegekend.

#### *Afdeling 6. — Subsidie voor de opvang van het personeel*

**Art. 54.** Elke subsidie voor personeelskosten dekt de kosten van die aard zonder dat deze ooit de begeleiding-normen bepaald in deel 3 van hoofdstuk II van dit besluit kunnen overtreffen, ongeacht de omstandigheden.

**Art. 55.** De subsidie voor personeelskosten van het erkend team wordt berekend op basis van de in bijlage I NM van het besluit NM vastgelegde barema's en omvat in bijlage V NM van het besluit NM de vastgelegde werkgeversbijdragen en andere voordelen op basis van de in bijlage IV NM van het besluit NM vastgelegde anciënniteit. De baremaschalen die met elke functie overeenstemmen, worden bepaald in bijlage II NM van het besluit NM. De gesubsidieerde functies en de specifieke toegangsvoorwaarden tot deze functies zijn in bijlage III NM van het besluit NM bepaald.

Deze subsidie wordt met maximum één percent opgetrokken om de gerechtvaardigde kosten voor de opleiding en de supervisie van het gesubsidieerde personeel te dekken.

**Art. 56.** Als een centrum de in artikel 5, punt 19, lid 1 van dit besluit bepaalde termijn niet in acht neemt, krijgt het een aanmaning overeenkomstig artikel 13 van dit besluit.

**Art. 57.** § 1. Wat het medisch personeel betreft, houdt de subsidie rekening met :

- de activiteiten van de artsen die een samenwerkingsovereenkomst hebben gesloten met een vzw waarvan minstens één centrum afhangt;

De activiteiten van de artsen die zijn aangeworven met een arbeidsovereenkomst voor 1 januari 2003.

Het medische personeel dat in dienst treedt vanaf 1 januari 2003, wordt gesubsidieerd op basis van een VTE waarvan de wekelijkse arbeidstijd is vastgelegd op 37 uur.

§ 2. Wat de eventuele ontslagen betreft na toepassing van de bepalingen van artikel 39 van dit besluit, houdt de subsidie rekening met de kost ervan zonder een duur van zes maanden te overschrijden, behoudens afwijking toegekend door het Lid van het College en gerechtvaardigd door de naleving van de sociale wetgeving inzake de duur van de vooropzeg.

#### *Afdeling 7. — Financiële bijdrage*

**Art. 58.** De financiële bijdrage van de opgevangen of gehuisveste gehandicapte persoon vertegenwoordigt zijn deelname in zijn educatieve en re-educatieve opvang evenals in de globale werking van het centrum.

Het centrum int het bedrag van de financiële bijdrage bij de gehandicapte persoon met inachtneming van de in dit deel bepaalde tarieven, kortingen en modaliteiten.

**Art. 59.** § 1. Het dagcentrum int bij de gehandicapte persoon een maandelijks financiële bijdrage die als volgt is vastgesteld :

- voor zijn opvang door het centrum

a) wanneer de persoon jonger is dan 21 jaar : € 84;

b) wanneer de persoon 21 jaar of ouder is : € 164.

- voor de vervoerskosten :

Indien daar reden toe is een forfait, uitsluitend voor personen die ouder zijn dan 21 jaar, die als volgt is vastgesteld :

a) binnen het Brussels Hoofdstedelijk Gewest : € 42;

b) buiten het Brussels Hoofdstedelijk Gewest : € 60.

§ 2. De financiële bijdrage wordt volgens de in persoonlijke overeenkomst vermelde wekelijkse aanwezigheid, met een tiende verminderd naar rata van de voorzien halve afwezigheidsdagen.

**Art. 60.** § 1. De in artikel 59 bepaalde bedragen worden verminderd om rekening te houden met het aantal werkdagen van afwezigheid in de volgende maand :

- a) afwezigheidsdagen gerechtvaardigd door de begunstigde of diens ouders naar rata van maximum 12 werkdagen per jaar,
- b) afwezigheidsdagen gerechtvaardigd door een medisch attest,
- c) afwezigheidsdagen gerechtvaardigd door een hospitalisatieattest,
- d) afwezigheidsdagen gerechtvaardigd door een rechterlijke beslissing tot plaatsing,
- e) afwezigheidsdagen gerechtvaardigd zoals opgesomd in artikel 29 en artikel 30 van de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidovereenkomsten zoals gewijzigd, met een maximum van 10 werkdagen,
- f) afwezigheidsdagen voor vakantie naar rata van 24 werkdagen per jaar voor volwassenen die niet naar school gaan en naar rata van de schoolvakanties voor de anderen,
- g) afwezigheidsdagen gerechtvaardigd door een collectief evenement waardoor het onmogelijk is om zich naar het centrum te begeven mits de instemming van de Administratie,
- h) afwezigheidsdagen in de maand waarin de overeenkomst voor persoonlijke prestaties begint of afloopt,
- i) sluitingsdagen van het centrum die het gevolg zijn van de overdracht van een wettelijke feestdag,
- j) pedagogische dagen voorzien in het collectief project van het centrum, volgens volgende formule :

$$A - 90 \% \text{ van } \frac{(A \times B)}{C}$$

\*waarin

A = de in artikel 59 bepaalde financiële bijdrage,

B = het aantal werkdagen van afwezigheid in de maand zoals gepreciseerd in dit artikel,

C = het aantal werkdagen van de betrokken maand.

§ 2. De gehandicapte persoon die minder dan 21 jaar oud is, krijgt op het bedrag berekend in § 1 een korting van 50 % gedurende een bepaald jaar, als het globaal belastbaar inkomen van het gezin minus de vrijgestelde quotiteiten en vermeerderd met een eventueel belastbaar inkomen dat duidelijk is vermeld op het aanslagbiljet van zijn gezin met betrekking tot het voorlaatste jaar, lager is dan € 9.000. De gehandicapte persoon heeft geen recht op een korting, als de titularis van de in beschouwing genomen inkomens eigenaar is van onroerende goederen die niet als persoonlijke woning worden gebruikt of enig ander onroerend goed dat voor beroepsdoeleinden wordt gebruikt.

§ 3. De gehandicapte persoon van 21 jaar of ouder krijgt op het in § 1 verkregen bedrag een korting van 50 %, als zijn maandelijks inkomen lager is dan € 750, na aftrek van eventuele alimentatie, medische, paramedische en apothekerskosten gerechtvaardigd door een medisch voorschrift en opgenomen in de federale nomenclatuur van de gezondheidszorg, voor zover deze betrekking hebben op prestaties die zijn verricht gedurende een periode dat de gehandicapte persoon werkelijk aanwezig was in het centrum, van kosten voor goederenbeheerders en van de huren of terugbetalingen van hypothecaire leningen.

§ 4. In afwijking van artikel 59 en artikel 60, paragraaf 1 t.e.m. van dit besluit ligt de financiële bijdrage van de gehandicapte personen in korte verblijfsopvang of respitopvang vast op € 5 per halve dag opvang.

**Art. 61.** Het verblijfscentrum int bij de gehandicapte persoon een financiële bijdrage die als volgt wordt vastgesteld :

§ 1. Voor een gehandicapte persoon die uitsluitend kinderbijslag of gegarandeerde gezinsprestaties ontvangt, is de financiële bijdrage per maand opvang verschuldigd en stemt deze overeen met 2/3 van de ontvangen toelagen vermeerderd met de leeftijdstoelagen en eventueel uit hoofde van het bestaan van een handicap. Wordt gelijkgesteld, de gehandicapte persoon die door zijn status recht op kinderbijslag zou hebben, maar er geen niet krijgt.

Als het gaat om een wees, het kind van een invalide werknemer, het kind van een gepensioneerde of van een persoon die al meer dan 6 maanden werkloos is, dan is de financiële bijdrage dezelfde als de bijdrage die hij zou krijgen, als hij niet tot een van deze categorieën zou behoren.

§ 2. Voor een gehandicapte niet schoolgaande persoon vanaf 21 jaar wordt de financiële bijdrage op € 800 per maand opvang vastgesteld. Worden gelijkgesteld de gehandicapte persoon die jonger is dan 21 jaar die door zijn status geen recht heeft op kinderbijslag, evenals de gehandicapte schoolgaande persoon van 21 jaar of ouder, die over een extra inkomen beschikt.

**Art. 62.** § 1. De in artikel 61 bepaalde bedragen worden verminderd om rekening te houden met het aantal afwezigheidsdagen van de volgende maand :

- a) afwezigheidsdagen gerechtvaardigd door de begunstigde of diens ouders naar rata van maximum 12 dagen per jaar,
- b) afwezigheidsdagen gerechtvaardigd door een medisch attest,
- c) afwezigheidsdagen gerechtvaardigd door een hospitalisatieattest,
- d) afwezigheidsdagen gerechtvaardigd door een rechterlijke beslissing tot plaatsing,
- e) afwezigheidsdagen gerechtvaardigd zoals opgesomd in artikel 29 en artikel 30 van de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidovereenkomsten zoals gewijzigd, met een maximum van 10 dagen,
- f) afwezigheidsdagen gerechtvaardigd door een collectief evenement waardoor het onmogelijk is om zich naar het centrum te begeven mits de instemming van de Administratie,
- g) afwezigheidsdagen in de maand waarin de overeenkomst voor persoonlijke prestaties begint of afloopt,
- h) afwezigheidsdagen tijdens de weekends en op feestdagen, het weekend loopt van vrijdag 19 uur tot maandag 7 uur en een feestdag loopt van 19 uur de vorige dag tot 's anderendaags 7 uur;

i) afwezigheidsdagen tijdens de schoolvakanties voor de gehandicapte persoon die jonger is dan 21 jaar of ouder dan 21 jaar en schoolgaand;

j) afwezigheidsdagen voor vakantie van de niet schoolgaande gehandicapte persoon vanaf 21 jaar naar rata van maximum 24 werkdagen per jaar;

k) sluitingsdagen van het centrum die het gevolg zijn van de overdracht van een wettelijke feestdag, volgens volgende formule :  $A - 90 \% \text{ de } \frac{(A \times B)}{C}$

waarin :

A = de in artikel 61 bepaalde financiële bijdrage,

B = het aantal afwezigheidsdagen van de maand zoals gepreciseerd in dit artikel,

C = het aantal dagen van de betrokken maand.

Onder afwezigheidsdag verstaat men elke afwezigheid van 24 opeenvolgende uren.

§ 2. De gehandicapte persoon die kinderbijslag ontvangt, krijgt op het bedrag berekend in § 1 een korting van 50 % gedurende een bepaald jaar, als het globaal belastbaar inkomen van het gezin minus de vrijgestelde quotiteiten en vermeerderd met een eventueel belastbaar inkomen dat duidelijk is vermeld op het aanslagbiljet van zijn gezin met betrekking tot het voorvoorraatjaar, lager is dan 9000 €. De gehandicapte persoon heeft geen recht op een korting, als de titularis van de in beschouwing genomen inkomens eigenaar is van onroerende goederen die niet als persoonlijke woning worden gebruikt of enig ander onroerend goed dat voor beroepsdoeleinden wordt gebruikt.

§ 3. Voor de niet schoolgaande gehandicapte persoon van 21 jaar en ouder, wordt het in § 1 berekende bedrag verminderd tot het bedrag dat verkregen wordt door het verschil te maken tussen de maandelijkse inkomsten en de som van eventuele alimentatie, medische, paramedische en farmaceutische kosten gerechtvaardigd door een medisch voorschrift en opgenomen in de federale nomenclatuur van de gezondheidszorg, voor zover deze betrekking hebben op prestaties die zijn verricht gedurende een periode dat de gehandicapte persoon werkelijk aanwezig was in het centrum, van kosten voor goederenbeheerders en de financiële bijdragen die verschuldigd zijn omwille van zijn inschrijving in een ander centrum of bij een andere erkende dienst die door een overheid wordt gesubsidieerd in het kader van bijstand aan gehandicapte personen.

Er blijft een minimumbedrag van € 146 per maand ter beschikking van de gehandicapte persoon. Voor werknemers wordt dit bedrag vastgelegd op een derde van het nettomaandloon, zonder evenwel lager dan € 191 te zijn.

§ 4. In afwijking van artikel 61 en artikel 62, paragraaf t.e.m. 3 van dit besluit, stemt de financiële bijdrage van de gehandicapte personen in lichte opvang in een autonome leefruimte overeen met een verblijfsforfait waarin de huur en de lasten met betrekking tot het gebouw, de inrichting en de uitrusting ervan, waarvan het bedrag door het centrum wordt bepaald en wordt doorgegeven aan de Administratie, waaraan, indien daar reden toe is, persoonlijke kosten worden toegevoegd, overeenkomstig de persoonlijke overeenkomst zijn inbegrepen.

Dit verblijfsforfait kan niet hoger zijn dan 150 % van de werkelijke kost die het centrum op zich neemt. Het kan niet meer dan de helft van de inkomens/inkomsten van de la gehandicapte persoon vertegenwoordigen.

§ 5. In afwijking van artikel 61 en 62 paragraaf 1 tot 3 van dit besluit ligt de financiële bijdrage van de gehandicapte personen in korte verblijfsopvang of respijtopvang vast op € 5 per halve dag opvang en op € 15 per nacht opvang. Deze bedragen worden respectievelijk verminderd met € 1 en € 3 voor gehandicapte personen jonger dan 21 jaar.

**Art. 63.** Voor de gehandicapte persoon die zowel wordt opgevangen in een dagcentrum als in verblijfscentrum die door de Franse Gemeenschapscommissie of door een andere overheid zijn erkend, is het forfait in een door de Franse Gemeenschapscommissie erkend dagcentrum vastgelegd op € 0.

**Art. 64.** § 1. Voor een in artikel 60, § 2 en 62, § 2 van dit besluit bedoelde gehandicapte persoon geldt dat als zijn gezin een nieuw aanslagbiljet ontvangt, dit onmiddellijk aan het centrum moet worden overgemaakt voor een eventuele herziening van de financiële bijdrage voor een volledig kalenderjaar.

§ 2. Bij wijze van uitzondering voor de in artikel 60, § 2 en 62, § 2 van dit besluit bedoelde gehandicapte personen en indien wordt vastgesteld dat de financiële bijdrage van een gehandicapte persoon niet kan worden bepaald ingevolge een wijziging van zijn fiscale toestand, zoals de beschikbare inkomsten van het gezin, geeft dit duidelijk recht op een vermindering van de financiële bijdrage en wordt deze laatste toegekend. Deze vermindering wordt niet meer toegekend, van zodra de reden die er aanleiding toe gaf, niet langer bestaat.

§ 3. Als er achterstallige inkomsten worden gestort, zal de financiële bijdrage van een gehandicapte persoon worden gecorrigeerd met terugwerkende kracht voor de betrokken periode en naar rata van de aanwezigheid in het centrum.

§ 4. De centra maken aan de gehandicapte persoon of diens wettelijke vertegenwoordiger maandelijks een afrekening van zijn financiële bijdrage over, die overeenstemt met de opvang en de afwezigheden van de vorige maand.

Voor niet schoolgaande gehandicapte personen van 21 jaar en ouder die in een verblijfscentrum zijn opgenomen, bevat deze afrekening al naargelang de persoonlijke situatie bovendien :

a) elke maand : de geïnde inkomsten, de verschuldigde alimentatie, de huren, de afbetalingen van hypothecaire leningen, de andere financiële bijdragen van de gehuiste persoon en het zakgeld,

b) eenmaal per kwartaal : de medische, paramedische en farmaceutische kosten;

c) eenmaal per jaar : de kosten voor goederenbeheerders,

overeenkomstig de bepalingen van artikel 60, § 3 en artikel 62, § 3 van dit besluit.

§ 5. De bewijsstukken van de afrekeningen worden in het centrum in het persoonlijk dossier van elke gehandicapte persoon bewaard.

**Art. 65.** § 1. Er kan geen bijkomende financiële bijdrage worden gevraagd om de kosten voor personeel, werking en opvang of voor activiteiten van de begunstigden te dekken.

§ 2. In een verblijfscentrum kan een bijkomende financiële bijdrage worden gevraagd, voor zover deze niet het voorwerp is van een wettelijke of verordende tussenkomst :

a) het deel van de kosten voor gezondheidszorg en prothesen dat voor rekening blijft van de persoon;

b) specifieke kosten die verband houden met incontinentie;

c) kosten voor technische bijstand;

- d) het deel van de farmaceutische kosten die niet door een tussenkomst van de Franse Gemeenschapscommissie zijn gedekt en na aftrek van de tussenkomst van de verzekeringsinstelling;
- e) de kosten voor de aankoop van kleren en schoenen, inclusief de herstellingen;
- f) toiletbenodigdheden;
- g) externe toilet- en verzorgingskosten.

§ 3. In een dagcentrum kunnen kan een bijkomende financiële bijdrage worden gevraagd, voor zover deze niet het voorwerp is van een wettelijke of verordenende tussenkomst :

- a) het deel van de kosten voor gezondheidszorg en prothesen dat voor rekening blijft van de persoon;
- b) specifieke kosten die verband houden met incontinentie;
- c) kosten voor technische bijstand;

d) het deel van de farmaceutische kosten die niet door een tussenkomst van de Franse Gemeenschapscommissie zijn gedekt en na aftrek van de tussenkomst van de verzekeringsinstelling.

**Art. 66.** In een centrum kunnen boven op de financiële bijdrage en overeenkomstig de modaliteiten voorzien in de overeenkomst voor gepersonaliseerde prestaties, de kosten worden gevorderd die voor en op vraag van de opgevangen of gehuisveste persoon zijn gemaakt voor comfort, ontplooiingsmogelijkheden en vrije tijd die geen deel uitmaken van hun collectief project.

#### HOOFDSTUK IV. — *Het beheer van de goederen van de gehandicapte persoon in een verblijfscentrum*

**Art. 67.** Elke som geld waarover de gehandicapte persoon voor zijn lopende uitgaven en eventueel voor de onder artikel 65, § 2 en artikel 66 van dit besluit voorziene uitgaven beschikt, moet vermeld staan op een individuele boekhoudkundige fiche, waarvan het model door de Administratie wordt vastgelegd.

In voorkomend geval wordt een attest van opening van een individuele rekening bij en bankinstelling bij deze boekhoudkundige fiche gevoegd. Elke verrichting in het kader van het beheer van de uitgaven bedoeld in lid 1 wordt binnen acht dagen op de boekhoudkundige fiche vermeld.

Als de gehandicapte persoon of diens wettelijke vertegenwoordiger hierom verzoekt, wordt binnen acht dagen een overzicht van zijn persoonlijke boekhouding overgemaakt.

De jaarlijkse afrekening wordt automatisch aan het eind van het kalenderjaar of bij vertrek van de gehandicapte persoon aan de gehandicapte persoon of diens wettelijke vertegenwoordiger overgemaakt.

**Art. 68.** Het is eenieder die rechtsreeks of onrechtstreeks een mandaat bekleedt of een functie uitoefent in een centrum, verboden om :

- de goederen van de gehandicapte personen te beheren, behalve in naleving van de in artikel 65 en artikel 66 van dit besluit opgesomde bepalingen en onverminderd de wetgevingen inzake de bescherming van de goederen van gehandicapte personen;
- over te gaan tot patrimoniumvermenging.

**Art. 69.** De individuele boekhoudkundige fiche evenals de documenten betreffende de door het centrum overeenkomstig artikel 67 geopende individuele rekeningen worden ter beschikking gehouden van de Administratie die ze te allen tijde kan controleren.

**Art. 70.** De met de controle belaste ambtenaar van de Administratie mag geen familie of warwant zijn tot in de vierde graad en evenmin van een beheerder, een personeelslid van deze centra of van een in een van deze centra opgevangen gehandicapte persoon.

#### HOOFDSTUK V. — *Voorrangsovereenkomsten*

**Art. 71.** In het kader van de open plaatsen buiten de erkende basiscapaciteit van een centrum maar binnen de maximumcapaciteit van een centrum is de opvang van gehandicapte personen wier behoeften door het multidisciplinair team worden beoordeeld het voorwerp van een specifieke forfaitaire financiering die aan het centrum wordt toegekend en wordt gepreciseerd in een zogenaamde « voorrangsovereenkomst » waarvan model in bijlage 8 van dit besluit.

De voorrangsovereenkomst wordt gesloten tussen het centrum en de Franse Gemeenschapscommissie. Het bestaan ervan wijzigt de erkenning die door het College aan het centrum is toegekend, niet. Ze eindigt automatisch bij het vertrek van de gehandicapte persoon.

**Art. 72.** Om eventueel van een voorrangsovereenkomst te kunnen genieten, moet de aanvraag van de gehandicapte persoon voldoen aan volgende criteria :

- \* de hoogdringendheid van de opvang of de huisvesting gezien het belang van de follow-up en de zorgen die de lichamelijke, geestelijke en psychische toestand van de gehandicapte persoon vereist;
- \* rechtvaardiging van een van volgende sociale redenen :
  - de voornaamste gezinsondersteuning is niet meer tegen zin taak opgewassen;
  - de huidige toestand vormt een gevaar voor de integriteit van de gehandicapte persoon of derden;
  - de opvang van de gehandicapte persoon is verscheidene malen uitgesloten of geweigerd.

Bij weigering van het voordeel van deze voorrangsovereenkomst vraagt de gehandicapte persoon of diens wettelijke vertegenwoordiger binnen één maand nadat hij in kennis is gesteld van de betwiste beslissing per aangetekende brief bij de Administratie een nieuw onderzoek aan.

De aanvraag tot een nieuw onderzoek bevat nauwkeurig de beslissing die wordt beslist en de elementen op basis waarvan het nieuw onderzoek wordt aangevraagd. De Administratie zendt binnen tien werkdagen nadat zij de aanvraag tot een nieuw onderzoek heeft ontvangen, een ontvangsbewijs, en preciseert in voorkomend geval de ontbrekende elementen en verzoekt de verzoeker om zijn aanvraag binnen de maand te vervolledigen.

De aanvraag wordt binnen zes werkdagen ter beslissing aan een Heronderzoekscmissie voorgelegd. Deze commissie bestaat uit :

1° twee leden van het multidisciplinair team dat de betwiste beslissing heeft genomen;

2° vier leden van de afdeling « gehandicapte personen » van de Brusselse Franstalige Adviesraad voor bijstand aan personen en gezondheid (Conseil consultatif bruxellois francophone pour l'aide aux personnes et de la santé) door haar aangesteld;

3° een voorzitter aangesteld door het lid van het College.

Het huishoudelijk reglement van de Commissie wordt door het lid van het College goedgekeurd.

Op zijn verzoek wordt de gehandicapte persoon, diens wettelijke vertegenwoordiger of enige persoon die hij te dien einde aanstelt, gehoord door de Heronderzoekscmissie.

De Heronderzoekscmissie doet binnen zestig dagen na de ahangigmaking uitspraak bij meerderheid van stemmen van de aanwezige leden. Bij staking van stemmen is de stem van de Voorzitter doorslaggevend.

De beslissing van de Commissie wordt door de Administratie aan de gehandicapte persoon bekendgemaakt.

**Art. 73.** De bepalingen van artikel 17 tot artikel 20 van dit besluit zijn van toepassing op de gehandicapte persoon die in het kader van een voorrangsovereenkomst wordt opgevangen.

**Art. 74.** De forfaitaire financiering die in het kader van een voorrangsovereenkomst aan een centrum wordt toegekend, is bedoeld om de extra kosten van welke aard ook te dekken, die te maken hebben met de opvang van de gehandicapte persoon, wiens gegevens in de voorrangsovereenkomst staan vermeld.

Op jaarbasis is deze financiering gelijk aan maximum de gemiddelde kost van een plaats in het betrokken centrum, zoals bepaald krachtens artikel 45, § 3 van dit besluit voor het laatste afgesloten jaar.

De financiële bijdrage van de gehandicapte persoon wordt bepaald krachtens de bepalingen van deel 7 van hoofdstuk 3 van dit besluit.

**Art. 75.** De voorrangsovereenkomsten zijn ten laste van een specifieke basistoelage die verschilt van die van de verblijfscentra en de dagcentra binnen het budget van de Brusselse Franstalige Dienst voor gehandicapte personen (Service bruxellois francophone des Personnes handicapées).

#### HOOFDSTUK VI. — *Opheffingsbepalingen*

**Art. 76.** Het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 25 april 2002 betreffende de erkenning van en de toelagen aan de dagcentra en de verblijfscentra voor gehandicapten, zoals gewijzigd, wordt opgeheven.

**Art. 77.** Het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 28 november 2002 betreffende de begeleidingsnormen in de dagcentra en de verblijfscentra voor gehandicapten, zoals gewijzigd, wordt opgeheven, met uitzondering van artikel 11 tot artikel 13.

#### HOOFDSTUK VII. — *Overgangsbepalingen*

**Art. 78.** De op 31 december 2003 bestaande architecturale normen blijven van toepassing op elk centrum zolang er, na zijn subsidieaanvraag bij de infrastructuur, geen gunstige beslissing is genomen in zin voordeel om zich aan de bepalingen voorzien in artikel 21 tot artikel 30 van dit besluit aan te passen.

**Art. 79.** In afwijking van artikel 39, § 2 van dit besluit zijn de begeleidingsnormen van toepassing van 1 januari 2007 tot 31 december 2007 op het personeel van het psychologisch, educatief, reeducatief en sociaal team, het personeel van het technisch team en het medisch personeel in bijlage 9 van dit besluit toegevoegd.

**Art. 80.** In afwijking van artikel 6, punt 8 van dit besluit, is er slechts een nieuw verslag van de gewestelijke brandweerdienst dat voldoet aan deze bepaling vereist, als het centrum een wijziging of een verlening van de erkenning indient.

#### HOOFDSTUK VIII. — *Wijzigingsbepalingen*

**Art. 81.** In paragraaf 3 van artikel 14 van het besluit van het College van 25 februari 2000 houdende de individuele bepalingen voor de sociale integratie van gehandicapte personen en hun inschakeling in het arbeidsproces, zoals gewijzigd, worden na de woorden « dagcentrum voor schoolgaande kinderen », volgende woorden toegevoegd :

« met uitzondering van een aanvraag voor een kort verblijf of respijtverblijf in een dagcentrum of verblijfscentrum ».

**Art. 82.** Lid 2 van artikel 73 van hetzelfde besluit wordt aangevuld met volgende woorden : « behalve als het gaat om een aanvraag voor een kort verblijf of respijtverblijf in een dagcentrum of verblijfscentrum ».

**Art. 83.** Lid 2 van artikel 78 van hetzelfde besluit wordt aangevuld met volgende woorden :

« behalve als het gaat om een aanvraag voor een kort verblijf of respijtverblijf in een dagcentrum of verblijfscentrum »

**Art. 84.** Paragraaf 2 van artikel 38 van het besluit van de Franse Gemeenschapscommissie van 18 juli 2002 betreffende de erkenning van en de toelagen aan de dagcentra voor schoolgaande kinderen, zoals gewijzigd, wordt vervangen dor volgende bepalingen :

« Het maximumbedrag per jaar voor de centra is gelijk aan € 1.820 vermenigvuldigd met de erkende capaciteit. In de centra die kinderen opvangen die niet in een verblijfscentrum zijn opgenomen, wordt een aanvullend bedrag van maximum € 254 per jaar toegekend voor elk van hen ».

HOOFDSTUK IX. — *Slotbepalingen*

**Art. 85.** De in artikelen 48, 50, 53, 59, 60, 61 en 62 vermelde bedragen zijn herzienbaar en gekoppeld aan de referentiegezondheidsindex van december 2001.

Vanaf 1 januari 2003 worden ze jaarlijks aangepast op 1 januari, rekening houdend met het indexcijfer der consumptieprijzen bedoeld in hoofdstuk 11 van het koninklijk besluit van 24 december 1993 houdende uitvoering van de wet van 6 januari 1989 tot vrijwaring van 's lands concurrentievermogen, hierna gezondheidsindex genoemd, volgens de formule :

$$\frac{\text{Basisbedrag} \times \text{gezondheidsindex van december van het vorige jaar}}{\text{Gezondheidsindex van december 2001}}$$

**Art. 86.** Dit besluit treedt in werking op 1 januari 2007.

**Art. 87.** Het lid van het College belast met gehandicaptenbeleid wordt belast met de uitvoering van dit besluit. Brussel, 21 september 2006.

Door het College van de Franse Gemeenschapscommissie :

De Voorzitter van het College,  
B. CEREXHE

Het Lid van het College belast met Bijstand aan Gehandicapte personen,  
Mevr. E. HUYTEBROECK

Bijlage 1 bij het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie  
betreffende de erkenning van en de subsidies aan de dagcentra en de verblijfscentra die erkend zijn  
door de Franse Gemeenschapscommissie

## ELEMENTEN VAN HET COLLECTIEF PROJECT VAN DE DAGCENTRA EN DE VERBLIJFSCENTRA

1. Algemene doelstellingen van het centrum
2. Kenmerken van het project
  - 2.1. Algemene voorstelling van het centrum
    - Type van erkenning van het centrum
    - Met het centrum verbonden eenheden (aanwezigheid van een school, een kinderdagverblijf, enz.)
    - Finaliteiten van het collectief project
    - Filosofische opties van het centrum
    - Ethisch kader van de actie (handvest)
    - Theoretische referenties
  - 2.2. Opgevangen populaties
 

Kenmerken (met betrekking tot de handicap, medische, sociale, geografische, betreffende het aantal, de leeftijd, het geslacht)

    - Niveau van autonomie
  - 2.3. Algemene organisatie
    - 2.3.1. Opname
      - Opnamecriteria en -procedure
      - Criteria en maatregelen inzake heroriëntatie of uitsluiting
    - 2.3.2. Opvang
 

Interdisciplinaire coördinatie van de opvang (bestaan van een referent die zorgt voor de follow-up van het project, enz.)

      - Samenwerking, overleg, coördinatie en evaluatie in het centrum :  
tussen en met de gehandicapte personen : voorziene overlegwijze, ritme, beheer van de vergaderingen;  
met de familie : samenwerkingswijze, doelstellingen, ritme, interveniënten die de contacten verzorgen, partnership met de families (ondersteuning, familiale begeleiding of bemiddeling);  
tussen werknemers : verschillende types van vergaderingen, ritme, doel, interveniënt;  
met de buitenwereld : partners, interveniënten die de contacten verzorgen.
- 2.4. Uitwerking van het individueel project en evaluatie
 

Modaliteiten voor de evaluatie van de bevoegdheden en de behoeften van elke gehandicapte persoon rekening houdend met zijn levensproject

  - Bepalen van de doelstellingen, uitwerken en aanpassen van een gepersonaliseerde overeenkomst
  - Modaliteiten voor de evaluatie van de gekozen strategieën en de gebruikte instrumenten
  - Modaliteiten voor de uitwerking van het individueel project (follow-up van de acties, partners, verantwoordelijkheden, termijnen, concreet voor de persoon en zijn gezin voorbehouden plaats, prioritair betrokken interveniënten)



## 2.5. Comfortfactoren

- Eventuele sluitingsperiode (datum/data, permanentie, alternatieve opvangoplossing)
- Organiseren van de opvang van de gehandicapte persoon en diens gezin (telefonisch onthaal, onthaal ter plaatse, aantal en organiseren van de maaltijden, kwaliteit en kwantiteit van de maaltijden, afwisseling in de menu's, voedingswaarde en inachtneming van de diëten, aanverwante diensten, vervoerwijze, enz.)

## 2.6. Relatienetwerk

- Bij de actie van het centrum betrokken partners
- Stille vennoten, beleidsbepalers, aanverwante organisaties
- Wachttijden, onderlinge communicatiewijzen, enz.
- Wijze waarop de persoonlijke relaties van de gehandicapte personen met hun omgeving worden georganiseerd
- Plaatsen waar de opgevangen personen hun autonomie uitoefenen (verscheidene winkels, gespecialiseerde diensten die in lijn met het project werken, sportactiviteiten, culturele activiteiten, vrije tijd en vakantie)

## 2.7. Personeel

- Functioneel en hiërarchisch organigram
- Bepaling van de rol van de verschillende categorieën interveniënten
- Verdeling van de functies onder de leden van het psychologisch, educatief, reeducatief en sociaal team
- Opleidingen : doelstellingen

## 2.8. Vestiging

### 2.8.1. Ligging van het centrum

- Aanwezigheid van een park, tuinen, aanverwante infrastructuren (zwembad, gymnastiekzaal, verscheidene activiteitenhallen, enz.)
- Toegang tot openbaar vervoer
- Toegang tot een extern infrastructuurnet (gymnastiekzaal, zwembad, enz.); omgekeerd, onthaal van personen die van buiten het centrum komen

### 2.8.2. Infrastructuur van het centrum

- Samenhang ten opzichte van de doelgroep en zijn evolutie (lokalen voor bijzondere activiteiten)

## 2.9. Gebruik van gespecialiseerd materieel

- Gebruik van informatica en nagestreefde doelstellingen
- Gebruik van aangepast collectief of individueel materieel
- Gebruik van voertuigen (bus al dan niet met aanpassing, enz.)

Opmerking :

De vetgedrukte bepalingen zijn verplicht.

Gezien om bij het besluit van 21 september 2006 te worden gevoegd.

Door het College van de Franse Gemeenschapscommissie :

De Voorzitter van het College,  
B. CEREXHE

Het Lid van het College belast met Bijstand aan Gehandicapte personen,  
Mevr. E. HUYTEBROECK

Bijlage 2 bij het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie betreffende de erkenning van en de subsidies aan dagcentra en verblijfscentra.

TOEGELATEN KOSTEN TER VERANTWOORDING VAN DE SUBSIDIE VOOR ALGEMENE KOSTEN EN DE SUBSIDIE VOOR PERSOONLIJKE KOSTEN VAN DE DAGCENTRA (DC) EN DE VERBLIJFSCENTRA (VC.)

	dc	vc
<b>SUBSIDIE VOOR PERSOONLIJKE KOSTEN</b>		
<b>1. Zorgen</b>		
Aankoop van farmaceutische goederen – Specialiteiten	X	X
Aankoop van tandprothesen		X
Aankoop van brillen en andere oogprothesen	X	X
Aankoop van orthopedische prothesen, hoorapparaten en wagentjes	X	X
Aankoop van wegwerpmateriaal	X	X
Aankoop van toiletbenodigdheden – en producten	X	X
Erelonen artsen en tandartsen (buiten het institutioneel kader)		X
Erelonen paramedici (buiten het institutioneel kader)		X
Externe toilet- en verzorgingsdiensten		X
Ziekenhuisverblijven		X
<b>2. Educatie, re-educatie en specifieke activiteiten</b>		
Aankoop van schoolbenodigdheden		X
Aankoop van goederen en diensten voor onderwijs, revalidatie, en specifieke activiteiten	X	X
Aankoop van didactisch materiaal (terugbetaalbaar)	X	X
Aankoop van didactisch materiaal (niet terugbetaalbaar)	X	X
Aankoop van grondstoffen voor ambachtelijke activiteiten	X	X
<b>3. Vervoer en verplaatsingen</b>		
Begeleiding van gehandicapte personen	X	X
Niet begeleide gehandicapte personen	X	X
<b>4. Voeding</b>		
Kosten voor het eten van de gehandicapte persoon (vergoedingen of werkelijke kosten)	X	X
Aankoop van etenswaren	X	X
Aankoop van diensten inzake voeding	X	X
<b>5. Kleding</b>		
Aankoop van kleren	X	X
Aankoop van klein materiaal en kleine benodigdheden voor kleren	X	X
Aankoop van schoenen en schoonmaakmiddelen voor schoenen	X	X
Aankoop van klein materiaal en kleine benodigdheden voor schoenen	X	X
Externe diensten voor onderhoud en herstelling van kleren	X	X
Externe diensten voor herstelling van schoenen	X	X
<b>6. Vakantie (d.w.z. residentiële verblijven buiten het centrum)</b>		
Huur (met inbegrip van de huurlasten)	X	X
Vervoer	X	X
Vrije tijd	X	X
Gekochte vakantie	X	X
<b>7. Linnengoed</b>		
Aankoop van klein materiaal en beddengoedbenodigdheden (lakens en hoezen)	X	X
<b>8. Washok</b>		
Aankoop van wasproducten	X	X
Externe wasserijdiensten	X	X
<b>9. Informatica</b>		
Onderhoud en herstellingen van computermaterieel	X	X
Computerbenodigdheden	X	X
Internet	X	X
Externe computerdiensten (andere dan onderhoud en herstellingen)	X	X
<b>10. Onderhoud en herstelling van gehandicaptenwagentjes</b>	X	X

## SUBSIDIE VOOR ALGEMENE KOSTEN

## 1. Zorgen

Aankoop van farmaceutische goederen - courante producten

Aankoop van klein verzorgingsmateriaal

## 2. Voeding

Aankoop van klein keukenmateriaal

## 3. Linnengoed

Aankoop van linnengoed

Externe diensten voor herstelling van beddengoed

## 4. Beheerskosten personeel

Abonnementen op vakbladen en documentatie

Wervingskosten

Sociaal secretariaat

## 5. Huur en servicekosten

Huur gebouwen

Erfpacht

Huurlasten gebouw

Huur materieel en uitrusting

## 6. Energie

Huisbrandolie

Elektriciteit

Gas

Water

## 7. Onderhoud en herstellingen

## 7.1. Terreinen en bouwwerken

Reiniging

Onderhoud en externe herstellingen aan de gebouwen

Onderhoud en herstellingen in de gebouwen

Onderhoud tuinen

## 7.2. Installaties

Onderhoud en herstellingen technische installaties

Onderhoud en herstellingen keukeninstallaties en -uitrustingen

Onderhoud en herstellingen washokinstallaties en -uitrustingen

Onderhoud en herstellingen niet medische of paramedische uitrustingen

Onderhoud en herstellingen medische en paramedische uitrustingen

Onderhoud en herstellingen onderhoudsmaterieel en -gereedschap

Verplichte controles door derden

## 7.3. Meubilair en rollend materieel

Onderhoud en herstellingen meubilair

Onderhoud en herstellingen kantoomateriaal

Onderhoud en herstellingen computermateriaal

Onderhoud en herstellingen rollend materieel

## 8. Verzekeringen

Verzekeringen en burgerlijke aansprakelijkheid gehandicapte personen en personeel

Diefstal-, brand- en schadeverzekering

Verzekering auto's en voertuigen van de instelling

Allriskverzekering opdrachten

Andere verzekeringen

- 9. Vervoer, verplaatsingen
    - Brandstof voor dienstvoertuigen
    - Huur dienstvoertuigen
    - Opdrachten
  - 10. Andere algemene beheerskosten
    - Kantoorbenodigdheden
    - Computerbenodigdheden
    - Telefoon, fax
    - Postkosten
    - Internet
    - Vergaderkosten raden en zittingen
    - Representatiekosten
    - Externe computerdiensten (andere dan onderhoud en herstellingen)
    - Erelonen externe boekhouders
    - Erelonen revisor
    - Erelonen advocaten en notarissen
    - Erelonen
    - Preventieadviseur
    - Andere erelonen
    - Reclame, advertenties en inlassingen
    - Kosten om lid te worden van verschillende instellingen (beperkt tot 1.900,00 euro)
  - 11. Afschrijvingen
    - Afschrijvingen op kosten eerste vestiging
    - Dotatie aan de afschrijvingen op immateriële activa
    - Dotatie aan de afschrijvingen op bouwwerken
    - Dotatie aan de afschrijvingen op installaties
    - Dotatie aan de afschrijvingen op meubilair en rollend materieel
    - Dotatie aan de afschrijvingen op verhuurde activa, financieringen en aanverwante rechten
    - Dotatie aan de afschrijvingen op andere materiële activa
  - 12. Andere exploitatiekosten
    - Ontroerende voorheffing
    - Belasting op het patrimonium van de VZW's
    - Verkeersbelasting
    - Kijk- en luistergeld
    - Lokale belastingen (huisvuil, rioleringen, enz.)
  - 13. Financiële lasten
    - Financiële lasten op huurkoopschulden - financiering en aanverwanten
    - Financiële lasten op langetermijnschulden
    - Interesten op leningen wegens vertraging in de subsidiëring
    - Financiële lasten op kortetermijnschulden
    - Bankkosten
  - 14. Lasten op vroegere boekjaren
    - Inhaling op vroegere boekjaren
    - Diverse diensten en goederen
    - Vergoeding sociale lasten en pensioenen
    - Afschrijvingen
    - Andere exploitatiekosten
    - Financiële lasten
- Gezien om bij het besluit van 21 september 2006 te worden gevoegd.

Door het College van de Franse Gemeenschapscommissie :

De Voorzitter van het College,  
B. CEREXHE

Het Lid van het College belast met Bijstand aan Gehandicapte Personen,  
Mevr. E. HUYTEBROECK

Bijlage 3 bij het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie  
betreffende de erkenning van en de subsidies aan dagcentra en verblijfscentra.  
BEGELEIDINGSNORMEN VOOR HET PERSONEEL VAN HET PSYCHOLOGISCH,  
EDUCATIEF ,RE-EDUCATIEF EN SOCIAAL TEAM

a) Individuele basisnorm (IBN)

IBN per gehandicapte persoon	In voltijds equivalenten	
	Kinderen	Volwassenen
Dagcentrum	0,38	0,25
Lichte opvang in dagcentrum	-	0,15
Verblijfscentrum	schoolgaand	Niet schoolgaand
	0,32	0,39
Lichte opvang in verblijfscentrum	0,15	

De individuele basisnorm van een persoon in crisisopvang in een verblijfscentrum is gelijk aan de IBN in bovenstaande tabel vermenigvuldigd met 1,3.

b) Supplementaire individuele norm (SIN)

	In voltijds equivalenten
	● Verblijfscentrum kinderen
● SIN per gehandicapte persoon (paramedische prestaties)	0,07

c) Individuele vakantienorm (IVN) in verblijfscentrum

Bezettingsgraad van het centrum tijdens weekends, vakanties en op feestdagen	IVN per gehandicapte persoon in voltijds equivalenten
20 à 29 %	0,053
30 à 49 %	0,08
50 à 69 %	0,109
70 et +	0,16

d) Individuele verouderingsnorm (IVRN)

Educatieve, psychologische en sociale prestaties in een verblijfscentrum voor volwassenen: 0,22 WE per gehandicapte persoon voor de eerste 3 gehandicapte personen die in een centrum de individuele verouderingsnorm genieten,

0,17 WE per gehandicapte persoon vanaf de 4 gehandicapte persoon die in een centrum de individuele verouderingsnorm geniet.

e) Completaire individuele norm - maximum (CIN)

CIN maximum per	In voltijds equivalenten	
	Kinderen	Volwassenen
Dagcentrum	0,86x (IBN)	0,50 x (IBN)
Verblijfscentrum	0,50 x (IBN + SIN + IVN)	0,50 x (IBN + IVN)

f) Individuele motorische norm (IMN)

0,15 VTE in dagcentrum en in verblijfscentrum per volwassene gehandicapte persoon

g) Individuele norm verbonden aan het welzijn en het behoud van de basisbehoeften (IN WB)

Paramedische prestaties of verpleegkundige zorgen in verblijfscentrum : 0,06 VTE per gehandicapte persoon. Gezien om bij het besluit van 21 september 2006 te worden gevoegd.

Door het College van de Franse Gemeenschapscommissie :

De Voorzitter van het College,  
B. CEREXHE

Het Lid van het College belast met Bijstand aan Gehandicapte Personen,  
Mevr. E. HUYTEBROECK

Bijlage 4 van het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie betreffende de erkenning van en de subsidies aan dagcentra en verblijfscentra  
 BEGELEIDINGSNORMEN VOOR HET TEAM VAN TECHNISCH PERSONEEL

a) Technisch individuele basisnorm (T IBN)

<b>T IBN per gehandicapte persoon, in voltijds equivalenten</b>			
<b>Verblijfscentrum</b>	<b>Lichte opvang in verblijfscentrum</b>	<b>Dagcentrum</b>	<b>Lichte opvang in dagcentrum voor volwassenen</b>
0,13	0,07	0,073	0,036

b) Technische individuele vakantienorm (T IVN)

<b>Bezettingsgraad van het centrum tijdens weekends, vakanties en op feestdagen</b>	<b>T IVN per gehandicapte persoon in VTE</b>
<b>20 tot 29 %</b>	<b>0,009</b>
<b>30 tot 49 %</b>	<b>0,018</b>
<b>50 tot 69 %</b>	<b>0,027</b>
<b>70 en meer</b>	<b>0,036</b>

c) Technische complementaire individuele norm (T CIN) : 0,03 VTE per gehandicapte persoon  
 Gezien om bij het besluit van 21 september 2006 te worden gevoegd.

Door het College van de Franse Gemeenschapscommissie :

De Voorzitter van het College,  
 B. CEREXHE

Het Lid van het College belast met Bijstand aan Gehandicapte Personen,  
 Mevr. E. HUYTEBROECK

Bijlage 5 bij het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie betreffende de erkenning van en de subsidies aan dagcentra en verblijfscentra.

BEGELEIDINGSNORMEN VOOR HET MEDISCH PERSONEEL

a) Medische individuele basisnorm in een dagcentrum (M IBN) : 0,00325 VTE per gehandicapte persoon

b) Medisch complementaire individuele norm in een dagcentrum (M CIN) : 0,0065 VTE per gehandicapte persoon

c) Medisch supplementaire individuele norm in een verblijfscentrum (M SIN) : 0,00325 VTE per gehandicapte persoon

Gezien om bij het besluit van 21 september 2006 te worden gevoegd.

Door het College van de Franse Gemeenschapscommissie :

De Voorzitter van het College,  
 B. CEREXHE

Het Lid van het College belast met Bijstand aan Gehandicapte Personen,  
 Mevr. E. HUYTEBROECK

Bijlage 6 bij het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie betreffende de erkenning van en de subsidies aan dagcentra en verblijfscentra.

BEGELEIDINGSNORMEN DE ADMINISTRATIEVE EN BOEKHOUDKUNDIGE DIRECTIE

Bij de berekening van het aantal erkenningen per vzw is geen rekening gehouden met de erkenningen die krachtens andere besluiten zijn toegekend.

a) Directienormen

<b>Erkende basiscapaciteit per vzw</b>	<b>Aantal voltijds equivalenten</b>		
	<b>1 erkenning</b>	<b>2 erkenningen</b>	<b>Meer dan 2 erkenningen</b>
<b>15 tot 39</b>	1	1	1 ½
<b>40 tot 59</b>	1	1 ½	2
<b>60 tot 89</b>	1 ½	2	3
<b>90 tot 139</b>	2	2 ½	3
<b>140 tot 199</b>	2 ½	3	3 ½
<b>200 tot 299</b>	3	3 ½	4

b) Normen voor het administratief en boekhoudkundig team

Erkende basiscapaciteit	Aantal voltijds equivalenten		
	1 erkenning	2 erkenningen	Meer dan 2 erkenningen
per vzw			
15 tot 29	1,3	1,4	1,5
30 tot 39	1,8	2	2,2
40 tot 59	2	2	2,4
60 tot 89	2,4	2,6	3
90 tot 139	3	3,2	3,4
140 tot 199	4	4,2	4,4
200 tot 299	5	5,2	5,4

In deze tabellen stemmen 3 plaatsen in lichte opvang in een verblijfscentrum overeen met één eenheid erkende basiscapaciteit en stemmen 2 plaatsen in lichte opvang in een dagcentrum overeen met één eenheid erkende basiscapaciteit.

Gezien om bij het besluit van 21 september 2006 te worden gevoegd.

Door het College van de Franse Gemeenschapscommissie :

De Voorzitter van het College,  
B. CEREXHE

Het Lid van het College belast met Bijstand aan Gehandicapte Personen,  
Mevr. E. HUYTEBROECK

Bijlage 7 bij het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie  
betreffende de erkenning van en de subsidies aan dagcentra en verblijfscentra.

EVALUATIESCHEMA VOOR GEHANDICAPTE PERSONEN IN DAGCENTRA EN IN VERBLIJFSCENTRA  
AAN DE HAND WAARVAN HUN SPECIFIEKE BEGELEIDINGSBEHOEFTE KUNNEN WORDEN VASTGESTELD

A. Sociaal aanpassingsvermogen	20 punten
B. Psychologische aspecten	10 punten
C. Cognitief en intellectueel vermogen	20 punten
D. Motorische en psychomotorische mogelijkheden	20 punten
E. Dagelijks leven	30 punten

*Totaal 100 punten*

Individuele norm vitale behoeften (INVB) : ja/nee

Individuele motorische norm (IMN) : ja/nee

Ouder wordende persoon : ja/nee

De items van elke rubriek, de evaluatiemodaliteiten en de weging worden bepaald door het Lid van het College belast met het Gehandicaptenbeleid, na advies van de Afdeling « Gehandicapte personen » van de Franstalige Adviesraad voor bijstand aan personen en gezondheid.

Gezien om bij het besluit van 21 september 2006 te worden gevoegd.

Door het College van de Franse Gemeenschapscommissie :

B. CEREXHE,  
voorzitter van het College

Het Lid van het College belast met Bijstand aan Gehandicapte Personen,

Mevr. E. HUYTEBROECK

Bijlage 8 bij het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie  
betreffende de erkenning van en de subsidies aan dagcentra en verblijfscentra

MODEL VOORRANGSOVEREENKOMST

Overeenkomst betreffende de toekenning van een aanvullende subsidie gerechtvaardigd door de prioritaire opvang van een gehandicapte persoon

Tussen

De Franse Gemeenschapscommissie

Paleizenstraat 42

1030 Brussel

Vertegenwoordigd door .....  
hierna de Commissie genoemd,

en de VZW « » voor het dagcentrum of het verblijfscentrum : « »

gelegen te Brussel,

vertegenwoordigd door : .....

hierna het centrum genoemd;

Gelet op hoofdstuk V van het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 21 september 2006 betreffende de erkenning van en de subsidies aan de dagcentra en de verblijfscentra,

Wordt het volgende overeengekomen.

Art. 1

De Commissie kent het centrum van tot 31 december een aanvullende subsidie toe die wordt gerechtvaardigd door de prioritaire opvang van de gehandicapte persoon met volgende gegevens.

Naam :

Adres : .....te ..... Brussel

Nr. SH :

Ze eindigt automatisch bij het vertrek van de gehandicapte persoon.

Art. 2

De bepalingen van artikel 17 tot 20 en van deel 7 van hoofdstuk 3 van het besluit van het College van 21 september 2006 betreffende de erkenning van en de subsidies aan dagcentra en verblijfscentra zijn van toepassing op de gehandicapte persoon bedoeld in artikel 2.

Art. 3

De bepalingen van artikel 21 tot 31 betreffende de architecturale normen van het besluit van het College van 21 september 2006 de erkenning en de subsidies aan dagcentra en verblijfscentra zin van toepassing op het centrum.

Art. 4

De subsidie bedraagt € ..... op jaarbasis.

Ze wordt toegekend in het kader van budgetartikel van het budget van de Brusselse Franstalige Dienst voor gehandicapte personen (Service bruxellois francophone des Personnes handicapées) voor het jaar 20.....

Art. 5

De in artikel 2 bedoelde subsidie wordt betaald met maandelijkse voorschotten uiterlijk op de laatste werkdag van de maand die voorafgaat aan de maand waarvoor ze wordt toegekend.

Art. 6

Ze wordt gerechtvaardigd door de uitgaven voor algemene kosten, kosten voor de gehandicapte persoon en personeelskosten die betrekking hebben op de prioritaire opvang van de in artikel 2 bedoeld gehandicapte persoon.

Art. 7

Een justificatoir dossier met betrekking tot deze uitgaven moet uiterlijk op 30 juni volgend op het kalenderjaar waarvoor de subsidie wordt toegekend, op de Administratie toekomen. Het bevat de aftrek van de financiële bijdragen die zijn geïnd bij de gehandicapte persoon bedoeld in artikel 2.

Dit justificatoir dossier bestaat uit :

de resultatenrekening met bijbehorend verslag van de revisor, het grootboek der lasten en producten,

de individuele rekening(en) van de werknemers die zijn aangesteld voor deze prioritaire opvang.

Art. 8

De toegelaten uitgaven voor de algemene kosten en de kosten voor de gehandicapte persoon worden vastgelegd in bijlage 2 van het besluit van het College van 21 september 2006 betreffende de erkenning van en de subsidies aan de dagcentra en de verblijfscentra.

De toegelaten uitgaven voor de personeelskosten worden vastgelegd in artikel 55 van het besluit van het College van 21 september 2006 betreffende de erkenning van en de subsidies aan de dagcentra en de verblijfscentra.

Art. 9

Als uit de controle van het justificatoir dossier blijkt dat het gerechtvaardigd bedrag lager ligt dan dat van de toegekende subsidie, zal het verschil worden teruggevorderd volgens de door de Commissie bepaalde modaliteiten.

Opgemaakt te Brussel, op

Voor de Franse Gemeenschapscommissie,

Voor het centrum,

(handtekeningen)

Gezien om bij het besluit van 21 september 2006 te worden gevoegd.

Door het College van de Franse Gemeenschapscommissie :

De Voorzitter van het College,

B. CEREXHE

Het Lid van het College belast met Bijstand aan Gehandicapte Personen,

Mevr. E. HUYTEBROECK



**Bijlage 9 bij het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie  
betreffende de erkenning van en de subsidies aan dagcentra en verblijfscentra**

**OVERGANGSBEGELEIDINGSNORMEN VAN 1 JANUARI 2007 TOT EN MET 31 DECEMBER  
2007 VOOR HET PERSONEEL VAN HET PSYCHOLOGISCH, EDUCATIEF, PARAMEDISCH  
EN SOCIAAL TEAM, VOOR HET PERSONEEL VAN HET TECHNISCH TEAM EN VOOR HET  
MEDISCH PERSONEEL**

Volwassenen / Kinderen	code	CENTRA	Technische personeel	Medische personeel	Ploeg
	APH-CEJ- 1010	Aubier(CJ)	3,0438	0,3348	14,8563
	APH-CEJ- 1020	Bastide(CJ)	0,5620	0,0423	3,1563
	APH-CEJ- 1030	Braise(CJ)	3,3424	0,3095	13,7100
	APH-CEJ- 1040	Esp et Joie(CJ)	2,8060	0,2756	12,0875
	APH-CEJ- 1050	Facere(CJ)	2,4358	0,2659	15,3500
	APH-CEJ- 1060	Famille(CJ)	1,5163	0,1275	6,5860
	APH-CEJ- 1070	Farra Derby(CJ)	1,2621	0,1495	6,2125
	APH-CEJ- 1080	Farra Forêt(CJ)	1,4980	0,1235	5,5250
	APH-CEJ- 1090	Forestière(CJ)	4,0745	0,2293	15,6040
	APH-CEJ- 1100	Fougères(CJ)	0,8644	0,0878	4,8375
	APH-CEJ- 1110	F Aurore(CJ)	1,3089	0,1159	6,4281
	APH-CEJ- 1120	Grain(CJ)	1,8720	0,1040	7,1450
	APH-CEJ- 1130	M du Trop(CJ)	0,7266	0,0527	3,9396
	APH-CEJ- 1140	Platanes(CJ)	9,3327	0,4899	36,1013
	APH-CEJ- 1150	Pré-texte(CJ)	1,9085	0,1119	7,2000
	APH-CEJ- 1160	Rés Forêt(CJ)	0,8761	0,0659	4,7067
	APH-CEJ- 1170	Sésame(CJ)	1,8563	0,0880	7,0254
	APH-CEJ- 1180	V Richesses(CJ)	1,4600	0,0650	5,3772
	APH-CEJ- 4015	Grandir(CJ)	1,5450	0,1463	10,6020
	APH-CEJ- 4020	Creb Eveil(CJ)	4,9259	0,5363	38,8740
	APH-CEJ- 4030	Creb sol(CJ)	3,7080	0,3510	25,4448
	APH-CEH- 2010	Aubier(CH)	5,1848	0,0000	16,3283
	APH-CEH- 2020	Bastide(CH)	3,3600	0,0293	9,9883
	APH-CEH- 2030	B de Sap(CH)	2,4750	0,0000	9,4199
	APH-CEH- 2040	Esp et Joie(CH)	3,0760	0,0000	10,2520
	APH-CEH- 2050	Facere(CH)	5,3487	0,0033	19,1727
	APH-CEH- 2060	F Derby(CH)	3,1060	0,0033	11,1460
	APH-CEH- 2070	Fougères(CH)	2,5157	0,0000	9,6047
	APH-CEH- 2080	F Aurore(CH)	3,7860	0,0065	12,2260
	APH-CEH- 2090	Freesias(CH)	2,3550	0,0000	8,5835
	APH-CEH- 2100	Hadep(CH)	4,2320	0,0449	13,2434
	APH-CEH- 2110	Hama 1(CH)	3,3200	0,0585	11,1971
	APH-CEH- 2120	Hama 2(CH)	3,3500	0,0358	11,4540
	APH-CEH- 2130	Hama 3(CH)	3,0480	0,0163	9,7400
	APH-CEH- 2140	H P Jurdant(CH)	3,3200	0,0293	10,6580
	APH-CEH- 2150	M du Trop(CH)	3,0266	0,0163	9,0466
	APH-CEH- 2160	Rés Forêt(CH)	2,4580	0,0000	9,1340
	APH-CEH- 2170	Les Bolets	1,5700	0,0293	8,0000
	APH-CEH- 3010	Cailloux(CH)	4,7100	0,0845	16,3147
	APH-CEH- 3020	C A Fraiteur(CH)	2,9020	0,0000	10,0004
	APH-CEH- 3030	CETD(CH)	7,3786	0,0000	24,7947
	APH-CEH- 3040	Chap Bourg(CH)	6,3766	0,1268	23,9313
	APH-CEH- 3050	C Joyeuse(CH)	15,9984	0,1430	50,5921
	APH-CEH- 3060	Clé(CH)	3,3800	0,0163	11,7083
	APH-CEH- 3070	Creb ois bl(CH)	5,0490	0,0000	21,0495
	APH-CEH- 3080	Inst Decroly(CH)	8,0532	0,0130	25,6026
	APH-CEH- 3090	Irsa(CH)	13,9974	0,0195	42,2082
	APH-CEH- 3100	Nid M Briard(CH)	4,1740	0,0845	14,1593
	APH-CEH- 3110	Passerelle(CH)	2,4300	0,0358	10,0536
	APH-CEH- 3120	W Memorial(CH)	1,6600	0,0033	8,7670
	APH-CEH- 3130	Wégélias(CH)	1,8065	0,0000	8,1707
	CRISE	3040 Chap Bourg(CH)	1,0680	0,0195	5,0940

Gezien om bij het besluit van 21 september 2006 te worden gevoegd.

Door het College van de Franse Gemeenschapscommissie :

De Voorzitter van het College,  
B. CEREXHE

Het Lid van het College belast met Bijstand aan Gehandicapte Personen,  
Mevr. E. HUYTEBROECK